• mars 1995 • n° 389 •

INPRECOR

• prix : 35 FF / 9 CHF / 200 BEF

Algérie :

Pour un front social

Bosnie-Herzégovine :

1995 : Quels dénouements ?

Mexique :

«Tous des zapatistes...»

Dossier:

Femmes et intégrismes

SOMMAIRE

3
MEXIQUE
Zedillo, démission !
Rosario IBARRA DE PIEDRA

5
MEXIQE
La sale guerre de Zedillo
Ulises MARTINEZ FLORES

8
BOSNIE-HERZEGOVINE
1995 : quels dénouements ?
Catherine SAMARY

10
FRANCE
Mosaïque syndicale
Dominique MEZZI

Dossier: Femmes et intégrismes

14
EGYPTE
Vieux frères, vieux ennemis
Nawal EL SAADAWI et Shérif HETATA

17
ALGERIE
Les femmes refusent la résignation
Samira FELLAH

21
Les nôtres : Nabila Djahnine
DOCUMENTS

22
FRANCE
L'intégrisme islamiste, une menace mortelle pour les femmes
Souad. B

25
ETATS-UNIS
Une épidémie de sauterelles intégristes
Julie R. ENSZER

27
FRANCE
Les eujeux d'une reconquête
Arnaldo CASTELLERAS

30
TCHETCHENIE
L'empire de retour ?
Poul FUNDER LARSEN

32
ALGERIE
Pour un front social
Entretien avec Néjib ABDOU

36
HAÏTI
Vers un tournant dans la guerre ?
Arthur MAHON

Au delà des frontières linguistiques…

Notre n-ième appel à l'aide lancé dans le numéro de février a été, semble-t-il, plus audible que les précédents. Nous commençons à recevoir des abonnements promotionnels de trois mois et certains d'entre vous nous ont écrit pour nous proposer d'autres formes de promotion ! Toutes les idées sont les bienvenues et nous ne manquerons pas de répondre à chacun d'entre ceux qui nous écrivent. Nous tenons toujours à votre disposition les formulaires d'abonnement promotionnel de 3 mois et nous pouvons également vous faire parvenir des anciens exemplaires d'*Inprecor* que vous utiliserez pour convaincre vos ami(e)s de s'abonner.

A ceux dont les ami(e)s ne seraient pas francophones, nous rappelons l'existence d'un mensuel jumeau d'*Inprecor* en langue anglaise : *International Viewpoint*, également disponible sur abonnement auprès de la PECI (les tarifs sont ceux d'*Inprecor*). Enfin une sélection bimestrielle des articles de notre journal — *Inprecor para América Latina* — existe en castillan et peut être commandée à : Apartado postal 18-996, Colonia Escandon, México, 11800, D.F., Mexique, au prix de 18 US$ ou de 120 FRF pour six numéros (chèques à l'ordre de Ulises Martinez Flores).

Paraissant en trois langues, *Inprecor, International Viewpoint* et *Inprecor para América Latina* constituent un ensemble cohérent qui permet la circulation des informations, des analyses et des débats au delà des frontières linguistiques. Leur existence, sans cesse menacée, constitue un acquis pour tous ceux qui aspirent à changer ce monde et souhaitent pour cela comprendre les méandres de l'actualité internationale. Alors, ami(e)s lectrices et lecteurs, aidez nous à garantir leur pérennité !

La Rédaction

Correspondance de presse internationale
INPRECOR

Revue mensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

*

Editée par PECI Sarl au capital de 50 000 francs, SIREN n° 391 857 562

Rédaction — Administration : PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France
tel.: (33-1) 43 79 29 60
fax: (33-1) 43 79 29 61

Gérant et Directeur de publication : Jean Malewski

Commission paritaire n° 59117
ISSN 1 0294 - 8516

*

Imprimé par Rotographie 2, Rue R.Lenoir, 93100 Montreuil

*

Diffusé dans les librairies par DIF'POP' SARL, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, France.

Lecteurs solidaires

Dans bien des pays le prix de notre magazine constitue un obstacle à sa lecture. Pour des prisonniers politiques *Inprecor* est le seul lien avec la réflexion du mouvement ouvrier. Nous avons toujours tenté de répondre à leurs demandes, mais nos difficultés financières nous imposent, malheureusement trop souvent, de limiter le nombre d'exemplaires envoyés à ceux qui en ont le plus besoin. Vous pouvez nous aider à cette tâche. Nous lançons ainsi la campagne «lecteurs solidaires», qui nous permettra, à chaque fois que nous recevrons 150,00 francs, de fournir pendant six mois *Inprecor* à celle où à celui qui, autrement, n'aurait pu le recevoir. Et, si vous le souhaitez, nous informerons la ou le bénéficiaire de votre solidarité.

Nous comptons sur votre aide.

ABONNEMENT (11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe	190 FF pour six mois.	360 FF pour un an.
Afrique du Nord - Moyen-Orient	200 FF pour six mois.	380 FF pour un an.
Afrique - Amériques - Asie	220 FF pour six mois.	460 FF pour un an.
Pli fermé France - Europe	250 FF pour six mois.	500 FF pour un an.

- Chèques banquaires et chèques postaux libéllés à l'ordre de "PECI", à adresser à PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Abonnement ❑ **Réabonnement** ❑
Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois) ❑
Institutions (600 FF, 1 AN) ❑
« *Lecteurs solidaires* » (150FF, 6 mois) ❑
« Découvrir *INPRECOR* » * (150 FF, 6 mois) ❑
*(Réservé aux nouveaux abonnés)

Nom -Prénom :.....
Rue :.....
.....
Commune / Code postal :.....
Ville : .....
Pays : .....

Zedillo, démission !

Nous publions ci-dessous la déclaration politique de la Convention nationale démocratique (CND), lue par Rosario Ibarra de Piedra, du Conseil de représentants de la CND, au rassemblement de Zocalo à Mexico, le 15 février 1995.

Rosario IBARRA DE PIEDRA

« *Mexicains : si cette situation anormale se prolonge ; si la paix, qui est une aspiration nationale, tarde à revenir sur notre sol et dans nos foyers, ce sera notre faute... Unissons-nous jusqu'au bout dans notre entreprise de titans contre l'ennemi commun ; unissons nos efforts, notre énergie et notre volonté et dressons une formidable barricade face à nos bourreaux ; répondons dignement et énergiquement aux coups de fouet humiliants que Huerta assène sur nos têtes ; rejetons cette mascarade burlesque et offensante dont la puissance nous accable depuis les enceintes somptueuses où elle plastronne en toute arrogance, nous les déshérités qui crevons de faim sur nos terres.* »
(Général en chef de l'Armée de libération du Sud et du Centre, Emiliano Zapata, 20 octobre 1913).

Les paroles du général Zapata doivent nous aider à nous déterminer face à la gravité des événements. Le gouvernement du Parti révolutionnaire institutionnel et du Parti d'action national (PRI-PAN) (a conduit notre nation au bord de la guerre civile. Si celle-ci n'a pas pris toute son ampleur, en particulier en ce qui concerne les pertes humaines qu'elle engendre forcément, c'est dû, une fois encore, à la prudence et à la sagesse de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN). En décidant de se replier au cœur même de la selva lacandona et de ne pas laisser de détachements auprès des populations civiles, elle a permis à la nation de faire l'économie du bain de sang que voulait nous infliger le système politique mexicain, aux ordres du gouvernement de Clinton. Cela n'a pas empêché, comme on l'a appris de diverses sources malgré la désinformation organisée par l'Etat, les bombardements et les massacres perpétrés malgré tout par le gouvernement. Imaginons ce qui ce serait passé si les zapatistes n'avaient pas agi comme ils l'ont fait.

Et pourtant l'EZLN n'en manquait pas de raisons importantes pour répondre militairement à l'offensive Zedillo-Lozano. De même que le 10 avril 1919, le maudit gouvernement s'est livré à une traîtrise majeure ; de même qu'à Chinameca, on a eu recours à un Guajardo qui avait revêtu les habits du dialogue ; de même qu'on a voulu assassiner Emiliano Zapata ; de même l'opération militaire actuelle (ils l'appellent l'opération «arc-en-ciel», et nous «trahison de la patrie») visait à exhiber le cadavre du sous-commandant Marcos en offrande aux 24 multimillionnaires et aux maîtres des banques des pays impérialistes, l'oligarchie narco-politico-financière, que sert le gouvernement PRI-PAN.

Amnistie = extermination

Face à l'échec de la manœuvre militaire et à la condamnation générale que cette politique a suscité chez la majorité des Mexicains, et chez beaucoup de peuples du monde entier, Zedillo et ses stratèges sont aujourd'hui contraints d'aménager leur position. La démission du pantin imposé comme gouverneur, Robledo Rincon, l'ordre donné aux autorités de s'abstenir de toute action offensive, ont pour but d'offrir un meilleur visage à la société. Pourtant, ce qui nous préoccupe au plus haut point, c'est que sur l'essentiel ils maintiennent le même objectif : en finir avec l'EZLN et en particulier Marcos et porter un coup décisif à ces secteurs massifs de la société civile qui n'acceptent plus de subir ce système politique.

Ainsi par exemple, l'appel lancé par Robledo Rincon, loin de permettre un apaisement dans le climat d'affrontement, ouvre de nouvelles tranchées à la confrontation. Son discours signifie ni plus ni moins un appel au lynchage d'Amado Avendaño et de l'ensemble du Conseil de gouvernement rebelle, tout particulièrement don Samuel Ruiz. Les propriétaires terriens et leurs affidés, qui exhibent — eux, oui — de véritables arsenaux l'ont bien compris et redoublent de menaces, avides d'en découdre, prêt à récupérer ce qu'ils ont toujours prétendu leur appartenir, les terres qui sont en réalité le patrimoine des indiens.

Pis encore, l'offre d'amnistie, telle qu'elle a été formulée par le gouvernement, veut camoufler sous la peau d'une innocente brebis une politique d'extermination. Dès le début du conflit les zapatistes ont clairement dit qu'ils n'avaient pas pris les armes pour être amnistiés. Cette proposition n'est pas autres chose qu'une reddition déguisée. Ils savent que les zapatistes ne peuvent pas l'accepter et

c'est pour ça qu'ils la mettent en avant. Elle ouvre sur deux possibilités, avec l'encerclement militaire qui a forcé les zapatistes à se réfugier au plus profond de la selva. Les stratèges militaires essaient de les vaincre par la faim, et qu'à la longue, ils n'auront pas d'autre choix que d'accepter l'amnistie. Ou alors que cette proposition contribuera à démobiliser la société civile mexicaine, à affaiblir la légitimité de la cause zapatiste, et permettra le moment venu de lancer une nouvelle attaque directe.

Une fois encore, les stratèges de Zedillo se trompent doublement. D'abord parce qu'ils n'ont toujours pas compris de quel bois est fait le mouvement zapatiste, l'EZLN. Les mois ont passé et ils n'ont toujours pas réalisé qu'ils n'ont pas à faire à des gens de leur système de domination, habitués à fléchir à la moindre provocation. Et ensuite, ils n'ont pas réalisé non plus le niveau de maturité atteint par une société qui à force de coups, de surprises et de déceptions à conquis un espace qu'elle n'est pas prête à abandonner pour une nouvelle illusion.

Pour couronner cette farce, on prévoit de faire appel aux parlementaires pour approuver cette «amnistie». Que tous les députés se remémorent bien ces phrases : «De quoi devons-nous demander pardon ? De quoi vont-ils nous pardonner ? De ne pas mourir de faim ? De ne pas faire silence dans notre misère ? De n'avoir pas accepté humblement le gigantesque fardeau de mépris et d'abandon reçu en héritage ? D'avoir pris les armes quand tous les chemins nous étaient condamnés ? D'avoir démontré au reste de notre pays et au monde entier que la dignité humaine est vivante et bien présente même chez les plus déshérités ? D'être allés au combat avec des fusils au lieu d'arcs et de flèches ? D'être tous mexicains ? D'être majoritairement indigènes ? D'appeler le peuple mexicain à entrer tous dans la lutte, sous toutes les formes possibles, pour ce qui lui appartient ? De lutter pour la liberté, la démocratie et la justice ? De ne pas suivre les modèles des guerres précédentes ? De ne pas nous rendre ? De ne pas nous trahir ? Qui doit demander pardon et qui peut l'accorder ?» (Sous-commandant Marcos, 18 janvier 1994). Et nous dirions aujourd'hui : qui va accorder le pardon ? Le PRI, avec ses crimes et ses assassinats ? Le PAN qui avec le coup de pouce donné à son «rival» et son «brillant» procureur a jeté aux orties son passé digne et respectable ? Nous appelons le PRD et le PT non seulement à voter contre une amnistie conçue comme une nouvelle arme de guerre, mais à faire l'impossible pour empêcher que le vote ait lieu.

C'est au contraire la société civile organisée qui doit imposer une issue digne et juste, basée, à notre avis, sur les points suivants.

◗ L'armée fédérale doit quitter le Chiapas et renoncer à son rôle de bras armés des propriétaires terriens face aux indiens. C'est la seule garantie pour empêcher le massacre en cours et celui beaucoup plus important qui se prépare.

◗ Une réponse satisfaisante à l'exigence de justice de la majorité du peuple du Chiapas qui a choisi comme gouverneur Amado Avedaño. Tant que ce point n'aura pas été résolu conformément aux décisions de l'Assemblée démocratique du peuple chiapanèque, il sera très difficile de parler de paix.

◗ Réaffirmer clairement le rôle de don Samuel Ruiz et de la CONAI en tant qu'instance de médiation reconnue par les deux parties. De ce point de vue, il faut mettre un terme à la politique de lynchage à laquelle se livrent les forces les plus réactionnaires du pays, avec l'appui du gouvernement fédéral, contre Tatik.

◗ Mettre fin au terrorisme d'Etat (le seul véritable terrorisme) qui sévit ces derniers temps dans le pays, comme aux pires époques de la répression, quand les disques, les livres et les affiches sont considérés comme de la «propagande subversive», au même rang que les fusils et les grenades. Nous exigeons la libération immédiate et inconditionnelle des prisonniers politiques anciens et nouveaux, l'annulation des mandats d'arrêt, le châtiment des tortionnaires et, tout particulièrement, la suppression du super secrétariat de la répression, créé sous la présidence de Salinas de Gortari, dirigé par Arsenio Farell Cubillas (de funeste mémoire pour les travailleurs de ce pays) qui regroupe les pires figures du milieu policier : Nassar Haro, Acosta Chaparro, Salvador Tanus, Coello Trejo.

◗ Le tout couronné par une conclusion logique : l'EZLN est une force qui a obtenu dans les faits d'être reconnue par le gouvernement comme force belligérante. Ne pas la reconnaître ouvertement revient pour le gouvernement à créer une nouvelle catégorie, celle de force politique en armes. La CND exige qu'elle soit reconnue comme telle. Le gouvernement n'est pas face à des délinquants ou des terroristes, mais face au meilleur du peuple mexicain ; face à une organisation politique qui dans le climat d'intolérance créé par l'Etat a décidé de se soulever en armes pour construire un nouveau système politique, basé sur la démocratie, seule possibilité d'obtenir que deviennent inutiles non seulement ses propres armes mais toutes les armes.

Nous ne savons pas si le gouvernement de Zedillo aura finalement l'intelligence de ne pas poursuivre cette politique. Si ça pouvait être le cas ! Mais en tout état de cause la CND s'adresse au peuple mexicain : il n'est plus possible de vivre à la merci d'une oligarchie qui définit sa politique en fonction de ces intérêts les plus étroits. Nous ne pouvons plus vivre sous les politiques de choc dictées par les banques internationales. Nous devons lutter pour créer un grand mouvement social qui force Zedillo à démissionner et mette fin au système de domination basé sur le corporatisme, la fraude, la corruption et l'illégitimité. En finir avec le projet économique néolibéral qui a plongé dans la misère la majorité des Mexicains. Qui a concentré dans les mains d'un petit groupe les richesses essentielles de la nation. Qui a mis sur le marché la terre et non pas ses produits et qui s'apprête maintenant à dilapider notre richesse pétrolière.

Pour le bien des tiens : Zedillo, démission !

Pour la paix : Zedillo, démission !

Parce qu'il a montré qu'il était incapable : Zedillo, démission !

Pour la démocratie : Zedillo, démission !

Pour qu'il ne continue pas à hypothéquer le pays : Zedillo, démission !

De ce lieu de la selva asphaltée de la ville de Mexico, nous adressons un message à nos frères zapatistes : vous n'êtes pas seuls, nous sommes plus que jamais avec vous. Avec Marcos, Tacho, Moy, Ramona, Ana Maria, Rolando. Avec les enfants de la selva, avec Heriberto, Eva, Vero, se trouve l'immense majorité des enfants du Mexique. Nous ne les laisserons pas périr sous les balles ni de faim. La CND, composante de cette société civile que l'EZLN a aidée à naître, appelle les autres composantes de cette même société à se mettre en route, à reprendre Aguascalientes, le Chiapas. Nous appelons tous ceux qui ont donné des livres pour notre bibliothèque à aller voir s'ils sont bien là-bas. Voir si l'armée mexicaine n'a pas saisi, en les tenant pour subversifs et zapatistes, Alice au pays des merveilles ou le Tour du monde en quatre-vingt jours. Nous les appelons à arrêter cette guerre en obtenant enfin pour notre chère patrie la Paix, la Justice, la Démocratie et la Dignité.

Vive l'EZLN ! Zedillo, c'est la guerre, nous, nous sommes la paix !

L'armée hors du Chiapas ! Vive le Mexique ! ★

Mexico, le 15 février 1995

La sale guerre de Zedillo

Jeudi 9 février, la trêve fragile que le gouvernement d'Ernesto Zedillo et l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) observaient depuis plusieurs semaines, s'est à nouveau rompue, du fait de la décision du gouvernement de lancer une offensive policière et militaire contre les dirigeants zapatistes. Deux jours plus tard, toutes les horreurs de la guerre se sont abattues sur le sol zapatiste : après avoir déployé ses forces policières et militaires, le gouvernement s'est lancé dans un bombardement indiscriminé des populations en territoire zapatiste.

Ulises MARTINEZ FLORES

Le 9 février, dans un message largement diffusé par radios et télévisions, Zedillo a annoncé qu'il avait donné ordre à la police, appuyée par l'armée, de capturer cinq dirigeants de l'EZLN, dont le sous-commandant Marcos, qui aurait été identifié sous le nom de Rafael Sebastian Guillen Vicente. Les raisons avancées pour ce revirement de la politique gouvernementale vis-à-vis de l'EZLN tenaient — aux dires du Président mexicain — à la découverte la veille de deux arsenaux qui prouvaient que *«l'EZLN préparait de nouveaux actes de violence d'ampleur, non seulement au Chiapas, mais aussi dans d'autres endroits du pays»*.

Mais comme l'a déclaré à l'hebdomadaire mexicain *Proceso*, le 12 février 1995, l'ancien procureur général adjoint de la République Mario Ruiz Massieu, aujourd'hui assesseur du Parti de la révolution démocratique (PRD) : *«Ils essaient d'exagérer les faits. L'arsenal n'en est pas un. Le plus humble des narco-trafiquants a une puissance de feu plus importante, et on découvre fréquemment des caches de trafiquants bien mieux armées.»*

La déclaration présidentielle du 9 février s'est accompagnée d'une vague d'arrestations, touchant une trentaine de personnes détenues, dont deux des cinq personnes présentées comme des dirigeants de l'EZLN. Elles se sont déroulées dans le plus constant arbitraire policier et judiciaire : détention en dehors de tout mandat d'arrêt, torture, falsifications de dépositions. Face à la presse, tous les détenus ont nié appartenir à l'EZLN et ont dénoncé les tortures subies.

Mais le plus préoccupant tient à la situation que subit la zone de conflit dans l'Etat du Chiapas. «L'aide» que l'armée apporte aux forces de police pour mener à bien l'ordre de capturer Marcos, consiste en 2 500 militaires, plus de cent véhicules et un soutien aérien qui se sont engagés dans la zone contrôlée par les zapatistes, et qui ont fini par militariser une grande partie de l'Etat du Chiapas. L'encerclement militaire a rendu difficile le travail d'information. On peut toutefois, en s'appuyant sur les sources les plus fiables, confirmer que, après 72 heures d'offensive militaire, le gouvernement n'a pas pu réaliser cette «frappe chirurgicale» annoncée par certains et qui devait permettre de décapiter l'EZLN en un éclair. Tout indique que l'armée fédérale a pu s'enfoncer en territoire zapatiste, sans se heurter en fait à de véritables affrontements, les zapatistes ayant choisi de se replier tactiquement, en engageant dans ce repli des population entières.

C'est ce qui semble expliquer que jusqu'à présent, les seules pertes reconnues officiellement soient la mort d'un colonel de l'armée gouvernementale et celle d'un soldat, qui auraient été abattus par des francs-tireurs ou tués dans une embuscade zapatiste. Impuissante à localiser et arrêter les dirigeants zapatistes, l'armée gouvernementale s'est rapidement lancée dans la deuxième phase de son plan, les bombardements massifs, quels que soient le coût politique d'une action de ce type et les pertes dans la population civile.

Le 12 février, malgré toutes les difficultés, un journaliste a pu transmettre un communiqué manuscrit provenant de la zone des combats, signé du Comité clandestin révolutionnaire indigène-Commandement général de l'EZLN (voir l'encart ci-après), qui affirme que depuis le 10 février à midi, *«quatre hélicoptères bombardent la zone des environs de Morelia et La Garrucha, et se sont livrés à des mitraillages de la zone sous contrôle zapatiste»*.

Il lance un appel pressant : *«Jusqu'ici, nous avons fait tout notre possible pour nous replier ; nous n'avons plus maintenant d'autre solution que de nous défendre et de défendre nos peuples (...) Nous demandons au peuple du Mexique et aux peuples du monde entier qu'ils agissent pour arrêter cette guerre.»*

Durcissement gouvernemental

Les argument du gouvernement pour justifier la rupture de la trêve et son changement d'attitude vis-à-vis de ceux qu'il appelait au dialogue il y a encore quelques semaines ne sont pas sérieux. Non seulement les «arsenaux» découverts et attribués à l'EZLN sont des plus modestes, mais c'est particulièrement ridicule de prétendre découvrir aujourd'hui, à l'étape actuelle du conflit, la nature véritable de l'adversaire auquel le gouvernement s'affronte depuis le 1er janvier 1994. Comme l'a déclaré l'ancienne candidate à la présidence Rosario Ibarra, aujourd'hui députée de la Convention nationale démocratique (CND) : *«Depuis plus d'un an, ils négocient avec des gens en armes, et ils s'étonnent tout d'un coup parce qu'il découvrent des armes leur appartenant. Il faut voir le ridicule des arguments avancés pour justifier l'offensive lancée (Proceso).»* De même, ce n'était un secret pour personne que le groupe en armes au Chiapas n'est qu'une partie — le front sud-oriental — de l'EZLN. Les zapatistes eux-mêmes ont déclaré qu'ils avaient organisé d'autres fronts dans d'autres zones du pays.

Qu'est-ce qui a donc vraiment changé dans la situation nationale pour obliger le gouvernement à ce changement de politique ? Il apparaît clairement aujourd'hui que, contrairement à ce qu'il disait dans ses précédents discours, Zedillo a toujours travaillé dans la perspective d'un durcissement. C'était clair dès le 8 décembre, quand il a cautionné la fraude électorale au Chiapas en avalisant par sa présence la

Appel urgent de l'EZLN

Au peuple du Mexique — A la presse nationale et internationale — Aux peuples du monde

Nous lançons un appel a tous nous frères mexicains pour arrêter cette guerre génocide où nous plonge ce maudit gouvernement. Le gouvernement fédéral agit dans le mensonge. Il mène une sale guerre contre nos peuples. Hier vers midi, quatre hélicoptères ont bombardé la zone des environs de Morelia et La Garrucha, et mitraillé la zone sous contrôle zapatiste. Des milliers de soldats ont pénétré dans la *selva*, à Monte Libano, Agua Azul, Santa Lucia, La Garrucha, San Agustin, Guadalupe, Tepeyac, et ailleurs.

Il procède à un encerclement de mort et d'infamie contre les zapatistes, combattants et civils. Jusqu'ici, nous avons tout fait pour nous replier, mais nous n'avons plus d'autre possibilité que de nous défendre et de défendre nos peuples. Des milliers de civils ont quitté leurs territoires.

Frères : Le gouvernement d'Ernesto Zedillo nous tue, tue des enfants, frappe et viole des femmes.

Nous demandons au peuple du Mexique et aux peuples du monde de tout faire pour stopper cette guerre.

Une nouvelle fois nous vous le demandons, frères, ne nous laissez pas seuls.

Nous nous battons dans la dignité.

La liberté.

La justice.

La démocratie.

Fraternellement,

Le Comité clandestin révolutionnaire indigène-Commandement général de l'EZLN

12 février 1995

prise de fonction du PRIiste Eduardo Robledo en qualité de gouverneur du Chiapas, ce que les zapatistes avaient dénoncé par avance comme une déclaration de guerre tacite. Mais là dessus, la crise économique a éclaté et le gouvernement a dû porter son attention sur ce terrain et chercher y compris à calmer le jeu sur le plan politique pour pouvoir agir sur son flanc économique déstabilisé. Après avoir obtenu les crédits des banques internationales pour faire face à la crise économique, Zedillo est revenu à la charge sur le terrain politique, en particulier dans le conflit du Chiapas.

Mais ce qui a aussi changé, ce sont les conditions de faiblesse du gouvernement, plus profonde et plus vulnérable face à toute sorte de pressions.

L'aide méricaine

L'une de ces pressions, qui explique le durcissement vis-à-vis des zapatistes, provient précisément des milieux financiers internationaux. Certaines sources ont rapporté que l'anéantissement des zapatistes était une des conditions explicites imposées par les créanciers au gouvernement mexicain pour lui accorder de nouveaux crédits. D'autres parlent de recommandations plutôt que de conditions. D'après *Proceso «la Chase Manhattan Bank a suggéré, dans un article en date du 13 janvier dernier, que le gouvernement mexicain devait "éliminer" l'insurrection zapatiste pour "faire la preuve de sa maîtrise effective du territoire national et de la politique de sécurité".»* On voit aussi la main des Etats-Unis derrière la découverte des caches et la révélation de l'identité supposée de Marcos. Différents moyens d'information, y compris le *New York Times*, ont rapporté que les services de renseignement des Etats-Unis avaient aidé le gouvernement mexicain à identifier le dirigeant zapatiste.

On peut relever aussi l'empreinte du soutien étroit que Zedillo a recherché et trouvé auprès de l'armée fédérale pour consolider son gouvernement, encore qu'on pourrait l'interpréter comme un ultimatum lancé par l'armée au président. Le quotidien mexicain *El Financiero*, dans une note de son correspondant à Washington, a rapporté le 11 février que *«des sources proches des services de renseignement aux Etats-Unis assurent que l'ordre d'arrêter les dirigeants zapatistes répond à un "ultimatum" lancé par les forces armées mexicaines au président Zedillo.".»*

Sous la pression ou d'un commun accord, ce rapprochement entre Zedillo et l'armée est apparu clairement ces derniers jours, tout comme la farce du prétendu dialogue. Jusqu'au 15 janvier, on avait fait du dialogue une priorité. Ce jour là, après plus de huit mois sans contact direct, des représentants du gouvernement et de l'EZLN se sont rencontrés dans la *selva lacandona*. Mais il est clair aujourd'hui qu'étaient préparées parallèlement la recherche de militants zapatistes et la révélation de l'identité de Marcos. Dès le début février, la complicité armée-Zedillo est apparue plus clairement. Le 2 février, un repas auquel l'armée a convié le président a marqué le début d'une série de rencontres publiques entre Zedillo et l'état-major réaffirmant d'un côté la loyauté de l'armée vis-à-vis du président et, de l'autre, la reconnaissance par Zedillo que l'armée est la garante de la paix. Des réunions semblables ont eu lieu le 9 et le 10 février. Mais la plus importante semble s'être tenue le 6 février, à huis clos, au ministère de l'Intérieur, en présence du ministre, Esteban Moctezuma, et de membres choisis du Collège de défense, lui-même très sélect, sous la direction du ministre de la Défense, Enrique Cervantes Aguirre. Ce qui s'y est passé a un «caractère tout à fait privé», selon les déclarations du ministre de l'Intérieur au quotidien mexicain *La Jornada*.

Il serait peut-être exagéré de parler de la possibilité d'un coup d'Etat militaire dans un contexte international où l'impérialisme lui-même met l'accent sur la nécessité que prévalent les institutions de la démocratie bourgeoise.

Mais une évolution à la péruvienne, une «fujimorisation» de l'Etat mexicain, est parfaitement factible. La faiblesse de l'institution présidentielle a conduit Zedillo à s'appuyer bien davantage sur l'institution militaire que sur d'autres institutions de l'Etat. Il a de fait abandonné aux mains de l'armée la résolution du plus important problème politique et social du pays, en lui laissant une totale liberté d'action, comme le prouvent les bombardements de populations civiles. Au-delà des déclarations du président, il est clair que le parlement — bien qu'à majorité PRIiste — est passé au second plan dans la recherche d'appuis pour le gouvernement. Il n'a pas non plus fait appel à ceux qui depuis des années constituaient les soutiens essentiels du système politique mexicain, les organisations syndicales et paysannes et le parti officiel.

Le gouvernement de Zedillo a donc choisi une issue militaire à un conflit dont on voit mal sa résolution ainsi, ni d'un côté ni de l'autre. On peut prévoir que ce durcissement ne s'exercera pas seulement à l'encontre de l'EZLN mais de l'ensemble de l'opposition démocratique. On le voit déjà dans les arrestations de dirigeants d'organisations civiles accusés d'être zapatistes, les perquisitions de locaux, la surveillance policière de militants de mouvements sociaux, les récentes tentatives pour présenter l'évêque Samuel Ruiz comme un militant de la cause zapatiste, etc.

Mais il semble que l'offensive militaire lancée par le gouvernement au Chiapas n'ait pas pris de court l'EZLN, qui s'est évanouie devant ses ennemis quand ceux-ci ont pénétré sur son territoire. Ce que les moyens d'information au service du pouvoir on décrit comme une fuite des zapa-

tistes et une prise de contrôle du territoire par l'armée gouvernementale, apparaît simplement comme une nouvelle démonstration de l'habileté militaire des zapatistes. Dans une large mesure, les zapatistes n'ont jamais cru aux promesses de dialogue faites par le gouvernement. Pour l'EZLN elle-même, le dialogue était une tactique toujours subordonnée à leur objectif stratégique déclaré d'accompagner la lutte du peuple mexicain jusqu'à en finir avec le système du parti-Etat et ouvrir la voie à une transformation démocratique radicale de la nation.

L'EZLN est une armée qui, comme ils l'ont eux-mêmes déclaré, s'est préparée depuis dix ans à l'affrontement militaire, et elle l'a réaffirmé à la veille du 9 février 1995. Dans une lettre adressée au ministre de l'Intérieur, le sous-commandant Marcos a dénoncé le caractère ultimatiste des messages que le gouvernement adresse aux zapatistes et il a répondu : *«Si on vous conseille d'augmenter la pression militaire pour nous forcer à une nouvelle rencontre, on vous trompe. Les zapatistes répondent aux pressions militaires par des mesures de même ordre. Nous ne sommes pas intimidés par les menaces et vous pouvez bien lancer sur nous tous les soldats que vous voudrez. Cela ne donnera aucune issue au conflit et vous pouvez être certain qu'il s'étendra à tout le pays (La Jornada, 11 février 1995).»* Ce même 9 février, dans une brève entrevue avec un groupe de journalistes — la dernière à ce jour —, alors qu'on ne connaissait pas encore les mesures adoptées par le gouvernement, Marcos a déclaré : *«Ils veulent menacer de nous anéantir, mais je leur ai fait dire qu'ils pouvaient toujours essayer (...) Une fois lancées, les guérillas ont leur propre autonomie, et c'est ce à quoi nous nous préparons, un conflit de longue durée. Ils nous poussent à une résistance armée à long terme, d'usure, il faut voir (...) Nous, nous n'allons pas attaquer, mais s'ils le font... adios.»*.

Malgré les difficultés d'information que crée la militarisation du Chiapas, on commence à réaliser la dimension de l'offensive militaire lancée par le gouvernement. Comme en janvier 1994, il a choisi de tout raser en recourant à des bombardements indiscriminés sur les zones sous influence zapatiste.

Nous sommes tous Marcos

Pour ce qui est de la mobilisation au Mexique même, elle semble progresser à un bon rythme. Le 11 février, deux jours à peine après l'annonce du virage belliciste du gouvernement, un rassemblement de 100 000 personnes sur la place centrale de la ville de Mexico a clamé bien haut «nous sommes tous Marcos», exigé l'arrêt de la guerre, la libération immédiate de tous les détenus et la résolution du conflit du Chiapas par des voies autres que militaire, pour garantir la démocratie, la justice et la dignité.

Lors de ce rassemblement, se sont retrouvés à la même tribune des représentants d'un éventail très large de courants politiques et d'organisations sociales, ce qui semble prouver que la politique du gouvernement aurait pour effet de galvaniser l'unité de ses opposants, et non de les diviser.

Au cours de l'année écoulée, le mouvement populaire démocratique au Mexique a parcouru un chemin sinueux à la recherche de son unité. Consciente que la voie de la lutte armée où elle s'est engagée ne sera pas suffisante pour en finir avec le système du parti-Etat, l'EZLN a préconisé à plusieurs reprises et a lancé plusieurs initiatives pour construire un large mouvement d'opposition dans lequel s'inscrit son propre combat, avec ses propres méthodes, une composante parmi d'autres de la lutte globale du peuple mexicain contre le régime PRIiste.

Finalement, et non sans difficulté, une unité fragile s'est réalisée le 5 février 1995, à l'occasion de la troisième assemblée de la Convention nationale démocratique, où des secteurs très divers ont participé à l'appel pour la formation du Mouvement pour la libération nationale (MLN), à l'initiative, justement, de l'EZLN.

Zedillo, démission !

L'unité de la CND a été maintenue à cette occasion, et l'appel final à la création du MLN a pu voir le jour, même si deux projets se sont affrontés vivement quant au contenu à donner à ce mouvement. D'un côté, un secteur de la CND, le plus réceptif aux propositions de l'EZLN, se bat pour regrouper toutes les forces sous le seul commun dénominateur de la lutte contre le système du parti-Etat et pour la démocratie, la justice et la liberté, c'est-à-dire un mouvement pluraliste où trouveraient leur place y compris des secteurs politiques et sociaux au centre. De l'autre côté, un courant au sein de la CND affirme que ce mouvement doit avoir un caractère de classe, regrouper les secteurs sociaux prolétariens et opprimés et les courants politiques qui s'identifient clairement avec eux.

Finalement, un accord s'est fait lors de la réunion du 5 février pour adopter le plan de Queretaro — présenté par la première position — comme document de discussion, et pour le diffuser à la recherche d'un consensus. Mais la dérive belliciste de Zedillo a renvoyé à plus tard ces débats et poussé à l'unification de tous dans la lutte pour arrêter la guerre et obliger à un changement radical dans la conduite des affaires du pays. Cela conduit à mettre au premier plan ce qui n'était jusqu'ici qu'un mot d'ordre secondaire : la démission de Zedillo. Un autre élément important dans ce processus d'unité tient au fait que le durcissement du gouvernement a tranché, ou pour le moins ajourné, la discussion dans les rangs du PRD quant à l'opportunité de se rapprocher du gouvernement ou, au contraire, d'accentuer le caractère oppositionnel du parti. Ainsi, lors de sa dernière réunion, la direction nationale du PRD a annoncé qu'elle se considérait déliée du Pacte de Los Pinos, l'accord signé le 17 janvier par les quatre partis représentés au parlement et par le président Zedillo, supposé jeter les bases d'une nouvelle réforme électorale, mais qui, en réalité, avait seulement permis au gouvernement d'amadouer l'opposition et de montrer qu'il maîtrisait la situation politique intérieure.

En tout état de cause, les épreuves pour le mouvement démocratique et pour son unité ne font que commencer. C'est maintenant, face à l'escalade répressive du gouvernement, qu'il faut que s'exprime la capacité de construire un large mouvement de masse à l'échelle nationale, comme le préconise l'EZLN depuis le mois d'août 1994.

Dans cet esprit, lors du gigantesque rassemblement du 11 février au centre de Mexico, Cuauhtemoc Cardenas a appelé les manifestants à envahir sans trêve les places publiques dans tout le pays, renforcer l'unité des organisations, «peu importe qui les dirige ou quelles en sont les formes» — une allusion directe aux débats qui ont cours dans le mouvement — et a conclu que l'important c'est que nous rejoignons tous la lutte pour *«en finir avec ce gouvernement du mensonge, de la tromperie et de la trahison»*.

De même, il faut que les peuples du monde entier construisent un puissant mouvement de solidarité avec le peuple mexicain pour freiner la guerre. On en a déjà vu les potentialités, aussi bien lors des premiers mois de 1994 que dans les quelques jours écoulés depuis le 9 février où on a rapporté des actions de protestation face aux consulats et ambassades du Mexique à Buenos Aires, San Francisco, Madrid, Paris. ★

Mexico, 13 février 1995

1995 : quels dénouements ?

L'année 1994 s'est achevée sur l'offensive conjointe des Serbes de la Krajina croate, de l'armée serbe bosniaque et des troupes de Fikret Abdic (1) dans la poche de Bihac — décrétée «zone de sécurité» par l'ONU. C'est ce qui a fait conclure la Maison blanche, au grand désespoir des Bosniaques, à une «victoire serbe». Pourtant, l'écrasement du 5ème corps de l'armée bosniaque, et le contrôle de la poche de Bihac, ne sont toujours pas réalisés. Chacun s'attend à de nouvelles offensives au printemps.

Cathrine SAMARY

Les offensives diplomatiques internationales ont un commun dénominateur : aucun des gouvernements d'Europe ou des Etats-Unis n'est prêt à s'engager réellement dans cette guerre. Même les propositions d'éventuelle levée de l'embargo sur les armes de la part des Etats-Unis vont dans ce sens. Car il s'agit pour eux de combiner deux objectifs ; d'un côté, ne pas perdre le moindre «boy» dans un conflit décrit comme «sans enjeu stratégique» direct pour les Etats-Unis ; de l'autre, apparaître comme le bon ami des Musulmans, ce qui doit favoriser les intérêts diplomatiques et économiques de la Maison blanche vers la Turquie et les pays producteurs de pétrole. L'envoi des conseillers technico-militaires su le terrain est une façon de s'engager, sans s'engager vraiment.

D'où les désillusions bosniaques. Et les revirements réguliers des discours américains (et allemands), y compris sur la question de l'embargo : la volonté de trouver sur le terrain une solution négociée est privilégiée par tous.

Certes, il demeure des choix d'alliances privilégiés des «grandes puissances» qui sont différents : France et Grande-Bretagne ont misé depuis le début de la guerre sur un accord Milosevic/Tudjman impliquant une dissociation de Milosevic et de son extrême droite avec des bémols sur les projet de Grande Serbie (2). Un pouvoir fort en Serbie est sans doute à leurs yeux un contrepoids nécessaire à l'influence allemande dans la région, selon la logique des vieux démons et des partages d'influence. Les Etats-Unis et l'Allemagne misent plutôt, pour des raisons diverses, sur l'alliance croato-musulmane contre les Serbes. Les partisans de cette orientation en Croatie (notamment le dernier président de la fédération yougoslave, Stipe Mesic) ont fait scission du parti de Tudjman (HDZ) début 1994 en critiquant «l'agression croate» en Bosnie, et la construction sur le terrain de la «République croate d'Herceg-Bosna». Mais ils sont restés marginaux. En Bosnie, le HZD partisan de Tudjman, signataire des accords de Washington (3) avec le SDA d'Alija Izetbegovic, continue à œuvrer à un découpage territorial de la Bosnie : à Mostar, et dans l'Herceg-Bosna, les rapports restent très tendus entre Croates et Musulmans et les armées sont toujours séparées.

Autre élément du puzzle diplomatique : quels que soient les choix d'alliance privilégiés, Etats-Unis, Allemagne, France et Grande-Bretagne veulent tous impliquer la Russie dans la négociation. Celle-ci vise un rôle de «grande puissance» et partenaire des gouvernements occidentaux dans la région. Elle n'appuie pas les Serbes radicaux de Bosnie et de Croatie, mais plutôt Milosevic : celui-ci joue donc un rôle pivot dans la recherche d'une solution négociée qui maintiendrait les frontières actuelles des Républiques. Une telle solution n'est évidemment possible que si, d'un côté, le Kosovo retrouve au moins son autonomie ; et si, de l'autre, l'Etat croate renonce à toute récupération par la force des Krajinas dominés par les Serbes séparatistes. L'échec de la politique de «serbisation» du Kosovo (4) et, côté croate, la dénonciation par le Pape de toute intervention contre les Serbes des Krajinas poussent Milosevic et Tudjman vers ce type de solutions.

Quels que soient les choix de départ, il y a une imbrication de toutes ces questions. Si on peut parler d'une «orientation» du «groupe de contact» (5), elle consiste à rechercher une solution négociée avec les partis au pouvoir (en évitant d'être impliqués dans une guerre balkanique). Les Etats-Unis sont donc poussés à trouver des terrains de négociations avec les forces serbes — la France et la Grande-Bretagne, avec les Musulmans bosniaques.

La mission de Carter fin décembre, a sans doute eu cette fonction. Il n'en est guère sorti de conclusion, si ce n'est d'affirmer que le plan du «groupe de contact» (proposant un découpage de la Bosnie de 51 % pour la fédération croato-musulmane bosniaque et 49 % pour la partie serbe de Karadzic) était renégociable. C'est ce que demandaient les représentants des Serbes de Karadzic qui veulent obtenir un Etat fait de territoires qui se tiennent, qui puisse être reconnu comme République et doté du droit de se relier à la Serbie — c'est-à-dire une Grande Serbie et l'éclatement de la Bosnie.

La logique des négociations actuelles est d'essayer de rendre compatible ce qui ne l'est guère : d'un côté maintenir au moins formellement un Etat bosniaque — donc refuser la formation d'une Grande Serbie (ce qui impliquerait une défaite de Karadzic), de l'autre permettre le découpage territorial de la Bosnie sur des bases ethniques. Or cette deuxième logique pousse à une guerre sans fin pour élargir, consolider et «épurer» ces territoires. Elle est porteuse d'un éclatement en Etats séparés. En deux ou trois Etats ?

Fédération croato-musulmane ?

La position officielle des autorités bosniaques face au projet du groupe de contact avait été jusqu'à la mission Carter de décembre : on signe ce projet (51/49), mais on ne le rediscute pas. C'était, bien sûr, d'une part une façon de renvoyer sur le dos de la partie Serbe la responsabilité sur le terrain des reconquêtes territoriales. C'était aussi s'emparer du seul avantage de ce plan, du point de vue bosniaque :

1) Homme d'affaire, ex-communiste de la Présidence bosniaque et du SDA musulman en conflit ouvert avec les autorités bosniaques depuis qu'il négocie directement avec ses voisins serbes et croates et qu'il a décrété sa «province autonome» dans la poche musulmane de Bihac.

2) Cette ligne «pacifiste» de Milosevic correspond à son intérêt actuel, visant la reconnaissance de la Fédération serbo-monténégrine — et le contrôle de ses oppositions. La rupture avec Vojislav Seselj (dirigeant du Parti radical serbe et promoteur de la Grande Serbie) date de plus d'un an.

3) En mars 1994, ces accords mettaient en place la fédération croato-musulmane bosniaque, ainsi qu'un projet de confédération entre cette fédération et la Croatie voisine.

4) L'autonomie du Kosovo a été supprimée à la fin des années 80 après une décennie d'Etat de guerre.

5) Formé de représentants des Etats-Unis, de la Russie, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne.

maintenir théoriquement les frontières de la Bosnie, contenir le projet de Grande Serbie. Lorsqu'une renégociation a été proposée, des dissociations se sont opérées d'une part entre Croates et Musulmans bosniaques (les membres du HDZ croates n'étant pas contre une renégociation qui accélérerait leur projet, symétrique de celui de Karadzic, d'une Croatie agrandie). D'autre part, les divergences qui traversent le SDA musulman apparaissent de plus en plus au grand jour entre une aile islamiste et une aile laïque.

La première (à laquelle se rattache, de façon évolutive, Alija Izetbegovic) vise l'islamisation de la société bosniaque. Mais ce projet peut se défendre soit comme courant minoritaire dans un Etat multinational ; soit en allant vers le découpage d'un Etat «musulman» plus facilement contrôlé par les courants religieux. Les oscillations d'Izetbegovic depuis le début de la guerre sont des hésitations entre ces deux variantes, la première ayant l'avantage d'offrir un Etat plus large à la propagande islamiste et la seconde, plus homogène. Les difficultés de coexistence, voire la lutte ouverte avec les autres partis nationalistes font nécessairement pencher vers le découpage en trois Etats. Certains Musulmans s'y retrouveront par conviction fondamentaliste, d'autres, par désespoir.

Mais la grande majorité des Musulmans bosniaques (au sens d'une communauté ethnico-nationale) est sécularisée. Son attachement à la Bosnie est plus «nationale» — c'est le pays où ils ont vécu et dominé durant les siècles où la Bosnie était dans l'Empire ottoman (6). Contrairement aux Croates et Serbes de Bosnie dont une partie est polarisée vers les Républiques voisines serbe et croate, les Musulmans n'ont pas d'autres Etat que la Bosnie. Le SDA est donc porteur d'un autre courant, «nationaliste musulman bosniaque», laïc (7). Son principal représentant actuel est le premier ministre, Haris Silajdzic, principalement orienté vers les Etats-Unis. La défense de l'Etat bosniaque dans ses frontières est la priorité d'un tel courant — quelles qu'en soient les modalités : intervention militaire internationale, guerre de «libération nationale». L'absence de majorité dans le pays, le pousse à des alliances et à un discours multi-ethnique ; mais son programme reste flou ou évolutif, coincé comme il l 'est entre son alliance avec le courant musulman islamiste, d'une part, avec le parti nationaliste croate, d'autre part, et — par moment — avec l'opposition antinationaliste. Mais celle-ci est très marginalisée : le «cercle 99» de Sarajevo qui a lancé une pétition recueillant plus de 200 000 signatures de Sarajeviens contre la division de la ville est vite attaqué comme «tchetnik». Si le discours est multi-ethnique, la politique dominant la fédération ne donne pas aux Serbes un statut égal. Et les partis nationalistes expriment la juxtaposition pacifique ou conflictuelle des intérêts communautaires (propre aux villages) plus que la logique (plus urbaine ou industrielle) des mélanges et de la citoyenneté «bosniaque». Seules la guerre et la logique de renforcer la représentation des Musulmans par un seul parti maintiennent le SDA ensemble. Mais les désaccords sont notoires et les possibilités de scissions réelles.

En effet, l'offensive islamiste notamment dans la 7ème brigade de l'Armée bosniaque (qui regroupe beaucoup de réfugiés musulmans des campagnes) a été publiquement dénoncée récemment par cinq membres, serbes, croates et musulman de la Présidence bosniaque (où le SDA est minoritaire). Le premier ministre Haris Silajdzic était alors aux Etats-Unis. Les suites qui seront données à cette question sont importantes pour l'avenir : l'Armée bosniaque est aussi hétérogène que le sont le SDA et le parlement bosniaque — qui inclut les partis d'opposition, non nationalistes. Les critiques formulées par les cinq non membres du SDA dans la Présidence visent explicitement à préserver son caractère laïc à l'armée. Son islamisation signifierait l'éclatement consommé de la Fédération. Mais les enjeux de pouvoirs et de territoires entre partis nationalistes sont une autre cause de fragilité. Les Etats-Unis en sont à ce point conscients qu'ils envisagent actuellement une forme de «protectorat» ou d'arbitrage d'experts sur les conflits opposant les partis au pouvoir dans la Fédération.

Et la gauche ?

Elle est dramatiquement absente de la scène. Les démocrates non nationalistes, en Bosnie comme en Croatie ou en Serbie sont souvent coupés de leur peuple, profondément tournés vers cette «communauté internationale» et cette Union européenne dont ils attendaient tout : c'est-à-dire qu'elle les reconnaisse comme faisant partie «des siens», les partisans de la démocratie et de l'économie de marché, les «vrais Européens», somme toute. Or les forces qui comptent, les interlocuteurs des négociations, les pouvoirs soutenus par ces gouvernements «défenseurs de droits de l'homme», ce sont les partis nationalistes. L'amertume est profonde.

Mais pendant le deuxième guerre mondiale, les alliés avaient commencé par soutenir la résistance des Serbes Tchetniks, partisans de la royauté. Les Partisans organisés par le Parti communiste ont combattu de l'été 1941 jusqu'à la fin de 1943 sans soutien extérieur ni de Staline ni des occidentaux. Ils furent reconnus comme les seuls interlocuteurs antifascistes par la force de conviction de leurs victoires. Et celles-ci dépendaient de leur orientation politico-sociale : l'unité des différents peuples dans leur diversité, les mesures sociales prises sur les territoires libérés en faveur d'une paysannerie massive à laquelle la fédération yougoslave en construction distribuait les terres.

Certes aujourd'hui il manque un ciment particulier : la lutte commune contre un occupant extérieur, derrière les pouvoirs fantoches de l'époque. Mais le drame est que pour la population paysanne aujourd'hui (qui est la base du nationalisme radical dans chaque camp) la «sécurité» c'est d'être à l'intérieur des «bonnes frontières» - celles de l'Etat ethnico-national qui protégera votre propriété. Les travailleurs sont souvent en Yougoslavie paysans/travailleurs. Et ils ont été de surcroît atomisés, divisés par un système autogestionnaire très compartimenté, décentralisé. Ce qui a détruit la Yougoslavie (et qui ravage le reste du monde depuis la décennie 80) empêche aussi l'émergence d'une alternative crédible : le libéralisme marchand, c'est-à-dire la lutte du chacun pour soi, de chaque pouvoir républicain pour la privatisation et l'insertion dans le marché mondial.

Les partis de l'opposition ont pris l'étiquette très recherchée de «socio-démocrates», ou encore «sociaux-démocrates», plus rarement «socialistes». Mais il y a ici comme dans les pas de l'Europe de l'Est et en ex-URSS deux variantes principales : soit libérale marchande, soit tendant vers un populisme nationaliste de type Milosevic.

Les luttes sociales vont reprendre le devant de la scène au fur et à mesure de l'enfoncement dans une guerre ou paix larvée. L'union de ces peuples demeure nécessaire et possible ; d'une part dans chaque Etat, contre les logiques de nettoyage ou d'éclatement ethnique, d'autre part entre Etats souverains. ★

6) C'est-à-dire du 16ème siècle jusqu'en 1878 date à laquelle la Bosnie-Herzégovine est passée sous domination austro-hongroise.

7) La nouvelle terminologie en vigueur en Bosnie désigne un peuple de «Bosniaques» (terme qui remplace celui de Musulmans avec majuscule qui désignait sous Tito la communauté nationale des Musulmans Bosniaques), qui côtoie les peuples croate et serbe de Bosnie.

Mosaïque syndicale et chemins d'avenir

En France, les contrastes sociaux sont parfois brutaux. Ce pays a connu en 1968 sans doute la grève générale la plus massive dans l'histoire des pays capitalistes développés. Il connaît aujourd'hui une crise extrêmement profonde de son mouvement ouvrier, syndical et politique. Comparativement aux pays de même nature en Europe, la crise en France est probablement la plus aiguë. Mais...méfions-nous de l'eau qui dort.

Dominique MEZZI

La sociologue Danièle Linhart, spécialiste du travail au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), pose crûment la question : *«Dans cette fin de siècle secouée par la crise économique, le syndicalisme français a du mal à convaincre. Il ne s'impose guère sur le plan des luttes pour l'emploi, il ne parvient pas à défendre les salaires, il est sans influence réelle sur le contenu de l'organisation du travail. Il a peu d'adhérents et surtout, il n'attire pas de jeunes... Il se trouve en telle voie de marginalisation que l'on peut s'interroger, sans commettre de sacrilège, sur sa pérennité»* (dans un colloque de janvier 1994). Vision catastrophique ? Le problème de la crise syndicale est maintenant débattu depuis plus de dix ans et des quantités d'analyses ont été produites. Les syndicalistes eux-mêmes affrontent le débat, notamment, ce qui est nouveau, dans la Confédération générale du travail (CGT), cœur historique du syndicalisme français : *«L'avenir de la CGT n'est pas assuré»* disait Maité Demons, l'une de ses dirigeantes les plus lucides (malheureusement décédée).

Il convient donc de bien prendre la mesure du problème, et d'en analyser les causes structurelles. On ne peut éviter dans ce parcours une mise en perspective historique. Cette méthode devrait permettre aussi, dans la compréhension des mouvements sociaux récents et de leurs attentes, de dégager un chemin pour l'avenir. Ainsi de la mosaïque syndicale actuelle, dont la complexité organisationnelle est croissante, peut émerger une nouvelle voie, mélangeant sans doute plusieurs apports, anciens et nouveaux.

Chute des deux tiers

La crise des effectifs dans le syndicalisme confédéré est spectaculaire depuis vingt ans. On sait que le syndicalisme français est le dernier des pays de l'OCDE : il organise moins de 8 % du salariat. Cela signifie *«une chute des deux tiers»* depuis 1974 (René Mouriaux, directeur de recherche au Centre d'étude de la vie politique française, dans *Le syndicalisme en France depuis 1945* éditions La Découverte). Ces chiffres correspondent à ceux que la CGT donne pour elle-même (moins 63 % en onze ans, soit sans doute moins de 450 000 syndiqués actifs aujourd'hui). Pour la Confédération française démocratique du travail (CFDT), deuxième centrale, on estime la perte à 55 % sur cette même période (soit environ 360 000 adhérents aujourd'hui). Seule Force ouvrière (scission de la CGT en 1947) nie l'existence d'une «crise», mais n'y échappe sans doute pas, malgré le secret mieux gardé de ses effectifs (autour de 300 000).

Ce tableau des trois confédérations historiques (il faudrait y ajouter la Confédération française des travailleurs chrétiens : CFTC ; ainsi que la Confédération générale des cadres : CGC), doit être détaillé par une description des bases sociales de plus en plus rétrécies. Lydia Brovelli, trésorière de la CGT, joue l'opération vérité : *«Plus de la moitié de la CGT est concentrée sur cinq professions : énergie, métaux, cheminots, PTT et services publics»* (rapport effectué en mai 1994). Or sauf pour les métaux, ces professions sont *«à statut»* (emploi mieux protégé que dans le privé). De plus, dans les secteurs à statut, le taux de syndicalisation reste globalement élevé : sans doute une moyenne de 20 %. En conséquence, cela signifie que le taux de syndicalisation effectif du secteur privé est très en-dessous des 8 % de moyenne nationale. En particulier la moitié du salariat du secteur privé (six millions de personnes) travaillant notamment dans des PME (petites et moyennes entreprises) est quasiment interdite au syndicalisme en raison du poids patronal et de l'intériorisation de la fragilité de l'emploi.

Si on ajoute à cela les cinq millions de salariés en chômage total ou en situation de précarité, une première conclusion saute aux yeux : si le mot confédérer signifie rassembler la diversité du salariat,

alors les confédérations syndicales ont une base sociale de moins en moins «confédérale». Quand le chômage de masse dure depuis des décennies, que les secteurs représentatifs des luttes phares de la classe ouvrière sont soit détruits, soit ont subi de très fortes érosions, alors s'installent des poches grandissantes de secteurs salariés «hors syndicalisme».

Une classe ouvrière bouleversée

La description des effets ravageurs de la crise est cependant insuffisante pour comprendre pourquoi le syndicalisme historique ne parvient plus à renouveler son assise. La crise détruit les anciennes formes d'emploi, avec les militants qui s'y étaient forgé une expérience, des acquis collectifs, une mémoire transmissible. Mais si la crise détruit, elle produit aussi du «nouveau». Le salariat est ainsi périodiquement confronté à des phases de renouvellement structurel de sa composition, des métiers. De vieilles traditions s'usent, mais d'autres couches inaugurent leurs premières expériences.

Un des grands défis est de ce point de vue la salarisation massive des femmes, et l'entrée en lutte de secteurs féminins jusqu'ici «invisibles» dans le champ traditionnel du mouvement ouvrier. Dans le salariat d'exécution, les femmes sont quasiment «à parité» avec les hommes. Mais cette statistique globale recouvre de grandes disparités. Il y a ainsi création d'emplois féminins dans le secteur privé (par exemple le commerce) qui sont aussi de véritable bancs d'expérimentation de la précarisation : emplois à temps flexibles. D'autre part dans certains services publics (notamment la santé), où les femmes sont nettement majoritaires, sans traditions syndicales, elles animent des luttes massives où s'imbriquent sans dissociation des exigences de reconnaissance des qualifications professionnelles, de salaires, de qualité du travail (grève des infirmières en 1988). Face à ces luttes nouvelles, certains syndicalistes routiniers sont «désarçonnés».

D'autre part, l'élévation progressive des qualifications, du nombre des techniciens, oblige à admettre que le syndicalisme doit abandonner définitivement toute idée restrictive de la classe ouvrière. D'autant que même si c'est d'abord les couches les moins qualifiées (OS) qui ont subi les premières les vagues de licenciements, aujourd'hui plus personne n'est épargné. Or l'entrée en luttes de secteurs qualifiés apporte des réflexions nouvelles, comme par exemple l'imbrication des revendications immédiates avec la finalité des choix industriels ou technologiques, questions sur lesquelles la réflexion syndicale était jusqu'ici soit inexistante, soit monopolisée par des «politiques» (époque de l'Union de la gauche en France à la fin des années 1970-début des années 1980), soit encore entachée par nature de suspicion «réformiste» : le syndicalisme «revendique», donc il n'a pas à se préoccuper des problèmes de gestion.

Enfin, il faut ajouter que la crise et le développement des besoins de formation retardent considérablement l'âge de l'entrée stabilisée dans la vie active. Les équipes syndicales (souvent plus de 40-45 ans) des secteurs industriels en particulier doivent apprendre à se lier aux jeunes diplômés en stages précaires, ou intérimaires, dont l'univers culturel n'est pas du tout le même : plus de transmission du métier ou de valeurs collectives par le canal familial, exigences d'autonomie personnelle, etc.

Si l'on ajoute à cela l'incapacité du syndicalisme à intégrer la classe ouvrière immigrée, notamment maghrébine, au-delà des équipes de terrain (délégués du personnel), alors le tableau général est celui d'un éclatement salarial décuplé. Certes, la classe ouvrière n'a jamais été un bloc homogène. Mais le syndicalisme s'est bel et bien construit et adossé aux grandes périodes du cycle productif et des techniques, donc des types historiques de classe ouvrière. Nous sommes à l'évidence dans un tournant comparable dans lequel s'imbrique par dessus le marché un grand vide de perspectives de changement social, commun à tout le mouvement ouvrier international, mais qui prend en France une dimension particulière sur le terrain syndical.

Politisation et «modèle» français

C'est ici que surgit la nécessité de mettre la crise actuelle en perspective historique. Le syndicalisme français a connu des recrutements de masse à de rares moments de son histoire, ou dans des secteurs professionnels précis, concentrés et sables, où une «culture» syndicale a pu se construire progressivement.

Les phases de boum syndical interprofessionnel correspondent aux grandes phases de luttes internationales (années 20, 1936, 1945, fin des années 60), ou à la mobilisation de secteurs professionnels jouant un rôle déterminant dans l'économie (grandes industries, métaux, boum de l'après-guerre, etc.), mais liés aussi à des perspectives de changements politiques globaux. La CGT passe de 620 000 en 1914 à 2,4 millions en 1920, chute avec la scission de 1921, remonte à 4,9 millions en 1937, rechute en 1939, plafonne à 5,8 millions en 1946. Le gain de 1968 est relativement faible, de 1,9 à 2,3 millions (alors que la CFDT double ses effectifs), puis la chute est continue.

De même, la première CGT, celle de 1895 à 1909, a été celle des métiers traditionnels, et pas encore celle des secteurs industriels concentrés et taylorisés. Cette CGT était alors dominée par les militants syndicalistes révolutionnaires, dont l'orientation était de préparer dans les luttes quotidiennes le changement par la grève générale. Donc de donner, dans et par le syndicalisme lui-même, une perspective politique aux combats partiels. A cette époque, d'autres secteurs déjà concentrés, comme les mineurs, tardent à entrer dans la CGT (1908) et ont un fonctionnement en fédération plus proche du syndicalisme de masse d'Europe du nord : articulation syndicats et mutuelles, coupure entre fonction syndicale et fonction politique, mais revendication de «lois sociales». C'est le conflit de ces deux types de CGT qui explique la première crise interne de 1909.

Il y a donc une originalité du syndicalisme français, qui en marque périodiquement les allures spasmodiques. Et un résultat d'ensemble où celui-ci n'a été qu'exceptionnellement un syndicalisme de masse. On peut grossièrement résumer cette marque historique par la combinaison de facteurs structurels d'évolution du salariat et de leurs effets sur la «demande syndicale» à chaque phase, et par une attente spécifique en direction d'un débouché politique aux combats partiels. Cette aspiration est le résultat de la place du «politique» depuis la Révolution de 1789-93, elle est latente dans les combats du mouvement ouvrier (même quand elle s'exprime par un rejet des partis traditionnels).

Les réponses en conflits

Nous en sommes donc là : un syndicalisme historique en décalage sur la «demande syndicale» d'une classe ouvrière en mutation, une crise internationale et nationale de perspective politique. Les équipes syndicales sont donc traversées de cette double interrogation : «en bas», la reconstruction des pratiques de masse et leur dimension unifiante ; «en haut», le mûrissement d'une réflexion politique collective, intégrant le bilan du siècle, sur les voies d'un changement de société.

Dans ces équipes syndicales, par ailleurs, les révolutionnaires ont souvent mieux «tenus» que les autres face à l'usure militante, et se retrouvent souvent en posi-

tion d'animation et de propositions (même si comme force politique, ils subissent aussi les effets des défaites).

Nous ne sommes évidemment pas les seuls à enregistrer la crise historique du mouvement ouvrier et à réfléchir à des réponses. Depuis le milieu des années 1980, le thème d'une «recomposition» syndicale émerge parallèlement dans la direction de la CFDT et de la Fédération de l'éducation nationale (FEN).

La FEN et la FSU

La FEN comptait 300 000 membres et n'était pas «confédérée» : en 1947, lors de la scission de la CGT au moment de la guerre froide, dont Force ouvrière est issue, la FEN avait refusé de choisir entre les deux morceaux de la CGT. Elle maintenait donc une orientation de «réunification», mais devenue de plus en plus vague et sans portée. Surtout depuis que l'hégémonie social-démocrate se doublait d'une théorisation sur la nécessité d'abandonner les «vieilleries» historiques du syndicalisme CGT de «lutte de classe», encore préconisé par les équipes communistes, présentes dans la FEN par le jeu historique des «tendances» et par l'animation du SNES (Syndicat national de l'enseignement secondaire). L'écroulement du stalinisme a accéléré la conviction chez les dirigeants de la FEN que l'avenir était complètement bouché pour les syndicalistes d'obédience communiste, et que le moment était venu d'opérer une grande frappe chirurgicale, afin de transformer le syndicalisme enseignant et le mettre au diapason d'un monde où l'histoire s'est arrêtée. Le SNES, ainsi que le syndicat des profs d'éducation physique, est exclu en 1992 par des procédés bureaucratiques dignes des pires pratiques staliniennes. Mais les «unitaires» de tous les syndicats de la FEN, ceux du SNES, ceux de l'enseignement primaire, supérieur, des personnels non enseignants, se regroupent, combattent activement la scission au sein d'un «*Comité de liaison unitaire*», puis proposent aux exclus la création d'un nouveau projet de fédération syndicale. La Fédération syndicale unitaire (FSU) voit le jour en 1993, et parvient à regrouper les forces vives de la FEN, comme le prouvent les résultats aux élections professionnelles de décembre 1993 (39,2 % pour la FSU, 23 % pour la FEN) et des capacités d'impulsion de l'action prouvées par l'énorme manifestation de masse en défense de l'enseignement laïc de janvier 1994 (plus de 600 000 personnes). La tentative de la direction de la FEN : passer en force pour transformer le syndicalisme, se termine par un fiasco total et se retourne en son contraire. Une fédération syndicale nouvelle est née, reprenant les traditions unitaires de l'ex-FEN, et se situant en position charnière pour tout le syndicalisme. Notamment en direction d'une CGT elle-même traversée de débats croissants, où des équipes syndicales réfléchissent à une nouvelle donne, et à partir d'un parcours politique semblable à celui de la nouvelle majorité de la FSU (courants communistes).

La CFDT

Dans la CFDT, la théorisation sur «un recentrage» syndical acceptant les contraintes économiques date déjà de la fin des années 1970. Mais les choses s'accélèrent à partir des années 1986-1987. L'idée est de former un front des syndicats non communistes avec la FEN «rénovée» et Force ouvrière (FO), d'isoler la CGT et de bâtir un syndicalisme rompant avec les traditions militantes, ancré sur les compromis sociaux, sur les services aux adhérents, attractif par sa puissance matérielle et «unitaire» (un peu sur le modèle allemand, quoique l'exemple soit avancé avec prudence et on comprend pourquoi !).

Le débat dans FO fait capoter ce grand projet en 1989 : la nouvelle majorité de FO, derrière Marc Blondel, refuse cette «recomposition» et se lance dans une dénonciation vigoureuse du libéralisme, mais fort peu suivie d'effet dans la recherche d'une pratique de convergences unitaires, y compris avec ceux qui partagent les mêmes analyses. FO a donc permis de bloquer une vaste opération de refonte syndicale «réformiste», mais bloque aussi simultanément toute ouverture unitaire construite.

Dans la CFDT, par contre plusieurs événements importants se produisent. Fin 1988 d'une part, la confédération décide de liquider violemment les syndicats en prise sur les mobilisations massives qui traversent le secteur santé (infirmières surtout) et PTT. De là naissent deux syndicats non confédérés, animés par des équipes de lutte parfaitement en phase sur les attentes revendicatives de leur milieu et avec des pratiques unitaires efficaces. La fédération Solidaire-unitaire-démocratique (SUD) aux PTT se développe à grande vitesse et enregistre en décembre 1994 un succès électoral en rapport étroit avec les luttes du secteur : 55 976 voix, soit au moins dix fois les effectifs syndicaux. Cette progression fulgurante se fait d'abord au détriment de la fédération CFDT PTT, qui de ce fait entre en crise, mais aussi de la CGT, secouée elle aussi de débats nouveaux. Dans la santé, Coordonner-rassembler-convaincre (CRC), issu du syndicat CFDT de la région parisienne, se développe lui aussi en fédération nationale et réalise 11,58 % des voix en 1992 (4ème syndicat).

SUD et CRC se rencontrent également au sein du Groupe des Dix, rassemblement de syndicats non confédérés existant depuis plusieurs années en réaction à la division syndicale et à un syndicalisme centralisé éloigné du terrain et des préoccupations concrètes des salariés. Le Groupe des Dix, qui a connu aussi des différentiations, est principalement animé par le Syndicat national unifié des impôts (SNUI), premier en audience (43 %) dans la branche impôts du Ministère des finances, et qui syndique 20 000 agents.

En résumé, les deux tentatives d'«assainissement» brutal de la CFDT, aux PTT et dans la santé, ont donc évolué comme pour la FEN, par un échec retentissant pour ceux qui les ont initiées. Pourtant le noyau directionnel de la direction CFDT tente quand même un autre coup de force en octobre 1992 (donc au moment où les choses s'accéléraient aussi dans la FEN), en écartant le secrétaire général Jean Kaspar, critiqué comme manquant de volonté directionnelle. Nicole Notat lui succède et illustre le nouveau style en déclarant : «*Il ne faut pas diaboliser la droite*». Une telle déclaration, peu avant le succès électoral de la droite en mars 1993, témoignait de la volonté d'enregistrer la droite comme assise longtemps au pouvoir et de construire la CFDT dans son sillage. Ce qui signifiait un pacte de non agression avec le nouveau gouvernement. Mais un grain de sable a surgi : la défaite de la gauche ne s'est pas transformée en blocage de tout mouvement social. Même si la France est un des pays où la conflictualité est la plus basse dans l'OCDE, des luttes sociales particulièrement significatives et unitaires ont éclaté en 1993-1994 (laïcité, emploi, jeunesse) témoignant de l'aspiration à un syndicalisme rajeuni dans ses pratiques, non corseté par des disciplines d'appareil. La direction Notat réagit en tournant le dos à ces luttes, ou en les suivant tout en freinant leur dynamique possible. Résultat : plusieurs congrès régionaux ou fédéraux récents témoignent d'un affaiblissement important de l'autorité de la direction. Des secteurs nouveaux passent à la contestation. Des propositions d'action contre le chômage ont réuni 45 % des voix au Comité national confédéral de janvier 1994. L'opposition traditionnelle à la majorité confédérale (qui réunissait jusqu'à 30 et 43 % des voix au dernier congrès sur certains amendements) est en train de se renforcer (un bulletin interne circule parmi les équipes critiques). Et cela

à la veille d'un congrès confédéral CFDT (mars 1995), qui pourrait être très ouvert dans ses résultats, et qui marquera sans doute un accroissement de la crise de direction.

◗ De plus, en lien avec des syndicalistes critiques (CGT) ou non confédérés (FSU-SUD-CRC-SNUI), une revue de débats syndicaux pluralistes (*Collectif*) existe maintenant depuis neuf ans, impulsée surtout par ces équipes CFDT. Et tous ces syndicalistes sont à l'origine de la création, depuis l'automne 1993, d'un mouvement social nouveau, rassemblant chômeurs et salariés : AC ! *«Agir ensemble contre la chômage»*. Ce mouvement a été capable d'organiser le 29 mai 1994 la plus importante manifestation rassemblant des chômeurs, des salariés, des associations (20 000 personnes). Et il se maintient sur le terrain revendicatif (droits sociaux pour les chômeurs, exigence d'une loi sur les 35 heures, partage des richesses). Une nouvelle pratique de rassemblement unitaire interprofessionnel est ainsi en train de s'expérimenter, redonnant du sens au confédéralisme et revitalisant progressivement les débats dans tout le syndicalisme confédéré, y compris la CGT.

Centenaire syndical : la croisée des routes

L'année 1995 est marquée aussi par le 45ème congrès confédéral de la CGT (en décembre) qui sera celui de son centenaire. De près ou de loin, beaucoup d'équipes syndicales seront concernées par les débats de la CGT, qui reste au centre du mouvement syndical de ce pays. Or depuis son 44ème congrès de janvier 1992 et à la faveur des grands événements internationaux, la CGT traditionnellement faire-valoir ou pare-chocs de la politique désastreuse du Parti communiste français (PCF), est elle aussi en pleine phase de discussions très ouvertes. Même si le PCF n'a finalement été que marginalement atteint, sur le plan de la stabilité directionnelle, par les grandes secousses internationales, il existe un écart important entre la chute électorale de ce parti (6,5 % à la présidentielle de 1988) et le maintien d'une CGT cahin-caha comme premier syndicat (33 % pour les élections prud'homales de 1992, devant la CFDT à 23 % ; ou encore : 23,1 % pour la CGT en cumulant les résultats des élections professionnelles privé-public-nationalisés et 20,7 % pour la CFDT). Dans toute la CGT, la conviction se diffuse, quoique pas toujours explicitement, que rester amarré au PCF équivaut à sombrer dans la marginalisation. Ce qui produit deux types de réactions : ceux qui veulent accélérer cette prise d'indépendance et refonder un projet syndical. Et ceux qui misent encore, en partie par panique identitaire, sur l'appareil et les traditions staliniennes, aujourd'hui suspendues dans le vide. La direction de Louis Viannet, secrétaire général depuis 1992, est contrainte de louvoyer et d'affirmer officiellement un cours nouveau, unitaire notamment. Mais ces différentiations, qui ont d'abord commencé au sommet, redescendent peu à peu dans les syndicats où elles sont réinterprétées suivant les expériences et les histoires particulières de chacun. Une chose est donc certaine : la croûte bureaucratique a craqué en haut. Or c'est elle qui était dépositaire de l'autorité politique légitime (sur les luttes, sur les revendications, sur le «juste» et le «faux»), retransmise ensuite en cascade, comme dans toutes les organisations d'origine stalinienne. Chaque cégétiste a maintenant le sentiment d'une CGT en mouvement, même si le résultat n'est pas donné à l'avance.

Au total, l'ensemble du paysage syndical forme maintenant une mosaïque complexe de pratiques, de débats, d'organisations, avec des croisements de positions. Entre les syndicats de toutes origines, des zones de contacts et d'échanges se multiplient, des réseaux de capillarité se forment : revue *Collectif*, mouvement *Agir ensemble contre le chômage*. Des responsables de la CGT qui hésitaient jusqu'ici à se frotter ouvertement à d'autres traditions, ont accepté (dans une association intitulée RESSY : Recherches, société, syndicalisme) de participer à des échanges avec les équipes animatrices du réseau *Collectif*, mais ouvertes aussi à des chercheurs en lien avec le mouvement ouvrier.

Une chance existe donc que s'articule une nouvelle dynamique de reconstruction d'ensemble du syndicalisme. Elle pourrait prendre appui sur les exigences nouvelles des luttes d'aujourd'hui, comme l'exigence démocratique et de syndicalisme de proximité, dont la force d'interpellation traverse tout le syndicalisme, dont l'efficacité s'est exprimée à travers les succès des syndicats non confédérées issus de la répression ultra-centralisatrice et bureaucratique. Elle pourrait se consolider par des débats progressifs de redéfinition d'une stratégie syndicale offensive, prenant du recul face aux catastrophes récentes du mouvement ouvrier et obligeant à redéfinir les voies permettant de passer des luttes au quotidien à un projet politique qui ne soit ni autolimité, ni soumis à aucune stratégie extérieure, mais redonnant un sens aux combats partiels. Elle pourrait proposer à tous ceux et celles qui militent pour une rénovation, en respectant leurs rythmes différents, dus à leur insertion dans des organisations et des cultures différentes, la perspective d'unification globale du syndicalisme. Mais à condition de respecter une forte autonomie des structures associées, non seulement dans les débats, le droit à la circulation des opinions, mais aussi dans l'expérimentation de l'action.

C'était Emile Pouget, un syndicaliste révolutionnaire, qui donnait en 1908 le sens suivant au confédéralisme syndical : *«La CGT est tout le contraire des organismes démocratiques qui, par leur centralisation et leur autoritarisme, étouffent la vitalité des unités composantes. Ici, il y a cohésion et non centralisation; impulsion et non désertion. Le fédéralisme est partout et à chaque degré, les organismes divers, l'individu, le syndicat, la fédération, le bureau du travail, sont tous autonomes (...). C'est là ce qui fait la puissance rayonnante de la Confédération : l'impulsion ne vient pas d'en haut. Elle part d'un point quelconque et ses vibrations se transmettent, en s'amplifiant, à la masse confédérale»*.

Reprendre de la graine chez un libertaire ? Et pourquoi pas ! ★

Paris, février 1995

Introduction

Les années 70 ont été une décennie charnière pour les relations entre religion et politique. Du Caire ou d'Alger à New York en passant par Paris, un nouveau discours religieux a pris forme dans des formations socio-économiques différentes. Ce discours prône le dépassement d'une «modernité» excluante et se déploie en réaction à une crise des valeurs, de la légitimité des institutions et des idéologies.

C'est la crise des années 70 qui, en remettant en cause les mécanismes de redistribution gérés par l'Etat-providence dans les pays développés et en dévoilant les impasses dans lesquelles ont abouti les projets de «développement» des pouvoirs dépendants dans le Tiers monde, a favorisé l'émergence et le développement de courants réactionnaires (intégrisme musulman, indou, catholique, extrême droite, etc.) qui expriment les angoisses, le désarroi et la révolte des déclassés et des laissés pour compte.

Si divers soient-ils, tous les mouvements intégristes font des femmes leur enjeu majeur.

D'abord parce que c'est bien autour du rôle de la femme, de sa sexualité, de son corps que s'articulent le plus souvent les discours intégristes. Ensuite, parce que c'est à travers la question des femmes que ces courants ont acquis une visibilité politique, que ce soit par le port du voile islamique ou par les attaques des commandos anti-IVG. Sans nul doute cela trouve son explication dans le fait que les femmes demeurent un terrain conquis, de par l'oppression spécifique qu'elles subissent, pour toutes les idéologies réactionnaires, et de ce fait même le bouc émissaire idéal auquel il incombe de payer toutes les frustrations et les maux de la société.

Le dossier qui suit, sans avoir la prétention de donner des explications globales à ce phénomène ou d'apporter des réponses définitives, dresse un état des lieux (Algérie, France, Etats-Unis, Egypte) et esquisse quelques éléments de réponses.

Sonia LEITH

Vieux frères, vieux ennemis

L'organisation des Frères musulmans a été fondée en 1928 par un instituteur nommé Hassan El Banna (1906-1949). Ce dernier avait commencé à prêcher dans la ville d'Ismaileya, bastion de la Compagnie du canal de Suez et quartier général des troupes d'occupation britannique. Ses premières armes ont donc été faites dans les «bras de l'ennemi» pour ainsi dire, un détail qui mérite notre attention.

Nawal El SAADAWI et Shérif HETATA*

Après la seconde guerre mondiale, la Fraternité musulmane s'est développée très rapidement, encouragée en sous-main par les Britanniques et le roi Farouk en tant que force susceptible de s'opposer ou de dévoyer le mouvement pour l'indépendance nationale menée par le Parti du Wafd (1), et de canaliser les énergies dans d'autres directions.

A l'université et à l'école, les Frères opposaient aux mots d'ordre d'indépendance nationale et de démocratie des slogans contre l'alcool, pour la rectitude «morale», insistant sur la nécessité d'obéir au roi Farouk et de vénérer Allah. «Dieu est grand» était le cri de guerre des Frères musulmans et pour mieux impressionner les esprits ils rouaient des étudiants à coup de chaînes ou les poignardaient pour peu qu'ils appartiennent au Wafd, à un groupe nationaliste ou de gauche.

De concert avec le groupe semi-fasciste Misr El Fatta (Jeune Egypte) et une organisation politique réactionnaire appelée Gabhat Misr (Front de l'Egypte) et dirigée par un certain Ali Maher Pacha connu pour ses liens avec le «Palais», les Frères ont formé une alliance pour contrer le Wafd et les autres mouvements nationalistes ou de gauche.

Après la guerre israélo-arabe de 1948, qui leur a permis d'entraîner et d'armer une branche militaire, ils font leur première tentative pour accéder au pouvoir. Dans ce processus, ils ont assassiné le Premier ministre, Nokrashi Pacha, qui avait mis leur organisation hors-la-loi depuis qu'ils s'étaient engagés dans les opérations terroristes. Le régime a riposté en assassinant leur guide suprême, Hassan El Banna.

Alliance

Lorsque le mouvement des Officiers libres a commencé à disputer le pouvoir au roi Farouk et à reprendre graduellement les rênes du pouvoir des mains de l'ancienne classe dirigeante, les Frères musulmans ont essayé de flirter avec lui, espérant ainsi exercer un rôle dirigeant voire prendre le contrôle total de la révolution. En 1954, Nasser a ôté tous les pouvoirs des mains de Naguib : l'éphémère président du Conseil révolutionnaire, dans une tentative désespérée pour imposer ses vues et pour consolider ses positions s'était appuyé sur les forces politiques issues de l'armée, les vieux partis politiques et l'organisation des Frères musulmans.

Ce n'est qu'une fois qu'il a eu les rênes du pouvoirs bien en main, que Nasser s'est senti libre d'engager des négociations avec les Britanniques sur un éventuel retrait de leurs troupes, dans le cadre d'un nouvel accord entérinant l'indépendance de l'Egypte et la rupture des derniers liens coloniaux. Les Frères musulmans, ont peu de temps après, initié des discussions secrètes parallèles avec les Britanniques, à la fois pour faire pression sur le nouveau régime et pour apparaître comme un interlocuteur pouvant remplacer Nasser et comme une alternative à son régime. Lorsque ce dernier a lancé son offensive comme le mouvement des Frères musulmans, ils ont tenté de l'assassiner en été 1955, à Alexandrie, alors qu'il s'adressait à 250 000 personnes sur l'immense place El Mancheya.

Tout ceci ne prouve pas que le mouvement politique islamique n'avait pas de base populaire ou qu'il ne constituait pas

* Nawal El Saadawi est une féministe égyptienne, son opposition à l'oppression des femmes lui a valu en 1981 d'être emprisonnée elle est également auteur de plusieurs livres dont *La face cachée d'Eve*. Shérif Hatata est un démocrate égyptien.

1)Parti libéral bourgeois.

une force émancipatrice potentielle. Cela signifie par contre que, depuis sa fondation, la plupart sinon tous ses dirigeants ont tenté d'utiliser la ferveur de leurs adhérents à des fins qui n'avaient pas grand chose à voir, et qui le plus souvent n'avaient d'ailleurs rien à voir, avec les espoirs de la majorité du peuple égyptien — qui aspirait à une indépendance réelle, à la justice sociale et à la démocratie, qui une fois traduites en mesures concrètes mèneraient à une vie meilleure.

Il semblerait que la religion a servi et peut encore servir d'instrument pour tromper les masses, surtout dans les sociétés où le développement économique, social et démocratique a été entravé par la colonialisme, le néocolonialisme et la corruption des régimes autocratiques qui y étaient liés. Les colonialistes britanniques et les classes dominantes corrompues qui ont collaboré avec eux, ont considéré les mouvements politiques religieux comme une force puissante disposant d'une base populaire et pouvant être canalisée dans le sens de leurs intérêts.

Quoi qu'il en soit, les dirigeants de ce mouvement puissant et explosif ont toujours été tentés, à chaque fois que l'occasion se présentait, de prendre le pouvoir directement. C'est dans de tels moments que se faisait la rupture violente avec le régime en place.

Le «président croyant»

Lorsque Anouar El Sadate est arrivé au pouvoir après la mort de Nasser, il s'est avéré, rapidement, être un dirigeant qui avait des vues différentes et représentait des intérêts différents de ceux de Nasser et ses proches collaborateurs. Pour Sadate, l'avenir de l'Egypte reposait sur une dépendance complète vis-à-vis des Etats-Unis, la puissance capitaliste qui avait remplacé la Grande Bretagne et la France au Moyen-Orient après l'invasion tripartite (franco-israélo-britannique) de l'Egypte en octobre 1956.

Cette vieille «nouvelle» vision des choses passait par la paix avec Israël et par un renversement complet des stratégies économiques et politiques qui tendaient à dégager une voie médiane entre le capitalisme et le socialisme, entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, entre la démocratie occidentale et l'autocratie basée sur un système de parti unique et sur l'unité arabe.

Pour Sadate, les solutions pour l'Egypte ne résidaient pas dans une économie planifiée mais dans l'économie de marché qui laisserait libre cours aux forces compétitives. Et ce même si le résultat — ou plutôt justement parce que le résultat — , à l'encontre du discours «égalitaire» officiel, devait être un ascendant toujours plus grand des plus riches et des plus puissants sur ceux qui n'avaient ni pouvoir ni richesse, ou qui avaient juste un petit peu des deux ; même si cela voulait dire que les gros poissons continuaient à manger les petits poissons, que les fossés entre les riches et les pauvres, entre les hommes et les femmes devaient se creuser. Même si cela voulait dire remplacer le colonialisme britannique par la domination économique et militaire des Etats-Unis couplée avec une dépendance croissante de l'Egypte vis-à-vis de l'Occident, à une plus grande liberté des spéculateurs et des boursicoteurs aux dépens de la production industrielle et agricole et à une explosion de la dette extérieure. Même si cela devait se solder par le remplacement du régime antidémocratique de Nasser par une politique antidémocratique masquée derrière le voile ténu d'un système avec plusieurs partis contrôlés par quelques uns et dansant tous sur l'air d'un parti majoritaire mené à la baguette, et par le remplacement d'une corruption partiellement contrôlée par une corruption effrénée. Enfin, même si cela signifiait l'abandon de tout espoir d'unité arabe et donc d'une paix plus juste avec Israël pour les Palestiniens, les Jordaniens, les Libanais, les Egyptiens et les Arabes en général.

Sadate est parvenu à se débarrasser de ceux qui s'opposaient à ses vues. Après s'être auto-proclamé «Al Raiss El Moumim», ce qui signifie «le président croyant», il a ressuscité le vieux jeu consistant à ranimer le mouvement politique islamique pour l'utiliser dans son combat contre une opposition composée de nassériens, de nationalistes, de progressistes, de libéraux et d'organisations de gauche. Une fois de plus, les partisans du mouvement politique islamique sont redevenus visibles, les jeunes hommes barbus et les femmes voilées. Leurs slogans, comme «Dieu est grand» ou «l'Islam est la solution» sont réapparus sur les murs ou étaient criés dans des haut-parleurs. Cette fois-ci pourtant, de grands changements semblaient avoir eu lieu : le processus était emprunt d'une plus grande complexité, d'une plus grande sophistication et d'une plus grande violence. Le mouvement semblait également avoir subi une scission entre, d'une part, de nombreux groupes radicaux comme le Jihad (2) ou Al Gama'a El Islameya (associations islamiques) portés vers des prêches, des méthodes ou des attaques musclées et, de l'autre, un courant majoritaire plus modéré, celui des Frères musulmans. Ce dernier, après avoir retenu les leçons de son passé, était désormais prêt à jouer le jeu électoral, s'infiltrant dans les institutions professionnelles, culturelles ou autres, dans l'administration à tous les niveaux, central ou local, dans le Parlement ou dans le système judiciaire. Ce courant a également mis en place un réseau de services sociaux. Enfin, et non des moindres, des membres de la Fraternité qui avaient travaillé dans les pays du Golfe dans un exil volontaire, avaient appris comment gagner de l'argent et compris l'importance d'une assise économique composée d'un réseau bancaire disposant de nombreuses connections qu'elles soient arabes, islamiques ou internationales. Après tout, si on remonte dans l'histoire, certains Arabes ont été de redoutables commerçants.

L'«apprenti sorcier»

Les intégristes musulmans, qui ne se préoccupent pas outre mesure de culture ou d'art, ou de l'avenir de la vie sur la planète, étaient très bien adaptés à une économie basée sur la bourse, le commerce et la spéculation. Ils se sentaient chez eux dans un ordre mondial, et un système national et régional où l'argent était la marchandise centrale, éventuellement complétée par la drogue et les armes. Après tout, «Dieu pardonne tous les pêchés sauf celui qui consiste à faire allégeance à un autre dieu».

Les rôles étaient ainsi parfaitement répartis. Les Frères musulmans n'avaient plus besoin d'une branche militaire puisque les autres «groupes terroristes islamiques radicaux» pouvaient poser des bombes pour eux. Leur responsabilité était ainsi dégagée et ils avaient également un rôle plus important et stratégique. Ils fournissaient l'idéologie aux radicaux et se présentaient au gouvernement comme une force modératrice. Eux seuls pouvaient traiter avec les «fanatiques» et donc eux seuls pouvaient sauver les Egyptiens de leur arrivée au pouvoir. Seuls les Frères pouvaient faire retrouver la sécurité perdue, une stabilité qui chancelait et sauver le pays du chaos.

Ainsi, alors que les radicaux posaient des bombes et désorganisaient l'économie, la Fraternité pouvait discrètement voler le pouvoir, en augmentant graduellement sa pénétration dans les institutions gouvernementales ou semi-gouvernementales, y compris Al Azhar (3)

Mais le plan des Frères musulmans a brusquement tourné court : plus ils devenaient forts et plus leur opposition à Sada-

2) Effort, soit personnel soit collectif, en vue de se perfectionner pour étendre l'islam. souvent traduit par «guerre sainte».

3) L'université islamique au Caire.

te, qui les avait utilisés, devenait vociférante. Par ailleurs les progrès de l'opposition menaçaient son règne. Ainsi, le 5 septembre 1981, pris de panique, Sadate a fait arrêter tous les dirigeants des partis ou groupes d'opposition sans discernement. Au moins 1 352 personnes ont été arrêtées en moins de 36 heures.

Un mois plus tard, le 6 octobre 1981, le «démon» islamique est sorti de sa lampe et a assassiné son créateur alors qu'il passait ses troupes en revue. Mais ce revers du régime égyptien n'a été que temporaire. Hosni Moubarak a dans un premier temps fait libérer tous les prisonniers politiques de Sadate. Mais plus le temps passait, plus il était clair que sa politique ne pourrait pas différer beaucoup de celle de Sadate. Le processus de «libéralisation» continuait toujours plus rapidement sous l'œil vigilant de la Banque mondiale et sous la pression des donateurs. Les prix ont continué à grinper et l'inflation s'est comportée comme un monstre dévorant les maigres revenus d'une population obligée d'importer ce dont elle avait le plus besoin plutôt que de produire et de travailler comme tout être humain préférerait le faire.

Le gouvernement a pourtant continué à encourager le mouvement islamique de plusieurs façons, pour contrer les pressions exercées par l'Arabie saoudite et les autres pays du Golfe, surtout après que la guerre du Golfe aient éliminée toute résistance, de la part de l'Irak ou de quelque autre pays.

Le pétrole

L'espoir que les gouvernements des pays producteurs de pétrole pourraient investir en Egypte ne s'est matérialisé que dans une faible mesure. Les principaux pays producteurs sont désormais débiteurs et seuls des capitaux privés avaient les moyens d'investir. Pourtant, l'investissement privé est resté très hésitant, et s'est avéré nettement insuffisant pour combler les manques de l'économie égyptienne : les secteurs privilégiés étaient la nourriture et les vêtements de luxe, les immeubles et les hôtels de standing, la spéculation sur le développement urbain et le marché des changes. Tout cela n'a fait qu'aggraver la situation, accentuer la marginalisation des pauvres et des femmes, les poussant à la limite de la survie, pour la plus grande satisfaction des riches.

La religion a donc servi et sert encore de valve de sécurité : le gouvernement n'a cessé de dorloter le mouvement politique islamique tout en veillant à le brider. A ce jeu, le gouvernement a constamment perdu du terrain et les nouvelles stratégies des intégristes se sont avérées très efficaces. L'inflation leur a été d'une aide précieuse de même que les politiques des pays capitalistes occidentaux qui ont soutenu Israël sur toute la ligne, ont frappé tour à tour les pays arabes et resserré leur étau économique.

L'occident complice

Les politiques suivies par le gouvernement égyptien sous Sadate et Moubarak ont obtenu largement le soutien des Etats-Unis et des autres puissances occidentales. Les mouvements politiques islamiques ont été utilisés comme masse de manœuvre pendant la guerre d'Afghanistan, largement subventionnée par le biais de l'Arabie saoudite et le Pakistan et techniquement assistée par la CIA entre autres sources d'aide. On a alors eu recours aux groupes les plus terroristes et les plus fanatiques, comme le Jihad ou Al Gama'a Al Islameya, dont le chef spirituel, Cheikh Omar Abdel Rahman — qui a, ironie du sort, été impliqué aux Etats-Unis dans l'attentat à la bombe du World Trade Center de New York — a par exemple notoirement été impliqué dans la guerre d'Afghanistan.

Aujourd'hui, le mouvement politique islamique égyptien se sent suffisamment fort pour accéder au pouvoir. Son succès ou son échec dépend de la position de l'armée notamment, une armée que le gouvernement actuel a d'ailleurs beaucoup courtisée.

Le 15 juin 1991, le gouvernement égyptien a dissout l'Association pour la solidarité entre femmes arabes que nous avions fondée en avril 1982. Cette mesure a été le point culminant d'une campagne d'attaque contre l'association et ses fondateurs émanant de différents groupes politiques islamiques, de l'Arabie saoudite, de diverses institutions gouvernementales et de l'administration.

Les droits et le mouvement des femmes ont toujours été insupportables aux mouvements politiques islamiques et à l'institution religieuse d'Etat, Al Azhar. Seule une petite minorité d'intellectuels et de penseurs progressistes musulmans a exprimé sa sympathie pour les efforts faits par les femmes pour lutter pour leurs droits.

Plusieurs journalistes, écrivains ou membres des professions libérales ont été assassinés en Algérie et des listes noires portant les noms de tous ceux qui sont menacés circulent dans des pays comme l'Egypte, le Yémen, le Soudan, l'Algérie, la Jordanie ou l'Arabie saoudite. Un des paradoxes de la situation est que bon nombre d'entre eux sont protégés par les services de sécurité appointés par ces mêmes gouvernements auxquels ils s'opposent. De plus, les intégristes se sont infiltrés dans de nombreuses administrations, y compris celles qui dirigent les services de sécurité. Ce qui n'est pas très rassurant pour ceux qui sont protégés par des gens dont la tâche est de s'opposer à la fois au gouvernement et à des intégristes auxquels ils sont très étroitement liés.

On ne peut pas sérieusement analyser le mouvement intégriste égyptien si on ne tient pas compte du rôle de la politique internationale, et en particulier des politiques menées par les puissances occidentales, qui ont été déterminantes pour le Moyen-Orient. Il est également important de se souvenir que ce mouvement a constamment été utilisé comme «alternative» ou comme groupe de «pression» dans le jeu de pouvoir pour le contrôle du pétrole et de ce qui devait devenir la région arabe. Il ne faut pas non plus perdre de vue le fait que l'ordre mondial en vigueur mène à un accroissement de l'appauvrissement des pays du Tiers Monde, et que cela donne du blé à moudre à ceux qui prétendent qu'un retour à Dieu résoudra tous les problèmes.

L'intégrisme musulman ne peut pas être correctement appréhendé si on perd de vue le fait que beaucoup de régimes arabes rétrogrades et corrompus ne se sont maintenus au pouvoir que grâce à l'appui occidental ou que beaucoup des politiques intégristes menées de façon rampante par l'Etat d'Israël et plus ouvertement par des groupes politiques intégristes juifs ont largement contribué à la montée généralisée des mouvements intégristes islamiques dans la région. Ces politiques sont parfois allées jusqu'à la collaboration directe avec des mouvements religieux islamiques comme le Hamas, qui a eu le champ libre dans les territoires occupés par Israël depuis la guerre de 1967 contre l'Egypte. Cette collaboration a été un temps utilisée pour contrecarrer l'Organisation de libération de la Palestine. Ce n'est que depuis que le «traité de paix» israélo-palestinien a été signé que Israël a entrepris d'éliminer le Hamas. Il est clair que l'intégrisme n'est pas un phénomène politico-religieux seulement lié à l'Islam et aux Arabes. Nous assistons aujourd'hui à la montée de mouvements rétrogrades qui utilisent la religion comme support, qu'il s'agisse de l'islam, du judaïsme, du christianisme ou de l'hindouisme. Et des mouvements intégristes religieux se sont développés dans plusieurs parties de notre monde «post-moderne», y compris au sein des pays occidentaux du «Premier Monde». ★

Le Caire, février 1994

Les femmes refusent la résignation

L'Algérie est venue, ces dernières années, s'ajouter aux dures expériences iranienne, afghane pour éclairer la question des rapports entre femmes et intégrisme, question caractérisée par une violence exceptionnelle. Pourquoi les femmes se retrouvent-elles cibles privilégiées des islamistes, pourquoi servent-elles d'instrument d'affirmation de mouvements politico-religieux ? Qu'a-t-elle de si spécifique, cette place des femmes, pour qu'il faille leur nier tous les droits, les faire payer de leur vie, des combats politiques pour des projets de société qui les excluent presque autant les uns que les autres ? Pourquoi servent-elles de chair à canon dans ses guerres d'un nouveau type ? A ces questions devront répondre toutes celles et tous ceux que touche cette réalité. De la même manière que, d'action en analyse, le mouvement féministe occidental et la réflexion marxiste ont construit les thèses sur l'oppression des femmes, le rapport au marché du travail, il nous faudra, à partir de l'histoire que nous forgeons, au jour le jour, décrire, comprendre, expliquer, théoriser, pour que d'autres puissent continuer notre action. Pour le moment, nous en sommes à quelques bribes de réponses et à des masses de constats.

Samira FELLAH

Depuis l'indépendance de l'Algérie, traditionalistes et modernistes se livraient bataille au travers du statut des femmes. Dans cette société patriarcale, ébranlée par les transformations sociales qu'avaient entraînées la guerre de libération nationale et les nécessités de reconstruction du pays, les femmes avaient conquis des espaces publics appréciables, dans les grandes villes tout au moins. La génération des femmes formées dans les luttes démocratiques des années 70 et 80, nourries des idées féministes occidentales, portées par les enthousiasmes de l'indépendance, des nationalisations, de la scolarisation massive des filles, de l'accès à l'université avait réagi régulièrement, à chaque agression du régime, en s'appuyant notamment sur la légitimité historique des moudjahidates. Les mobilisations de ces noyaux se sont régulièrement affirmées contre les projets de statut personnel, les lois restrictives et discriminatoires sur le sports, le droit au logement, les autorisations de sortie du territoire soumises à tutelle parentale ou maritale. Sous la pression de fractions traditionalistes du pouvoir, les décideurs tentaient de reprendre d'une main ce qu'ils donnaient de l'autre et les militantes ripostaient sans relâche, jusqu'à l'adoption du code de la famille, en été 1984.

Très peu d'entre elles connaissaient la virulence des textes islamistes de l'époque. Pourtant les déclarations de Soltani, dans la décennie 70, n'avaient rien à envier à celles de Abassi ou de Belhadj. C'est l'occasion de rappeler que les thèses islamistes ne sont pas nées brutalement, un jour funeste de 1988 ou 1989. Mais à la différence de ces dernières années, elles étaient extrêmement minoritaires.

La genèse

Dans leurs écrits, les islamistes à l'époque, considéraient que le pouvoir algérien était illégitime parce qu'il ne reflétait pas l'identité fondamentalement musulmane du peuple algérien, mécréant parce qu'il avait fait le choix du «socialisme» et qu'il entraînait tout un peuple dans la dépravation, en autorisant les «interdits» musulmans, en éloignant les femmes de leur mission naturelle et originelle de procréatrices et d'éducatrices. Il fallait donc, d'après eux, corriger cette profonde crise morale par un redressement des mœurs, passant nécessairement par une réduction radicale des femmes séduites par «l'occident», d'où un foisonnement de publications moralistes et de pamphlets dont les plus célèbres étaient de Masmoudi et de Abou Jerra.

Ces thèses, les même qu'aujourd'hui, montrent bien que la question des femmes est centrale dans le projet islamiste,

Un 8 mars en hommage à Nabila

Nous publions ci-dessous un bref entretien avec Jélila, militante de l'Association pour l'émancipation de la femme, qui nous parle du travail des militantes de son association et des perspectives qu'elles se donnent

Inprecor : Est-il encore possible pour des militantes féministes de militer en Algérie ?

Jélila : Bien que ce soit difficile, c'est absolument nécessaire. De plus en plus ciblées, les femmes se doivent de prendre des précautions. Nous ne voulons pas jouer avec leur vie en les convoquant à des réunions publiques. Nous nous sommes donc organisées en réseau de contacts personnalisés et étroits pour des rencontres qui se déroulent à un rythme régulier au même endroit. Notre but est avant tout de maintenir une solidarité par l'échange qui permet de dépasser l'isolement générateur de peur et de désespoir. Nous avons des militantes qui vivent et travaillent dans les quartiers fiefs des islamistes, subissant au quotidien la terreur des groupes armés. Obligées de porter le hidjab pour pouvoir circuler dans leurs quartiers, contraintes de taire leurs convictions, elles n'ont que ces rencontres pour ne pas sombrer.

Par ailleurs, nous avons décidé d'entamer une réflexion sur les violences faites aux femmes et nous procédons à un recueil de témoignages pour dresser l'inventaire des formes d'agression anciennes et nouvelles, de la violence ancestrale ou institutionnelle à celle des viols et meurtres commis par les groupes armés.

● Avez-vous des contacts avec les autres groupes de femmes ?

La dernière expérience de travail unitaire date du 22 mars 1994. Nous nous étions retrouvées nombreuses à vouloir prendre une initiative de rassemblement à la suite d'une recrudescence des assassinats. Avec des représentantes entre autres du Rassemblement algérien des femmes démocrates présidé par Zanzi Sadou, journaliste et militante de l'ex-Parti communiste (tendance éradicatrice forcenée), nous avons réussi à nous mettre d'accord, à l'issue d'une journée de travail, sur un appel unitaire qui dénonçait la violence des groupes armés et la répression aveugle du pouvoir. Le lendemain, nous avons été prévenues que le RFD retirait sa signature à cause de la dénonciation du pouvoir. L'appel fut remplacé par une dénonciation unilatérale du terrorisme intégriste exigeant la répression la plus sauvage contre les islamistes.

● Et cette position vous paraît erronée ?

Absolument. Il n'est pas possible pour un mouvement démocratique comme le mouvement des femmes de ne pas dénoncer toutes les atteintes aux droits de l'homme et les exécutions sommaires qui faisaient rage à ce moment-là. Même si nous dénonçons en priorité la sauvagerie des groupes armés islamistes, nous ne pouvons innocenter un régime qui minorise toujours les femmes par le code de la famille et qui organise la misère et l'exclusion. Comment leur pardonner d'avoir empêché la publication de la déclaration pour Nabila ?

● Pensez-vous pouvoir organiser des activités à l'occasion du 8 mars ?

Le 8 mars de cette année sera consacré à rendre hommage à une sœur de combat assassinée il y a quelques jours, Nabila Djahnine. Peu avant sa disparition tragique, nous avions le projet d'appeler les femmes à réaliser une fresque collective sur une des places d'Alger en hommage à toutes les femmes victimes des violences de cette guerre. La mort de Nabila nous fait mesurer, une fois encore, l'ampleur du danger que courent les femmes. Quoi que nous fassions pour affirmer la présence des femmes en cette date symbolique, nous le ferons avec Nabila pour le combat qu'elle a mené jusqu'à sa mort.

● Et comment peut-on vous aider ?

Dans un moment comme ça, nous avons besoin essentiellement d'aide matérielle pour payer des loyers de planques, pour publier, pour faxer rapidement, pour pouvoir circuler, etc.

★

comme dans tout projet fondamentaliste d'ailleurs. Cette question est tellement essentielle qu'elle est à l'origine de multiples divisions de la mouvance islamiste. Si les sections féminines d'El Irchad Ouel Islah, proches de Hamas de Mahfoud Nahnah, dans un passé plus récent, ont toujours admis le droit au travail, au divorce, à la pratique du sport sans remettre en cause ni la polygamie ni la présence des hommes sur les femmes, d'autres tendances, celle du FIS notamment, allaient jusqu'à utiliser les barres de fer contre les étudiantes de cités universitaires pour les empêcher de sortir. Malgré ces différences, tous s'entendent pour considérer que l'édification de l'ordre islamique passe par la normalisation de la société et par l'asservissement des femmes à leur rôle de génitrice et d'éducatrice.

Le développement

Ces idées ne pouvaient s'épanouir dans une Algérie en plein essor, admirée, adulée, riche de sa rente pétrolière qui offrait travail, logement et santé pour tous. Pas plus qu'à l'ombre d'une dictature qui ne souffrait aucune contestation. Il en allait tout autrement, dans l'Algérie des années 80, aux prises avec une crise économique sans précédent. La mal-vie qui en résultait avec son lot de chômage, d'exclusion et d'appauvrissement de pans entiers de la société, entretenait plus qu'un cadre pour exprimer sa révolte. Son besoin de comprendre les causes de la détresse sociale se satisfaisait des explications sommaires propagées par les islamistes grâce aux relais que constituaient les innombrables mosquées.

Par ailleurs, la crise économique provoquait un repli sur les structures traditionnelles de solidarité, ravivant un terreau que les islamistes ont pu utiliser.

C'était la faute aux femmes si rien n'allait dans le pays, c'était la faute aux femmes si les jeunes n'avaient pas de travail, si les désœuvrés se droguaient, si les orphelinats s'emplissaient.

La brèche démocratique forcée de 1988 avait offert des espaces à tous, au mouvement démocratique comme aux islamistes, mais avec cette inégalité, au départ : le régime de Chadli n'allait pas laisser les mouvements de gauche se développer alors que cette ouverture avait pour but de développer l'infitah économique et de libéraliser à outrance. Les islamistes se révélaient des appuis de choix sur la question économique et la foi dans la force de l'armée permettait les calculs les plus osés. Ainsi fut fait. Les femmes, qui avaient également profité de cette ouverture pour élargir leur base de pression, et réalisé de

formidables mobilisations, se sont retrouvées face à un ennemi supplémentaire qui bénéficiait de la complicité du premier. Leurs protestations ne pouvaient être que brailleries comme la révolte des jeunes n'avait été que «chahut de gamins». Quels poids pouvaient avoir les revendications des femmes face à un tel enjeu ?

Les prêches les plus violents contre les femmes se sont développés et les violences physiques se sont impunément multipliées. Le pouvoir s'obstinait, pourtant, à reléguer ces actes, symptomatiques d'une confiance grandissante des islamistes en leur propre force, au statut d'exception, de simple fait divers. Confiant dans sa force, il les laissa dire et faire, pensant pouvoir reprendre les choses en main quand il le déciderait.

La confrontation

Les mobilisations de ces années là étaient encadrées par cette génération de femmes de 40 ans dont les rangs s'élargissaient à de jeunes activistes des mouvements étudiant et berbère, seuls bastions où les idées de gauche se perpétuaient, se renouvelaient. Dans le reste de la société, le radicalisme prenait peu à peu la forme de l'islamisme et le discours misogyne du FIS répondait aux frustrations des jeunes et à leurs rancœurs. Le succès électoral du FIS aux municipales, en 1990, les a définitivement convaincus qu'ils étaient bien dans le camp des vainqueurs. A cette époque là, campagne électorale oblige, c'était les femmes qu'il fallait soulager de tous les fardeaux, c'était les femmes qu'il fallait réhabiliter, «donnons-leur de l'eau, des logements décents, des salaires» même, mais à la condition qu'elle restent à la maison, qu'elles fassent des enfants et qu'elles laissent les hommes, traduisez par là les hommes du FIS, s'occuper des affaires sérieuses, celles de l'Etat. La majorité écrasante des femmes, les travailleuses surtout, usées par la vie quotidienne, par la double journée harassante, les transports difficiles, les pénuries d'eau et de denrées, les horaires impossibles des enfants scolarisés, se sont abandonnées à ce discours de prise en charge. D'autres, les jeunes notamment, trouvaient dans l'activisme militant des espaces de liberté, un droit au mouvement que la société traditionnelle ne leur aurait jamais permis autrement. Elles avaient droit, de plus, à une reconnaissance sociale jamais rêvée de la part de pères, de frères et de voisins. A ce prix là, le voile ne comptait pas. De signe d'oppression, il devenait un moyen d'affirmation de soi. Ce sont ces femmes qui ont servi à opposer aux revendications féministes les arguments les plus contraires aux droits des femmes. Ce sont elles qu'on a fait défiler, par milliers, dans les rues d'Alger, de Constantine et de Blida, réclamant un Etat islamique qui ne leur consentirait que le rôle de reproduction de l'espèce.

Rien d'étonnant donc à ce que ces femmes en lutte pour leurs droits d'une part, et l'intégrisme de l'autre, se soient retrouvés, peu à peu, dans une confrontation de plus en plus directe, de plus en plus violente.

C'est cette confrontation, de plus en plus inégale, qui se traduit aujourd'hui par les enlèvements, les viols, les assassinats de femmes, inlassablement dénoncés par les noyaux organisés de femmes.

Ces manifestations extrêmes de la violence contre les femmes sont relativement récentes puisqu'au début de la guerre civile larvée, les femmes étaient exclues des listes d'exactions. Une fatwa générale avait décrété qu'une femme ne pouvait se faire tuer que si elle-même portait des armes. C'est ainsi, d'ailleurs que fut justifié le premier meurtre, celui de la petite Belhadj, secrétaire de police. On entendait à la télé l'informateur de ce meurtre expliquer qu'ils avaient fouillé le sac de la jeune fille à terre pour y prendre le PA inexistant. C'est seulement une dizaine de mois plus tard que Katia Abad, lycéenne de 17 ans, est abattue à un arrêt de bus de Meftah pour avoir refusé de porter le hidjab. Sinistre concrétisation de la campagne de terreur menée, menaçant de mort toutes les femmes qui n'accepteraient pas de se plier à cette injonction. Campagne ratée, d'ailleurs, puisqu'en dehors de villages où l'hégémonie récente des groupes armés intégriste, conjuguée au traditionalisme, est indiscutable, les femmes ont continué à aller aux courses, au travail, tête nue, occupant la rue, de jour, ostensiblement. C'est l'époque où les femmes, étrangères les unes aux autres, échangent sourires et regards, dans une complicité empreinte de malice, puisant courage et énergie dans cette résistance partagée, si éloignée des manifestations bruyantes et gaies des années précédentes. Puis sont venus les meurtres sanglants de femmes accompagnant dans la mort leurs maris, frères ou pères désignés par les groupes armés comme fonctionnaires ou simples appui du système. Jeunes, vieilles, enceintes, la télé commença de faire défiler les images de leurs corps ensanglantés, de leurs gorges cisaillées, de leurs ventres ouverts. Les deux jeunes filles de Birtouta, tout près d'Alger, en novembre 1994, firent éclater l'horreur des filles enlevées et violées. Les repentis, défilant sur le petit écran, se sont mis à décrire les pratiques sauvages et primaires des groupes de maquis. La guerre aux «kouffars» devenait donc totale : au nom du djihad islamique contre les mécréants, le pillage et le viol sont désormais autorisés. La peur réservée aux représentants modestes du pouvoir, policiers, gendarmes, petits fonctionnaires d'Etat et à leur familles, aux militants de partis complices du coup d'Etat de janvier 1992, aux intellectuels perçus comme des alliés du régime, s'étendait à toute la société. La rentrée scolaire de septembre 1994, interdite par les communiqués du GIA, depuis août, s'est faite, quand même malgré la peur généralisée. Envoyer ses enfants à l'école, y aller soi même quand on est enseignante, surtout, relevait du plus grand courage, de la volonté de ne pas céder à une sale guerre entre deux puissants protagonistes armés que refusaient et continuent de refuser les masses, dans leur ensemble. De toutes les manifestations organisées ces dernières années contre le terrorisme, celle du 22 mars 1993 à l'appel de l'Union générale des travailleurs algériens et celle du 22 mars 1994 à l'appel des femmes, correspondent à des moments de révolte sincère contre la violence. L'appel à cette dernière manifestation contemait des termes ignobles, fleurant le racisme néo-pied noir de certains pans de la petite bourgeoisie que cette guerre privait de ses privilèges mesquins, du genre «on peut plus boire tranquillement sa petite bière avec les copains». Mais les femmes qui constituaient les deux tiers des manifestants, réclamaient essentiellement le droit à la vie, à la différence, et certainement pas le meurtre organisé de centaines de milliers de jeunes désespérant de la vie au point de l'ôter aux autres, dans un jeu sinistre de quitte ou double avec l'histoire.

Pour le droit à la vie

Les véritables rendez-vous sont, depuis quelque temps déjà, les enterrements. Morbide mais vrai ! C'est à ces occasions que s'échangent les informations, les conseils, les adresses discrètes, c'est là que s'organisent la solidarité, les départs, les prises en charge. C'est là que chacun mais surtout les femmes se ressourcent aux contacts rendus difficiles par les précautions à prendre, au partage de la peine et de l'angoisse. L'enterrement de Mme Ouraïs, enseignante et militante femme, assassinée dans la rue, en ce mois de ramadhan a regroupé des centaines de femmes, enseignantes pour la plupart. Les propos échangés étaient plus des serments de résistance que des messages de désespoir. La peur est là, bien sûr, mais la colère, bien au delà, la colère devant l'impuissance d'une population prise en étau dans une guerre dont les moyens la dépassent,

dont les formes la révoltent.

C'est avec l'ignoble assassinat de Nabila Djahnine, présidente de l'association de femmes Cri de femmes, qu'une nouvelle étape est franchie. A travers elle, ce sont bien les militantes qui sont ciblées, autrement dit les maillons les plus déterminés dans l'opposition au projet islamiste. A travers elle, c'est les voix résolues que l'on veut faire taire, pour assujettir la société entière. La logique des groupes armées consiste non seulement à isoler le régime, à l'extérieur comme à l'intérieur, à le harceler sur tous les fronts, afin d'atomiser ses forces mais aussi à tétaniser la population de façon à tuer dans l'œuf toute velléité d'opposition à leur volonté de conquête du pouvoir.

Ni FIS, ni armée !

Or c'est bien cette troisième force, ce front d'opposition aux islamistes, indépendant du pouvoir que les femmes n'ont pu contribuer à construire. De même que dans les années d'ouverture démocratique, elles n'ont pu contraindre tous ceux qui se proclamaient démocrates à être conséquents avec eux-mêmes. Plus touchées que quiconque par le projet islamiste, les femmes avaient une conscience plus aiguë du danger. Cassandre jacassantes pour beaucoup de «démocrates», elles ont obtenu, de ci, de là, des soutiens quelquefois réels, bien souvent lâchés du bout des lèvres, à des moments cruciaux. Lors de la campagne contre les procurations, de la bataille pour des candidatures de femmes aux législatives en 1991, des batailles de cités universitaires, les limites étaient lamentablement, tragiquement visibles. A l'édification d'une force réelle, les leaders «démocratiques» préféraient ostensiblement les médias. Pendant que des militantes s'usaient à la tâche, d'autres, se gargarisaient de phrases bien tournées devant les caméras d'outre-mer. Non pas que l'utilisation des médias soit inutile pour un travail de propagande, mais ils et elles en oubliaient la nécessité du travail de terrain. La logique dévoyante de la médiatisation continue puisque les stars politiques, à l'abri, dans l'exil, vivant de déclarations intempestives, font payer leurs positions désormais personnelles à celles qui ont choisi de ne pas abandonner le terrain.

C'est Nabila Djahnine, opposée, en janvier 1992, aux appels de l'armée qui feront des islamistes des martyrs de la démocratie, déterminée à poursuivre sa lutte de femme et de démocrate par la résistance farouche, qui tombe sous les balles de l'ennemi.

Les traditions unitaires dominantes dans la mouvance féministe ont toujours empêché de dénoncer les mensonges les plus flagrants et les déclarations les moins respectueuses de la pluralité des positions. Le souci de voir en positif, à travers la médiatisation de femmes algériennes, quelles qu'elles soient, la reconnaissance des luttes de femmes, avant tout, a pourtant causé bien des injustices et bien des entorses à la réalité militante.

Le refus d'apparaître divisées a enfermé toute une fraction du mouvement femmes, depuis janvier 1992, dans un silence qui a contribué à faire croire qu'elles ne militaient plus. Et pourtant, pendant que ces grandes dames participent courageusement aux plateaux illustres de chaînes françaises, des militantes, modestes, discrètes, continuent de travailler, d'enseigner malgré les écoles incendiées, jusque dans les quartiers chauds et les villages éloignés, participent à la grève de la faim des licenciés des PTT, en octobre 1994, organisent la grève des pétroliers en novembre, négocient les conventions collectives de décembre, travaillent sans relâche à la formation de jeunes militantes féministes, maintiennent les contacts entre engagées, par des rencontres régulières et dénoncent, de tout près, les assassins. A toutes ces femmes courage, défiant le danger au quotidien, un hommage particulier est dû. Une solidarité particulière aussi. Celle qui est accordée aux réfugiées doit se maintenir et s'étendre de toute évidence. Mais elle ne doit pas faire oublier celle dont ont tant besoin toutes ces Algériennes et tous ces Algériens, qui consacrent leur énergie à vivre normalement, à réduire le poids du stress et de l'émotion et grâce auxquels l'Algérie n'est pas encore un pays de résignés. ★

Alger, 25 février 1995

BRESIL

Déclaration du PT* sur le Chiapas

Le gouvernement mexicain a rompu unilatéralement les accords réalisés avec les Zapatistes au Chiapas et a lancé une offensive militaire contre le mouvement indigène et paysan, qui depuis plus d'un an dénonce les conditions de misère d'une grande partie de la population de même que la fraude électorale et la corruption gouvernementale qui sévit aussi bien dans la région que dans le pays tout entier.

L'offensive militaire coïncide avec la publication d'un rapport réservé de la Chase Manhattan Bank qui exige la destruction du Chiapas comme condition pour la concession d'un prêt au gouvernement mexicain par les Etats-Unis, le FMI et la Banque mondiale. Ce fait même renforce l'idée que le prêt inclut des clauses secrètes, parmi lesquelles le contrôle total du pétrole mexicain et la suppression de toute contestation sociale et politique qui puisse menacer les intérêts des spéculateurs internationaux au Mexique.

Face à ces graves événements, le Parti des Travailleurs confirme sa solidarité avec le peuple mexicain et toutes ses organisations populaires oppositionnelles dans leur lutte contre le projet néolibéral imposé par une série de gouvernements corrompus et autoritaires. Nous faisons appel à l'opinion brésilienne et internationale pour qu'elle exprime sa solidarité avec le peuple mexicain dans cette situation difficile et qu'elle exige le retrait immédiat des forces militaires du Chiapas, la reprise des pourparlers dans le but de trouver une solution négociée, de même que le respect sans condition des droits humains.

La crise mexicaine fait apparaître le visage le plus cruel du projet néolibéral qu'on s'efforce de vendre comme un modèle pour toute l'Amérique latine, y compris le Brésil. C'est pourquoi on peut affirmer que ce qui est en train de se passer au Chiapas nous concerne tous. La conscience démocratique du Brésil ne peut pas se taire. C'est le moment d'agir.

Sâo Paulo, 12 février 1995

* Pariti des travailleurs au Brésil

*Communiqué du Parti socialiste des travailleurs **

C'est avec une profonde tristesse que nous avons appris l'assassinat de notre amie Nabila Djahnine aujourd'hui à Tizi-Ouzou.

Combattante de toues les causes justes, son itinéraire militant a commencé dans les luttes étudiantes pour les libertés démocratiques et contre la sélection sociale, dans les collectifs féminins de la fin des années 80.

Elle était à la tribune des assemblées générales préparatoires du deuxième séminaire du Mouvement culturel berbère (MCB) en 1989. Elle était à la présidence des assises qui fondèrent le Syndicat national des étudiants algériens - autonome et démocratique (SNEA-AD). Elle était fondatrice et présidente de l'association féminine Thighri n'Tmettuth de Tizi-Ouzou (Cri de femmes).

Militante du PST durant toutes ces années, Nabila nous a ensuite quittés après 1991. Mais nous la retrouvions toujours sur le terrain de la lutte démocratique et sociale.

Elle faisait partie des rares militants qui ont continué leur activité, leur combat, en Algérie, malgré les périls.

Architecte, dirigeante de son association féminine, elle était jusqu'à son dernier jour toujours vivante, refusant de se résigner.

Le PST dénonce avec énergie ce lâche assassinat qui vient s'ajouter à toutes les morts injustes, à toutes les blessures douloureuses que vivent les citoyens et citoyennes de notre pays. Il s'associe à la douleur de sa famille et de ses nombreux amis et les assure de sa pleine solidarité.★

Alger le 15 février 1995.

* Parti socialiste des travailleurs (PST, organisation en solidarité politique avec la Quatrièrme internationale en Algérie).

Les cris des femmes ne se tairont jamais, Nabila !

Nous publions ci-dessous la déclaration de l'Association pour l'émancipation de la femme (Alger), suite à l'assassinat le 15 février de Nabila Djahnine, présidente de l'association Thighri n' Tmettuth (Cri des femmes) à Tizi-Ouzou.

DOCUMENT

C'est avec une peine infinie que nous avons porté, accompagné Nabila Djahnine jusqu'à ce carré de terre où elle repose désormais. Nabila, notre sœur, dans la souffrance et la révolte, notre inébranlable camarade de tous les rendez-vous.

Des discussions fiévreuses en petit cercle à la création d'associations unitaires, de la rencontre nationale des femmes de 1989, à celle de Tizi-Ouzou, elle était de celles qui ont bâti le formidable essor du mouvement associatif féminin, contre l'oppression et pour la citoyenneté effective.

Revendiquant d'être reconnue comme un être humain, à part entière, elle vivait de toutes ses forces comme universitaire, travailleuse, sœur, fille, amie. Elle était de toutes les luttes démocratiques, sociales, culturelles… Elle était… ?

Hier encore, elle pleurait encore avec nous, nos sœurs enlevées, violées, massacrées…

Et, c'est elle que nous pleurons, aujourd'hui.

Nous habituerons-nous jamais à la mort, à la souffrance, aux mutilations… ?

Chaque disparition ravive la plaie, chaque départ nous frappe en plein cœur et nous laisse désarmées… pour un temps.

Nabila était justement de celles qui ne baissent pas les bras, de celles qui continuent l'activité militante, dans l'adversité.

Ceux qui ont osé faire pleurer les parents adorables de Nabila, savaient-ils son infini respect pour l'humanité ?

Savaient-ils, ceux qui t'ont poursuivie, ceux qui t'ont tiré une balle dans le ventre pour te voir souffrir avant de t'achever, savaient-ils seulement que tu les attendais … Ni depuis la petite Belhadj, ni depuis la belle Katia de 17 ans, ni depuis les sœurs de Boufarik, ni depuis Mme Ourais… Oh non. Tu les attendais depuis… que tu avais, toi, choisi de te battre plutôt que de broder tes draps de trousseau, que tu avais décidé, toi, que, femme, tu ne serais ni boniche, ni potiche.

Et tu savais depuis l'infirmière de Remchi qu'ils ne te pardonneraient pas d'être une femme belle et brave. Depuis la mère de Omar mort dans l'incendie de Ourgla, tu les savais capables de donner la mort aux innocents.

Ils se sont mis à plusieurs pour t'abattre, Nabila, ce sinistre mercredi, car ils n'aiment pas les femmes fières qui lèvent la tête !

Ils sont venus avec toutes ces armes pour t'empêcher, Nabila, de rejoindre ton poste d'architecte, car ils n'aiment pas les femmes qui bâtissent l'avenir.

Mais ils ont tort de croire qu'en te défigurant, ils effaceront ton sourire, car il restera intact dans nos mémoires.

Ils ont tort de croire qu'en te déchiquetant le ventre, ils ont entamé ton idéal car nous le portons. Et si nos vies n'y suffisent pas, d'autres, plus jeunes, après nous, en enfanteront.

C'est cette marche inexorable du temps qu'ils ne pourront atteindre de leurs canons sciés, c'est cette avancée implacable de l'histoire au féminin qu'ils ne pourront assassiner.

Ce pouvoir de vie, cette force d'espoir, toujours renaissant, ils n'y pourront jamais rien.

C'est ton corps que nous avons mis en terre, à Béjaïa, Nabila, mais tes idées, ton idéal, ton combat, comment feront-ils pour nous y arracher ? La colère qui t'animait, nous anime encore plus aujourd'hui. C'est ainsi que tu vis et que tu vivras ! ★

L'Association pour l'émancipation de la femme.
Alger le 19 février 1995

L'intégrisme islamiste, une menace mortelle pour les femmes

La montée de l'intégrisme islamiste au Maghreb, principalement en Algérie, constitue un péril mortel pour les femmes de ces pays. Les assassinats de femmes, certaines exécutées publiquement pour avoir refusé de porter le voile islamique ou pour être sorties bras nus, se comptent par centaines. Enlèvements, viols collectifs, égorgements sont, pour les femmes, l'actualité ordinaire d'un pays déchiré entre la dictature sanguinaire des actuels dirigeants de l'armée et les abominations des intégristes. L'évolution de la situation en Algérie ne peut manquer de retentir sur la situation de l'émigration en Europe et particulièrement en France où la population d'origine algérienne est nombreuse (800000 Algériens plus tous ceux qui, même de nationalité française, se sentent des liens étroits avec leur pays d'origine).

Souad B

A l'inverse, les intégristes ne peuvent espérer l'emporter en Algérie sans essayer de gagner ou de mettre au pas l'immigration algérienne en France qui exerce une influence non négligeable en Algérie même, d'un point de vue économique, en partie, mais surtout d'un point de vue culturel.

Même si l'insuffisance des liens du mouvement ouvrier en général et de l'extrême-gauche en particulier avec les milieux populaires de l'immigration maghrébine résidant dans les banlieues, ne permet guère d'en mesurer précisément l'ampleur et l'audience, trop de faits concordent : une offensive islamiste intégriste se poursuit. Pour parler clair, les dirigeants islamistes entendent faire jouer à la population d'origine musulmane en Europe et particulièrement en France où elle est la plus nombreuse, à leur profit et sur leurs bases, le rôle logistique et financier tenu par la Fédération de France du F.L.N. pendant la guerre d'Algérie. A l'énorme différence près que le F.L.N. menait une révolution anticoloniale contre l'oppression française alors que les intégristes conduisent une guerre contre leur propre peuple, au premier rang duquel les femmes, pour établir leur dictature théocratique et obscurantiste à la place de celle des actuels dirigeants de l'armée.

Une offensive contre les femmes

En France, comme par le passé en Iran ou aujourd'hui en Algérie, l'offensive islamiste prend d'abord les femmes pour cible. Cela n'a rien de surprenant. La religion et les sociétés traditionnelles musulmanes ont créé un terrain favorable à l'exacerbation des préjugés à leur encontre. Sans dresser la liste des abominations revendiquées et pratiquées par l'intégrisme, rappelons tout de même le mariage forcé, la polygamie, le droit à la répudiation, celui au viol conjugal, aux coups, la réclusion, etc. Ces pratiques ne sont certes pas l'apanage de l'intégrisme et elles restent en usage dans des pays et dans des milieux qui par ailleurs peuvent s'opposer à lui. Mais, conséquence de l'urbanisation, de la cohabitation avec la culture occidentale ne serait-ce que par la télévision ou la diffusion des moyens de communication... et de la revendication opiniâtre des femmes, ces habitudes ont pu sembler, un temps, en voie de régression.

L'intégrisme islamique entend non seulement enrayer cette évolution mais ramener les femmes quatorze siècles en arrière. Cela étant, il n'est pas question ici de religion. L'islamisme n'est pas une variante de la religion musulmane. C'est l'utilisation de cette religion à des fins politiques ultra-réactionnaires comme le fut l'intégrisme catholique de la première moitié du siècle alors utilisé, en France, par l'extrême-droite fasciste.

Nul ne peut douter de la réalité de cette offensive ni du fait que les femmes originaires des pays de tradition musulmane en soient le premier enjeu. Selon le ministre de l'éducation nationale François Bayrou, quatre élèves étaient voilées à la rentrée scolaire 1989, elles étaient près de 2 000 en septembre 1994. On peut discuter les chiffres. Mais, faute d'autres données, c'est malgré tout sur eux qu'il faut s'appuyer, d'autant qu'ils n'apparaissent pas hors de proportion avec les échos que

nous pouvons avoir par ailleurs. Il n'y a pas de génération spontanée. Que des centaines d'élèves, probablement des milliers de femmes dans le pays, se soient mises à arborer le voile en quelques années n'est ni l'effet du Saint-Esprit, ni celui de leur brutal engouement pour le symbole de leur oppression, celui-là même que des générations de militantes et de militants progressistes se sont acharnées à obtenir le droit d'arracher. C'est le résultat direct ou indirect d'une campagne décidée et organisée par les intégristes, une campagne pour gagner les hommes en offrant aux plus arriérés d'entre eux la trouble compensation de faire payer aux femmes les humiliations qu'ils endurent comme exploités et comme immigrés.

Bien entendu, les motivations des filles qui se voilent «librement» peuvent être diverses et toutes n'adoptent pas, automatiquement et intégralement, les conceptions intégristes du rôle et de la place de la femme. C'est du moins ce qu'affirment celles qui s'expriment (ou qu'on laisse s'exprimer). Il est vrai que les autres, celle que leurs parents ou leurs frères contraignent à se voiler ne s'expriment pas. Le faire et dénoncer publiquement la contrainte serait le début d'un combat autrement difficile que de renoncer au voile.

Peut-être que quelques filles souhaitent afficher leur identité (et leur haine du racisme) en arborant le voile. Mais des milliers, et peut-être des dizaines de milliers d'autres revendiquent qu'il reste interdit pour n'être pas obligées, elles, de le porter contre leur volonté. Le hidjab islamiste est un uniforme intégriste, c'est un signe d'intolérance qui insulte celles qui ne le portent pas considérées comme des «putes» ainsi que le rapporte Taslima Nasreen.

La réalité de l'offensive

Selon les informations parcellaires que nous pouvons avoir, des dizaines (des centaines ?) d'associations peu ou prou inspirées par les intégristes agissent dans les quartiers dans nombre de domaines de la vie associative, suppléant dans une certaine mesure, le rôle social que les services publics négligent et celui que les associations, les syndicats et les organisations de gauche ne remplissent plus. TF1 a récemment diffusé un reportage sur le «couscous de l'amitié» généreusement distribué aux SDF de Lille par une association islamiste (des femmes voilées cuisinant sous l'œil de barbus). A La Rochelle, des affiches appelant à une distribution identique (et régulière) ont été apposées (elles précisent que l'alcool et le tabac sont prohibés). Aide sociale, encadrement de la jeunesse, voire chasse aux dealers, camps de vacances, alphabétisation, cours sur la civilisation musulmane, soutien scolaire et, bien sûr, prise en main des lieux de culte, les intégristes tissent leur toile, remplissant les vides laissés par les services publics et les associations laïques.

Même si elles doivent être prises avec les précautions qui s'imposent, les informations de la presse française et étrangère sur la constitution de réseaux de soutien aux intégristes algériens en Europe existent. La presse allemande a fait état d'une filière d'exportation d'armes vers l'Algérie, la presse britannique parle de collecte de fonds et de racket des Algériens émigrés au Royaume-Uni. Enfin, aussi bien à propos de l'attentat perpétré cet été au Maroc que plus récemment au sujet du démantèlement d'une filière d'appui au GIA, la presse a mentionné l'existence de tels réseaux en France. Ces informations, difficilement vérifiables parce qu'émanant de sources policières qui ont leurs intérêts propres et n'hésitent pas à pratiquer l'intoxication, ont cependant quelque crédibilité. En effet, comment croire que des organisations engagées dans une sanglante lutte armée contre la dictature des militaires algériens ne songent pas à utiliser toutes les complicités possible, à commencer par celle de leur concitoyens en Europe ? L'argent peut être fourni par tel ou tel Etat islamiste. Mais pas les hommes qui achètent, stockent, convoient et utilisent les armes. Gagner les émigrés est une nécessité militaire aussi bien que politique. Et il faudrait être bien naïf pour croire que les intégristes n'ont pas entamé ce travail.

L'assassinat des ressortissants étrangers en Algérie, particulièrement français, tout comme le détournement de l'Airbus Alger-Paris s'inscrivent dans cette logique. Ce dernier est à l'évidence un défi. Comme l'ont souligné les commentateurs, ni la compagnie visée (Air France), ni enfin la destination revendiquée (Paris), n'ont été choisis au hasard. Il s'agissait d'un signal adressé aux autorités françaises. Mais là n'était peut-être pas l'essentiel car les dirigeants islamistes ont suffisamment de contacts avec le gouvernement français pour lui faire connaître leurs demandes et lui faire savoir leur détermination. Il s'agissait aussi d'un geste politique à l'égard de la population française et de la population immigrée en France. L'humiliation que le GIA entendait faire subir aux autorités françaises devait, espérait-il, constituer une vengeance des humiliations subies par les immigrés dans ce pays et l'indignation provoquée par leur acte renforcer le racisme en France. Car, quels que soient leurs dires, le racisme qui jette les immigrés dans les bras des intégristes, les sert, leur fournissant un vivier de sympathies et d'appuis. Qu'au bout du compte l'intervention du GIGN ait, en partie, fait avorter le projet n'y change rien. Ils recommenceront.

Pasqua, Le Pen dealers de l'intégrisme

Dans les pays sous-développés, l'intégrisme se nourrit de la misère matérielle et morale, chacun le sait. En France aussi, même si la pauvreté y prend des aspects matériellement atténués mais moralement tout aussi insupportables.

Prêchant le retour à la «tradition», jetant l'anathème sur l'occident dépravé, flattant le nationalisme et attisant les préjugés anti-féministes les plus rétrogrades, les intégristes ont fait de leur conception de la religion une arme politique. Privée de tout espoir, victime du racisme, en butte au harcèlement policier, condamnée au chômage ou aux «petits boulots», parquée dans des cités ghettos, négligée par les organismes sociaux et ignorée des organisations traditionnelles de la classe ouvrière, une fraction de la population originaire des pays de tradition musulmane peut être tentée de se tourner vers les démagogues qui, à défaut de leur proposer une issue réelle, leur offrent de reconquérir une illusoire dignité en combattant par les moyens les plus radicaux un monde qui les ignore et les méprise.

Cette couche de la population est de celles qui ont le plus souffert du ralentissement de la croissance économique depuis 1974. Main d'œuvre non spécialisée pour la génération des parents, une partie importante des emplois qu'elle occupait dans les secteurs les plus touchés par la crise (sidérurgie, charbonnages, bâtiment, automobile, métallurgie) ont disparu sans que, pour des raisons culturelles ou faute des relations nécessaires, elle bénéficie des solidarités et des possibilités de reconversion professionnelle ou régionale. Nombre de travailleurs immigrés ont été laissés en route. Beaucoup de leurs enfants, ceux de la seconde ou de la troisième génération, n'ont jamais connu d'autre horizon que les cités-ghettos et l'aide sociale.

Or, depuis plusieurs années, les organismes sociaux qui, dans la période précédente, prenaient en charge les familles ou les groupes en difficulté se révèlent inopérants. Conçus pour résoudre des «cas», ils sont désarmés dès lors que la misère matérielle et morale devient la règle. La question n'est plus alors de leur compétence. Elle relèverait de mesures économiques et politiques. Or, en la matière, tous les gouvernements qui se sont succédé depuis

vingt ans se sont employés à aggraver les conditions de vie des catégories les plus vulnérables de la population, diminuant les salaires réels et rognant les prestations sociales et l'indemnisation du chômage.

On est loin des 90 % du dernier salaire brut concédés par Chirac en 1975 aux licenciés économiques pour acclimater la classe ouvrière au retour du fléau du chômage. Le chômage aujourd'hui conduit immédiatement à une réduction drastique des revenus et, à court terme, avec la rapide diminution des indemnisations, à un abaissement dramatique du niveau de vie, enclenchant le processus de marginalisation de tout le groupe familial.

Les services sociaux sont débordés, réduits à n'intervenir que sur les cas d'urgence ou les plus graves, négligeant la pauvreté «ordinaire». Une fraction de la population, parmi laquelle nombre d'immigrés, a le sentiment d'être abandonnée. Assistantes sociales sans moyens, mairies débordées, infrastructures sociales inadaptées, transports en commun dégradés, bureaux de poste éloignés, voirie à l'abandon, HLM concentrant les problèmes de bruit, de voisinage, de petite délinquance, de toxicomanie, etc., établissements scolaires cumulant les échecs et les difficultés, tout concourt à faire de certains quartiers et de certains milieux des kystes de misère.

A ces conditions, qui sont le lot commun des habitants des quartiers «pourris», s'ajoutent pour les étrangers les conséquences des politiques de lutte contre l'immigration prétendument clandestine que, depuis vingt ans, tous les gouvernements sans exception, ont conduite. Sans réussir en quoi que ce soit à freiner la montée du chômage (mais là n'était pas leur objectif véritable), ces politiques ont renforcé le racisme dans la population française et abouti à exclure des dizaines de milliers d'étrangers des circuits économiques et sociaux légaux.

Selon un vieux poncif, peut-être en voie de vérification, la société américaine, en avance d'une ou deux décennies sur l'Europe, est une préfiguration de l'avenir du vieux continent : à une *middle class* installée dans une vie plus ou moins confortable (car, en son sein aussi les différenciations sociales sont importantes et l'exploitation règne), s'oppose le monde des ghettos des centre-villes, durablement installés dans la marginalisation, la violence, la drogue et la misère. Nous n'en sommes pas encore là en France, mais rien ne dit que nous n'y allions pas si rien n'est fait. A la différence majeure près que, pour autant qu'on puisse en juger d'ici, tout espoir, même mythique, même fallacieux, paraît avoir abandonné le peuple des ghettos nord-américains tandis qu'il n'est pas assuré en Europe, et particulièrement en France, que le peuple des ghettos en voie de constitution ne réponde pas à l'appel des démagogues si personne d'autre ne s'adresse à lui.

Pasqua, avec son passé, son style et la concurrence de Le Pen et de Villiers ne pouvait pas faire moins que d'en rajouter dans le registre de la démagogie anti-immigrée générant le racisme. Ses récentes mesures amoindrissant le droit d'asile et limitant le regroupement familial donnent, de fait, un pouvoir quasi discrétionnaire à la police en matière d'expulsion de «clandestins». La brutalité avec laquelle elles sont appliquées conduit à des situations honteuses : parents expulsés pendant que les enfants de nationalité française sont confiés à la DDAS, conjoints de Français reconduits à la frontière, malades du Sida renvoyés, enseignants en poste licenciés et expulsés, jeunes délinquants expédiés dans un pays dont ils ne connaissent rien, etc. A défaut de «terroriser les terroriste», Pasqua tente de terroriser les étrangers. Les discours sur la «lutte contre l'insécurité», contre le chômage, contre «l'immigration clandestine» grasseyés par Pasqua ne sont que de mauvais prétextes. Comme ses prédécesseurs, il sait parfaitement que de ce point de vue, l'efficacité de ses mesures est nulle. Incapable d'atteindre les objectifs qu'il affiche, il fait des immigrés des boucs émissaires avec l'espoir de couper électoralement l'herbe sous le pied de Le Pen et Villiers. Toute la population d'origine immigrée, française ou pas, est atteinte. N'avoir pas le «type européen», c'est se désigner à la suspicion policière, parfois relayée par d'autres services (contrôleurs de la RATP, certaines polices municipales, voire certains fonctionnaires de services sociaux). Les mesures Pasqua concourent à répandre et à aggraver le racisme dans ce pays, et, par contrecoup, à jeter dans les bras des intégristes la fraction de la population originaire des pays musulmans. Par delà ses rodomontades, Pasqua et ses mesures iniques contribuent au développement de l'intégrisme dans le pays, développement dont, à son tour, l'extrême droite tire argument pour nourrir ses campagnes racistes et se renforcer.

Une situation explosive

Nombre de jeunes des banlieues, toutes origines confondues, même si les jeunes maghrébins y tiennent une place importante, manifestent par des explosions de colère leur exaspération devant la situation qui leur est faite et devant le racisme dont ils sont victimes. L'affaire d'Amiens où l'agression délibérée de C.R.S., à coup de grenades lacrymogènes, contre une réunion de jeunes qui fêtaient un anniversaire a déclenché deux jours d'émeutes est significative. Cette explosion n'est ni la première, ni la dernière. Les Minguettes, Vaux-en-Velin, Roubaix, Les Mureaux, le Val Fourré, etc., autant de noms de cités-ghettos qui viennent à la une des journaux au rythme des explosions des jeunes et qui rendent d'autant plus urgente leur organisation.

Le contact avec ces jeunes des banlieues, «immigrés» ou pas, la compréhension des problèmes qu'ils posent et qu'ils se posent, l'activité pour combattre la marginalisation dans laquelle les enferme la société sont indissociables de la lutte contre l'intégrisme et le gouvernement. Les abandonner à la misère matérielle et morale et aux ratonnades des policiers d'un côté et laisser les filles se faire voiler par les intégristes de l'autre relève d'une seule et même absence de politique face à deux dangers complémentaires : la prise en main des jeunes maghrébins par le fascisme intégriste et le développement des idées racistes et des mesures xénophobes dans le reste du pays. Intégristes islamistes et dirigeants français se font mutuellement la courte échelle. Il n'est pas d'autre moyen de sortir de ce piège que de prendre l'offensive contre l'un et contre l'autre. Sans concession.

Or, le recul de la présence militante s'est fait sentir dans ces quartiers plus qu'ailleurs. Associations, syndicats et organisations politiques étaient principalement implantés dans les grandes entreprises et dans les secteurs de la classe ouvrière les plus qualifiés. Même dans ces milieux, leur recul est sensible depuis une quinzaine d'années.

Constat de carence

Il l'est encore plus dans les secteurs marginalisés de la population. La fracture sociale s'est traduite aussi par la coupure avec les militants.

Cette carence se manifeste de nombreuses façons : l'activité de quartier est en sommeil et là où elle continue d'exister, elle est menée souvent par des militants qui n'ont plus de vision transformatrice de la société. Elle prend une coloration plus caritative que revendicative. Il est urgent de reconstituer le tissu associatif avant d'être pris de vitesse par les islamistes.

Il ne se passe pratiquement guère de semaine sans qu'ici ou là un jeune soit tué dans des circonstances douteuses. Légitime défense prétendent systématiquement les meurtriers, policiers ou non. C'est peut-être parfois vrai. Mais nous n'avons

aucune raison de croire sur parole. L'affaire d'Amiens le prouve. Mais les collectifs d'avocats, les personnalités qui pourraient systématiquement aider les familles et les copains des jeunes à établir la vérité n'existent plus.

Les explosions de colère qui se produisent régulièrement dans les banlieues ne prennent pas nécessairement les formes les plus efficaces pour atteindre les buts qu'elles se proposent (quand elles s'en proposent explicitement car ce sont parfois des explosions brutes). Mais que faisons-nous pour qu'elles ne se dispersent pas dans la fumée des incendies de voitures d'après rodéo ? Si la présence de militants de la LCR a été sensible dans les manifestations qui, l'an dernier, ont suivi l'assassinat d'un jeune dans un commissariat du XVIIIème, c'est parce qu'elles avaient lieu à Paris et pas à Mantes, à Amiens ou aux Minguettes, reflet d'un travail local plus ou moins avancé.

Evidemment, l'accomplissement de l'ensemble de ces tâches suppose des forces militantes dont l'extrême-gauche est loin de disposer. Mais, heureusement, la question ne se pose pas uniquement sous cet angle.

Il est, en effet, possible (et à espérer) que soumis à la triple pression de la situation sociale, des mesures Pasqua et de la montée de l'intégrisme en France et en Algérie, une fraction des jeunes, et plus encore des femmes, jeunes et moins jeunes de ces banlieues sentent la nécessité de prendre position et d'agir contre l'avenir sinistre qui leur est promis de tous les côtés. En réalité, si solution il y a, elle se trouve chez les jeunes filles et garçons. C'est d'abord à elles et à eux de combattre les tentatives de les placer sous la dictature de l'ordre moral, qu'il soit celui des intégristes ou celui de Le Pen. A tous les jeunes. Et plus encore à ceux et celles qui, à la première, à la deuxième, à la troisième génération, sont originaires de pays de tradition musulmane. Car ce sont elles et eux qui sont les premiers visés. Ce sont ces filles que les intégristes veulent couvrir d'un linceul, ce sont ces jeunes qu'ils veulent détourner du combat pour l'émancipation sociale pour les enfermer dans la prison de l'obscurantisme et de l'oppression. Ce sont eux aussi qu'oppriment le racisme et la politique gouvernementale. C'est eux qu'il est urgent d'aider à se mobiliser pour combattre l'intégrisme dans les lycées et dans les banlieues. Les révolutionnaires seront-ils capables de le faire en commençant par avoir les idées claires sur le problème ? ★

Paris, 11 janvier 1995

ETAT-UINS

Une épidémie de sauterelles intégristes

Julie Enszer, activiste lesbienne de Detroit et membre de «Solidarity» (organisation révolutionnaire aux Etats-Unis), fait le point sur la recrudescence des attaques de l'extrême droite religieuse aux Etats-Unis contre le droit à l'avortement ainsi que contre les lesbiennes et les gays.

Julie R. ENSZER

Le 8 février 1995, un groupe d'activistes gay et lesbiennes, les «San Franscisco Lesbian Avengers» a mené une action contre «Exodus International» visant à défendre leur droit d'existence en tant que minorité opprimée. «Exodus International» est une des nombreuses incarnation de la droite religieuse aux Etats-Unis. A travers Exodus, la droite intégriste chrétienne cherche à «guérir» les gens de leur homosexualité. Exodus affirme avoir converti en Amérique du Nord plus de 100 000 personnes depuis 1976 en utilisant des homosexuels «reconvertis». Exodus est donc une cible importante pour le mouvement gay et lesbien dans sa riposte face à la droite intégriste. Durant cette action particulière, plusieurs membres du groupe féministe lesbien ont occupé les bureaux d'Exodus pour y lâcher plusieurs milliers de sauterelles, ce qui donna l'occasion à Liz Harris, porte-parole des «Lesbian Avengers» de déclarer que «ceux qui méritent une épidémie de nature biblique aujourd'hui sont les intégristes catholiques».

L'écho dont a bénéficié cette action démontre la force de l'humour dans la résistance des mouvements féministes et gay/lesbien contre l'offensive de la droite réactionnaire et intégriste. Cette résistance est désormais, plus que nécessaire face à la recrudescence des attaques de la droite religieuse contre des femmes, des jeunes filles et des personnes marginalisées.

La droite réactionnaire et religieuse a une longue histoire au Etats-Unis. Sa dernière manifestation de masse date de la campagne présidentielle de Barry Goldwater en 1964. Mais la défaite de Goldwater face aux courants libéraux a conduit à un reflux de cette droite religieuse pendant environ deux décennies. Ce qui ne l'a pas empêchée de construire des réseaux, posant les jalons de sa remontée actuelle. En effet, la droite religieuse n'a jamais manqué de soutien financier ni institutionnel, notamment grâce à le «Heritage Foundation», la «Rutherford Institute» et le «Christian Broadcasting Network», etc.

Un régime théocratique

Les objectifs défendus par la droite radicale et religieuse correspondent à l'établissement aux Etats-Unis d'un régime théocratique basé sur l'Ancien testament. Ce qui est central dans ce projet c'est la réduction, voire l'élimination du gouvernement fédéral et son remplacement par un gouvernement associant les églises et les institutions privées. Néanmoins, le «travail de masse» de cette droite religieuse ne concerne pas en premier lieu les questions théologiques ou le capitalisme. Ils préfèrent plutôt privilégier des questions morales ou de vie sociale, avec une prédilection pour les questions d'ordre sexuel. Depuis la décision de 1973 don-

nant le droit de choisir aux femmes, l'avortement a été l'objet d'une opposition vigoureuse. Dans les années 80 et 90, les batailles sur l'avortement se sont partout intensifiées surtout suite à l'assassinat récent de cinq travailleurs hospitaliers. En bloquant l'accès aux cliniques, en organisant un harcèlement systématique des femmes, la droite religieuse a exercé une pression grandissante sur la liberté de choisir. La politique d'intimidation, d'agression, d'hostilité menée notamment par l'organisation «Operation Rescue» (opération sauvetage) n'est pas restée sans effets sur l'exercice libre du droit de choisir. Mais malgré ces succès, les tenants du libre choix en ont remporté également, avec notamment une nouvelle loi garantissant l'accès libre aux cliniques et des possibilités accrues de poursuites judiciaires des fanatiques intégristes. Force est de constater que toutes ces batailles ont été très dures à mener du fait que l'offensive des organisations intégristes continuait. La capacité de la droite radicale religieuse à récupérer la rhétorique des droits de l'homme pour la défense de ses propres idées racistes et sexistes n'en est pas la moins perfide.

Les formes prises par les attaques de la droite religieuse extrémiste se différencient de manière importante : sur le plan des dispositions légales et législatives, il y a les attaques commandos, l'activité illégale, les interventions idéologiques «soft», etc. La question de l'avortement n'est pas une exception. Des attaques commandos contre les cliniques ont été combinées avec des batailles pour des restrictions légales, surtout vis-à-vis des femmes pauvres et de couleur.

Au Michigan, les subventions médicales pour l'avortement ont été supprimées après une initiative électorale en 1988. De plus, le climat créé par les attaques contre les cliniques et les médecins en particulier ont sérieusement réduit les possibilités d'avortement en dehors des centres urbains. Sur le front psychologique, une organisation «Women Exploited By Abortion» (Femmes exploitées par l'avortement) mène une bataille similaire à celles d'Exodus, centrée sur les femmes ayant pratiqué l'avortement. Cette organisation a adopté un profil «féministe» et se montre préoccupée par l'impact psychologique de l'avortement sur les femmes.

Attaquer les homosexuelles

Avec le recul du courant en défense des droits à l'avortement, la droite extrémiste et religieuse a osé stigmatiser, encore plus ouvertement, des personnes lesbiennes, gays et bisexuel(le)s en se servant de cela comme instrument politique leur permettant d'accumuler des dons financiers, une audience électorale et une capacité militante. Cette droite a été particulièrement efficace en gagnant d'une part un soutien à ses idées sexistes à travers des campagnes électorales, puis, d'autre part, en divisant les votes traditionnels aux Etats-Unis.

Cette stratégie centrale d'attaque contre les communautés homosexuelles et lesbiennes est parfaitement présente dans l'Oregon et le Colorado. Les organisations civiques «Oregon Citizens Alliance» et la «Traditional Values Coalition» du Colorado ont réussi à imposer l'organisation de référendums sur la question de la restriction des droits civiques des homosexuels. Dans l'Oregon, cette initiative a essuyé une défaite tandis que dans le Colorado, elle a obtenu une majorité même si la Court Suprême l'a annulée pour son caractère anticonstitutionnel. Après ce test, la droite religieuse a tenté des initiatives similaires dans d'autres Etats, dont l'Idaho (sans succès) ou le comté d'Alachua en Floride où une mesure antihomosexuelle fut adoptée. Avec cette stratégie d'initiatives référendaires ou électorales, la droite religieuse a chaque fois fait appel de manière populiste aux sentiments réactionnaires de l'électorat américain tout en jouant la carte «démocratique».

Mais cette droite occulte en même temps l'existence des libertés démocratiques basées sur les différences culturelles et les droits inaliénables des citoyens.

Vers une vitesse supérieure

En jouant la carte de l'avortement, la droite religieuse savait qu'elle pouvait gagner avec son opposition au libre choix un soutien électoral considérable au sein des catholiques américains. Sa conquête d'une audience politique et électorale importante, lui a permis non seulement d'orienter son action sur des questions traditionnelles mais aussi sur des questions qui divisent ses opposants. Ainsi, elle n'a pas seulement développé un discours anti-gay/lesbienne classique, les stigmatisant comme pervers, anormaux, malades, mais également en expliquant que les gays et lesbiens cherchent à obtenir des droits spécifiques «d'exception» par leur statut de minorité opprimée. Grâce à cette rhétorique triviale et fausse, la droite religieuse a simultanément réussi à réduire le soutien aux luttes démocratiques en faveur de droits civiques pour toutes et tous d'une part, et gagner une audience au sein des courants conservateurs des communautés de couleur en opposition aux droits des gays/lesbiennes.

Le programme social de la droite religieuse, outre les attaques contre les personnes gays et lesbiennes ou la question de l'avortement, se prononce également sur les questions de l'éducation, le multiculturalisme, la famille monoparentale, l'immigration, les librairies critiques, l'art, l'environnement, le crime, etc. Les nouvelles attaques de la droite sont de plus en plus basées sur la discrimination raciale et sexuelle articulée avec le nationalisme et la xénophobie.

Mais par dessus tout, cette droite religieuse a, maintenant, trouvé une représentation politique importante au Congrès (après la victoire des Républicains lors des dernières élections) ce qui lui permettra de passer à une vitesse supérieure, de mettre davantage en avant ses positions en matière économique et sociale. La gauche devra donc également mettre en rapport de manière cohérente et consciente ses analyses économiques avec les réalités sociales et économiques que nous vivons. En tant qu'activistes radicaux aux Etats-Unis, nous devrons poursuivre avec résolution et humour nos contre-attaques envers cette épidémie de «sauterelles religieuses».★

New-York, 20 février 1995

Femmes, les enjeux d'une reconquête !

Bonne mère de famille, femme au foyer, garante de l'identité nationale, voici ce que devrait être pour certains la «citoyenne» de cette fin du vingtième siècle. Plus qu'à un retour des sombres années quarante, une nostalgie de la période de la collaboration et de la «révolution nationale» chère à Pétain, avec le combat mené par l'extrême droite et, au delà, une partie de la droite, les intégristes de tous poils, nous avons devant nous un projet qui trouve sa cohérence, idéologique, économique, sociale et politique.

Arnaldo CASTELLERAS

Bien sûr, la remise en cause des droits des femmes ne se fait pas de manière frontale par l'adoption de lois qui n'auraient aucune chance, en l'état actuel, de passer. Pour le moment…

Mais, vingt ans après l'adoption de la loi libéralisant la pratique de l'avortement, les attaques n'ont jamais été aussi virulentes. Le contexte autour de propositions visant à l'instauration d'un salaire parental, d'une «revalorisation» de la famille, indique qu'une part importante des batailles à venir se fera sur le terrain des droits des femmes.

«Force est de constater que ces violentes remises en cause des droits des femmes ne rencontrent que le ventre mou de milieux qui continuent de s'autoproclamer progressistes. Le déremboursement progressif des pilules hormonales, les conditions de fonctionnement sans cesse dégradées des CIVG ne se sont pas opérées sous la férule des extrémistes de droite. Ils sont le fruit d'un lâchage général dont pourrait bien rendre compte un phénomène d'évaporation de la conscience collective.» Ce commentaire de Chantal Monteggia, rédactrice en chef de *Tabou Santé*, dans *Ras l'front* n°11, mars 1993, se trouve éclairé par les événements récents.

La lutte pour la défense du centre du Planning familial de Lille, des centres d'IVG empêchés de fonctionner, faute de médecins volontaires ou, de plus en plus couramment, par des attaques de commandos, sont à mettre en relation avec les résistances nécessaires contre la montée en première ligne d'associations intégristes de défense de la famille, à la rescousse de l'ordre moral.

«Les excès caricaturaux des discours de l'extrême droite sont la mise au jour d'une idéologie sous-jacente de notre fonctionnement social et qui guette les occasions de sa résurgence.» (Chantal Monteggia, *op. cit.*)

Il s'agit bien en effet d'une conception globale de la société, de la place des femmes — et des hommes — en son sein, de la famille, et plus généralement encore d'une organisation du monde, dont la conférence du Caire sur la natalité a illustré, dernièrement, les enjeux politiques, économiques et idéologiques.

La famille au centre

«Le débat sur la politique familiale témoigne, derrière ses enjeux politiques, de l'état d'ouverture ou de conservatisme d'une société. Dans un monde en fulgurante évolution, il trahit l'archaïsme social d'une France où les promoteurs d'un ordre moral liberticide et déresponsabilisant tentent de s'arroger le soin de gérer la part la plus privée de la vie de chacun. Ceux-ci possèdent désormais un large espace politique qui ne manquera pas de marquer la vie sociale française.» (Philippe Brunnquel, *Les associations familiales, combien de divisions ?*, Editions Dagorno, 1994.)

Dans une société en crise, le retour aux valeurs traditionnelles, dites «naturelles», permet de redonner un sens, avec une cohérence politique qui n'apparaît pas toujours au premier chef. *«La famille est donc le premier vecteur de la reconquête de la société française par les catholiques romains, les traditionalistes et opusiens, et l'extrême droite française historique et chrétienne, héritière de la Contre-Révolution. Utiliser l'inattaquable famille, idéal de bonheur de la grande majorité des Français, à des fins politiques, voilà qui interpelle la conscience de chacun.»* (Philippe Brunnquel, *op. cit.*)

La cause familiale a toujours représenté un tremplin politique plus ou moins important. En 1919, soutenu par Georges Clémenceau, un Congrès de la natalité dégage un programme d'action reposant sur l'assainissement moral du pays (notamment la lutte contre l'alcoolisme, la débauche et l'avortement), l'institution du vote familial et des salaires familiaux. En

Les principales associations anti-IVG

Laissez-les vivre, SOS Futures mères : président, docteur Tremblay et Françoise Rollin (qui est aussi présidente de l'Union féminine pour le respect et l'aide à la maternité). Création : 1971. Avec environ 34 000 adhérents, elle organise de nombreux congrès et manifestation et bénéficie du soutien de Provita.

SOS Tout-petits : président, docteur Xavier Dor. Création : 1986. Cette association n'a ni statuts, ni domiciliation, ce qui la met à l'abri des poursuites. *Présent*, journal catholique traditionaliste d'extrême droite rend régulièrement compte des actions commando du groupe qui mobilise rarement plus de cinquante personnes

Provie : présidente, Angelica de Malherne, épouse du publicitaire Armand de Malherne, président de l'Association française des agences de conseil en publicité, Provie France. Création : 1986, après le IXème congrès international de la famille. Filiale de Provita, force importante du mouvement anti-avortement américain, le but de Provie est de favoriser l'élaboration de lois contre l'avortement et revaloriser le mariage.

La Trêve de Dieu : présidente, Claire Fontana, fille de madame Godry, militante de Laissez-les vivre. Création : 1988, à l'occasion de la visite du Pape. Relais des pro-life américains. Bien que peu nombreux, les militants, spécialistes des actions commando hard sont très actifs. Bien que catholique, elle travaille souvent avec les protestants de l'Acper-vie.

AOCPA (Association pour l'objection de conscience à toute participation à l'avortement) : président, Michel Raoult, dissident de Laissez-les vivre. Création : 1982. Avec environ 200 adhérents, l'AOCPA conseille aux contribuables de déduire de leurs impôts la somme correspondant aux remboursements des IVG. Elle a manifesté devant les laboratoires Roussel-Uclaf et a par ailleurs demandé à la Cour européenne des droits de l'homme de condamner l'État français qui autorise les recherches sur le RU 486.

Acper vie SOS maternité : président, Michel Wuermelling, vice-président, Michel Bischoff (conseiller municipal FN). Création : 1989. Très présente en Europe, ses relais principaux sont dans les pays de l'Est. Depuis 1989 elle a organisé trois pèlerinages à Auschwitz afin de démontrer que « le RU 486 a succédé au Ziklon B et qu'un génocide encore plus monstrueux est actuellement en cours ».

(D'après l'article de Fiametta Vener, *Globe hebdo* du 30/06-06/07/1993, repris dans le dossier sur l'avortement de *Ras l'front*, n°26, janvier-février 1995).★

ces années d'après-guerre, la famille devient doctrine d'Etat. Les associations familiales s'épanouissent. Vingt ans après le congrès de Nancy, le 29 juillet 1939, est promulgué le premier Code de la famille. Il régit notamment la lutte contre l'avortement, la protection de la race, le renforcement des lois contre l'outrage aux bonnes mœurs. Philippe Pétain reprendra cette orientation, en l'amplifiant. Quatre organismes institutionnaliseront ce combat pour la famille et l'ordre moral, le Secrétariat général à la famille, le Commissariat général à la famille, le Centre de coordination des mouvements familiaux et le Comité consultatif des familles. Un autre centre de pouvoir était né, qui retrouve semble-t-il aujourd'hui toute sa vigueur.

Bien sûr, toutes les organisations familiales actuelles, en France, ne sont pas issues de cette tradition, de cette histoire. Mais il s'avère évident que le combat des traditionalistes, présents à tous les niveaux de l'Etat, donne le ton aux débats en cours.

Travail des femmes, avortement, contraception, etc. l'ensemble des droits acquis de haute lutte par les femmes, droits encore incomplets et souvent inappliqués, connaissent un début de remise en cause.

Et la droite extrême, que ce soit à travers une vieille organisation comme le Front national, que ce soit sous une version plus récente et plus «soft» comme le Combat pour les valeurs de de Villiers, présente l'«avantage» de synthétiser et de mettre en cohérence les discours et idéologies sous-jacentes.

La mode revient au Vichy

Dans un ouvrage qui entend faire le tour des questions sur «la femme», Jacques et Marie-Claude Bompard ramassent en quelque 190 pages (*Voyage autour de la femme, d'Eve à Benazir*), tout ce qui tient lieu de théorie sur la place des femmes, non seulement dans notre société actuelle, mais au travers de l'histoire, des origines à aujourd'hui, à travers tous les continents et toutes les religions. Se voulant un argumentaire complet, il présente clairement les conceptions de l'extrême droite. En introduction, Jacques Bompard (membre du bureau politique du Front national, auquel il a adhéré en 1972), dès sa création), vitupère contre les luttes des femmes pour l'égalité.

«La lutte pour l'égalité avec l'homme est, sur le plan de la loi, largement dépassée, puisque dans de nombreux domaines elle est en fait avantagée.

«La législation sur le temps de travail ainsi que sur le travail lui-même, si elle n'est pas rigoureusement appliquée, est à l'avantage de la femme.

«Par contre, les lois sur la liberté de procréer, sur le droit de "jouir" librement de son corps, touchent au ridicule et de plus, mettent le conjoint masculin dans un état d'infériorité considérable (...)

«Le droit à l'avortement, établi par un très large consensus des hommes politiques, demeure un sujet très passionnel, où les tenants de l'assassinat ont souvent une attitude d'agressivité quasi hystérique envers les défenseurs de la vie. Cette attitude agressive est difficilement compréhensible dans notre siècle de bonnes consciences.»

Appelant à la rescousse Jeanne d'Arc et Jeanne Hachette, les Bompard concluent leur propos par un appel au combat de «toutes les femmes du monde». Presque toutes, pourrait-on dire puisqu'il cite abondamment Alexis Carrel, le chantre de l'eugénisme et des chambres à gaz, qui établit une nécessaire distinction entre les races.

«"La vie moderne nous a apporté un autre danger plus subtil, mais plus grave encore que celui de la guerre : l'extinction des meilleurs éléments de la race (...) L'Europe et les États-Unis subissent donc un affaiblissement qualitatif aussi bien que quantitatif. Au contraire, les races africaines et asiatiques, telles que les Arabes, les Indous, les Russes, s'accroissent avec une grande rapidité. La civilisation occidentale ne s'est jamais trouvée en aussi grave péril qu'aujourd'hui. Même si elle évite le suicide par la guerre, elle s'achemine vers la dégénérescence grâce à la stérilité des groupes humains les plus forts et les plus intelligents." Les dernières lignes relatives à la hiérarchie des races n'est plus de mise aujourd'hui mais nous n'avons pas souhaité censurer la prose de ce grand scientifique, certains qu'il ne mettait dans ces phrases ni racisme ni haine.» Bompard, prudent, ne fait autre chose que réactualiser ce «texte admirable», *L'homme cet inconnu*, d'Alexis Carrel. Et le programme du Front national repose entièrement sur cette conception de l'organisation de la société, présentée dans

ce livre, consacré à la place et au rôle dévolu aux femmes.

Un programme remis au goût du jour

Dans ces propositions de gouvernement, le Front national construit la renaissance de la France autour de la reconstruction familiale et du renvoi de la femme dans les foyers. Bien sûr, dans les années 90, cela ne peut se faire comme dans l'Allemagne de Hitler ou la France de Pétain. Les femmes, même à l'extrême droite, ont conquis une relative citoyenneté qui interdit un discours par trop rétrograde.

Il n'empêche, derrière des formules qui se veulent respectueuses de la liberté des femmes, le programme est sans appel pour leurs droits.

Leur retour à la cuisine présente deux «avantages» majeurs. Il permet de lutter contre la dénatalité, qui menace de mort le pays, et permettrait de «rendre» aux hommes quelque 500 000 emplois. Tout ça grâce au revenu parental, que le Front national (FN) intitule dans son programme «le revenu maternel». Reconnaissons-lui le mérite de la franchise de l'appellation. Une franchise que l'on ne retrouve pas dans le terme de «suffrage universel intégral». Il faut en effet lire ici la proposition de vote familial, que Bruno Mégret, délégué général du FN, présentait déjà en mars 1992, dans le programme social du FN, avec vote des pères pour les fils et des mères pour les filles ; cette dernière précision n'apparaissant plus dans le programme de gouvernement.

Dans la foulée, on trouve bien sûr la remise en cause du droit à l'avortement et donc l'abrogation de la loi de 1975, la suppression du remboursement des IVG. Mais cette question de l'avortement est plus complexe qu'il n'y parait au sein du FN. Elle est en effet au centre de violentes batailles dans la direction.

Ainsi, l'aile emmenée par Bruno Mégret et ses soutiens du Groupement de recherches et d'études sur la civilisation européenne (GRECE, le centre d'initiative de la nouvelle droite) souhaite un assouplissement des positions du Front sur cette question. Il entend donner ainsi un visage plus moderne au parti. *«Ce ne serait plus un crime mais un acte (qu'il serait certes préférable d'éviter) de caractère privé. L'équipe de Mégret estime en effet qu'une campagne brutale contre le droit à l'avortement effrayerait l'électorat populaire du FN, largement déchristianisé et qui se contrefiche des imprécations papales. Si cet infléchissement est accepté, menacent les cathos de la tendance de Bernard Antony qui contrôlent* Présent, *nous quitterons le FN avec armes et bagages. Ils font savoir à qui veut les entendre qu'ils préparent déjà les structures de repli...»* (René Monzat, *Ras l'front* n°26, 01-02/95)

Cette bataille qui reflète bien sûr un affrontement plus global sur la stratégie à suivre pour l'organisation d'extrême droite, montre que la question de l'avortement et, au-delà, celle d'une conception du rôle des femmes dans la société, de la place de la famille pèsera sur la recomposition en cours à droite.

Un enjeu électoral

Ces débats, notamment celui de l'avortement, indique aussi une mutation de fait du Front national. Les femmes représentent un enjeu électoral qu'il s'agit de savoir séduire. *«Sourire et charme, conviction et fougue sont les atouts inégalables des femmes militantes»* dixit Martial Bild (du bureau politique du FN). Et Le Pen ne perd pas une occasion de se montrer avec ses filles et sa femme. L'électorat du Front national était traditionnellement plus masculin que féminin : 13 % pour les femmes contre 15 % pour les hommes. Cette tendance semble s'infirmer et l'écart entre le vote féminin et le vote masculin pour le FN se réduit fortement. Pour cette direction essentiellement masculine — deux femmes (Martine Lehideux, responsable du, Cercle national des femmes d'Europe-CNFE, créé en 1985 et Marie-France Stirbois) sur quelque quarante membres du bureau politique —, il s'agit de donner l'impression que les femmes sont au centre de la stratégie politique. Et les dernières élections cantonales ont permis d'illustrer ce propos. Seules, deux femmes du FN ont en effet été élues conseillères, Marie-France Stirbois à Dreux-Est et Éliane Guillet de la Brosse qui a déboulonné Maurice Arreckx, président sortant du conseil général du Var.

Mais pour ces deux élues du Front national, n'oublions pas les dizaines de députés du RPR et de l'UDF, qui soutiennent la remise en cause du droit à l'avortement, notamment au travers du groupe d'études «Démographie et accueil de la vie» (présidée par Christine Boutin, — une proche de Raymond Barre et membre de l'association Combat pour les Valeurs de Philippe de Villiers —, dans lequel on trouve notamment Eric Raoult (député RPR), Jean Royer (maire de Tours,UDF), Nicole Catala (député RPR), Robert-André Vivien (député RPR), Colette Codaccioni (député RPR), Bruno Bourg-Broc (député RPR), Hubert Bassot (UDF), etc.

Les trois KKK chers à l'idéologie nazie («Kinder, Küche, Kirche», enfant, cuisine, église) reviennent subrepticement marquer cette fin de siècle. Si le Front national, de Villiers ou les commandos anti-avortement ne représentent que la pointe émergée de l'iceberg, le débat sur la famille au Parlement, les propositions sur le salaire parental, l'Année internationale de la famille indiquent que l'avenir concernant les droits des femmes est incertain. Toute concession sur ce terrain est une concession aux droites extrêmes, un consentement à leur avancée vers le pouvoir et au recul des libertés individuelles et collectives.★

Paris, février 1995

Pour en savoir plus

- *Les associations familiales, combien de divisions* ?, Frédéric Brunnquell, éditions Dagorno, 1994.
- *Golias*, B.P. 4034, 69615 Villeurbanne Cedex ; notamment le n° 27/28 Le retour des croisés, enquête : à l'extrême droite de Dieu, les réseaux cathos fachos.
- *Ras l'front*, c/o Philippe Crottet, B.P. 87, 75561 Paris cedex 12 ; notamment le n° 26 (01-02/95), dossier : IVG, 20 ans après, un anniversaire sous haute surveillance, et le n° 11 (03/93), dossier : Femmes, famille, fascisme.
- Maries-Jeannes, *l'Extrême droite contre les femmes*, édition Adélie, B.P. 362, 75526 Paris cedex 11.
- *Les Cahiers du féminisme*, 2, rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil ; notamment le n° 70 (automne 1994), Le pape contre les femmes, le n° 67/68 (hiver 1993/printemps 1994, Famille, natalité, chômage et le n° 54 (automne 1990), L'extrême droite et les femmes.
- *Les Cahiers d'article 31*, Les théocrates, printemps 1990, Article 31, B.P. 423, 75527 Paris cedex 11.
- Vous pouvez aussi contacter la CADAC (Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception, 12 ter, rue Voltaire, 75011 Paris.★

L'empire de retour ?

Le carnage de la Tchétchénie entre désormais dans son troisième mois après que les troupes russes ont envahi la République, indépendante de facto. Cette guerre sanglante représente un tournant majeur dans la politique russe avec des répercussions qui vont bien au-delà des frontières de la Fédération russe. Elle est devenue vis-à-vis des questions nationales au sein de la Fédération russe ce qu'a été le bombardement du parlement russe en octobre 1993 vis-à-vis de la question de la démocratie politique.

Poul FUNDER LARSEN

Les objectifs de cette guerre ne sont ni un rétablissement immédiat du contrôle de Moscou sur l'ensemble de l'espace de l'ex-URSS (vu la faiblesse de la Russie et les rapports de forces internationaux actuels) ni à court terme la stabilisation d'un système autoritaire (perspective non réaliste pour l'élite dirigeante traversée par des divisions internes, vu la faiblesse générale de la bourgeoisie naissante). Mais nous assistons à la fin d'une période historique caractérisée par le déclin puis la chute de l'URSS et débouchant sur l'émergence d'une série de nouveaux Etats (dont certains sont extrêmement fragiles). Cette période avec ses mots d'ordre d'indépendance, de réformes démocratiques (plus ou moins réelles) et de charte libérale s'achève. Ce qui va suivre dans cette région dépendra dans une large mesure de l'issue des luttes de pouvoir en Russie. Les forces favorables à une solution autoritaire et procapitaliste sont actuellement à l'offensive mais l'issue est incertaine.

En effet, vu la nature et la trajectoire politique de la direction Eltsine, l'invasion de la Tchétchénie ne pouvait être une surprise totale que pour ses acolytes libéraux qui se sont efforcés de présenter Eltsine comme «le père de la démocratie russe». Déjà, dans la foulée du coup d'Etat d'août 1991, l'administration Eltsine avait clairement signifié qu'elle n'accepterait pas une remise en cause de son influence sur les territoires de l'ex-URSS (à l'exception des Etats baltes), et qu'elle ne respecterait pas a priori vis-à-vis de l'Ukraine et du Kazakhstan les frontières tracées durant la période soviétique (1).

Militariser la région

En réalité tous les acteurs principaux de la politique russe sont devenus des partisans de la doctrine Monroe pour les intérêts russes au sein de la CEI et toute la discussion sur sa mise en œuvre porte sur les moyens plutôt que sur les fins.

La tactique poursuivie par Eltsine a accentué la pression économique, utilisant l'avantage considérable de la Russie dans le domaine des ressources et du marché. Mais durant les trois dernières années la politique d'ingérence a été permanente envers les autres Etats de la CEI à travers des manœuvres secrètes, des interventions qualifiées de maintien de l'ordre ou encore des agressions ouvertes. Durant cette période, les services secrets ont été impliqués dans la falsification des élections présidentielles en Géorgie et en Azerbaïdjan ; en Moldavie, la 14ème armée russe a soutenu durant l'année 1992 les séparatistes dans la province du Dniepr oriental de cette République ; et les 24 000 gardes-frontières au Tadjikistan sont impliqués dans une guerre de partisans aux côtés de l'opposition musulmane (2). Avec la détérioration de la situation économique ainsi que du climat politique en Russie, la politique de «la Russie d'abord» est entrée dans le domaine de la rhétorique officielle. Dans son discours devant la nouvelle Douma en février 1992, Eltsine s'est consacré essentiellement à la défense de «la souveraineté russe» et il devint vite évident que le temps était venu de la recherche de boucs émissaires «étrangers» pour expliquer la crise russe. Durant l'été, Eltsine prononça des déclarations belliqueuses contre l'Estonie lors d'une visite dans la région frontalière de Pskov Oblast, et l'ingérence russe en Tchétchénie connut une escalade lorsque l'opposition soutenue par Moscou au sein du «Conseil provisoire» autoproclamé essaya de renverser Doudaïev. Après l'échec de cette tentative, Moscou intensifia ses actions secrètes en Tchéchénie, néanmoins la tactique de la guerre secrète essuya une défaite humiliante lorsque, à la fin novembre, une attaque du Palais présidentiel à Grozny fut repoussée et un grand nombre d'agents

1) Voir Poul Funder Larsen «Yeltsin extends his power», International View Point n° 212, sept 91.

2) Selon les graphiques du comité des statistiques de la CEI, 120 000 soldats russes sont stationnés dans les anciennes Républiques soviétiques. Pour un résumé du débat russe sur la CEI, voir Poul Funder Larsen «More equal than the others», IVP n°237, oct 92.

secrets russes capturés. Confronté à ce désastre, le gouvernement décida qu'aucune retraite n'était possible et lança l'invasion (3).

L'intégration, à quel prix ?

La panique croissante dans les cercles du pouvoir qui déclencha l'offensive en Tchétchénie — offensive souvent sabotée d'une façon grotesque — est liée à une analyse qui perçoit le développement de ces territoires comme une menace pour les intérêts nationaux russes. Cette analyse témoigne de la paranoïa et de la mégalomanie impériale qui caractérisent l'élite au pouvoir, mais souligne également une tendance dans le développement de la CEI aujourd'hui.

Vues du Kremlin, les cinq dernières années ont été une période de recul constant avec la perte des Etats satellites d'Europe de l'Est, la dissolution du Pacte de Varsovie, l'indépendance des républiques non-russes et l'affaiblissement dramatique de la position de l'Etat russe et de son armée à l'échelle internationale. Ce point de vue est partagé par la majeure partie de la société russe, bien que seuls quelques uns soient prêts à se rallier aux conclusions impérialistes et agressives d'un Zirinovski ou d'un Eltsine.

De ce même point de vue, le retrait des dernières troupes stationnées en Allemagne et dans les Etats baltes (à l'exception de quelques centaines militaires en Estonie et en Latvia) marque une limite dans la politique étrangère russe : l'époque des reculades s'achève.

La situation au sein de la CEI aujourd'hui est caractérisée par une démarche contradictoire de rapprochement et de rivalités parmi les Etats nouvellement indépendants. Les récents traités entre la Russie, le Kazakhstan et la Belarus sur l'union douanière, ainsi que les accords bilatéraux entre la Russie et l'Ukraine d'une part, la Russie et le Kazakhstan d'autre part traduisent une volonté d'intégration économique et une tentative de coopération politique (4).

Mais ceux-ci ne traduisent ni des développements économiques, ni des nouvelles sphères de coopération, pour ne pas parler de croissance économique. C'est plutôt une collaboration à contre-cœur entre des économies souffrant toujours des déformations de la planification bureaucratique ; des économies qui se sont engagées dans la voie de la restauration capitaliste et se trouvent par conséquence dans une grave récession. Le cas typique est l'Ukraine, où le PNB par tête est désormais plus bas que celui du Nigeria, avec un taux d'inflation qui atteint 2 000 % par an et une chute du PNB de 28 % en 1994. 80 % de ses exportations étant destinés aux Etats de la CEI (prioritairement la Russie), l'Ukraine n'a d'autre choix que d'opter pour le renforcement des liens économiques avec celle-là (5).

Mais même si la Russie maintient sa domination économique et force certains autres Etats à lui faire des concessions, elle est bien plus impuissante sur le terrain politique. La CEI ne s'est jamais développée comme une réelle entité politique. Le président ukrainien Kouchma a déclaré à ce propos :«Je suis clairement et complètement convaincu qu'une organisation informelle comme la CEI n'a aucun avenir. l'expérience de la CEI jusqu'à ce jour confirme qu'aucune décision prise n'a été réellement appliquée.»

Rien n'indique une réelle intégration au sein de la CEI, puisqu'en fait toutes les décisions importantes ont été bilatérales, avec la Russie comme maître d'œuvre. Pour la Russie, l'Ukraine est devenue un acteur politique avec lequel il faut compter, même si l'Etat ukrainien est encore traversé par des tensions régionales entre l'Est sous influence russe et l'Ukraine occidental pro-indépendantiste. Son existence comme Etat indépendant est lourdement menacée.

Mais si elle arrive à dépasser la crise sociale dévastatrice, l'Ukraine deviendra à un certain niveau une force rivale face à la domination russe sur la région. Après la victoire de Léonid Kouchma à l'élection présidentielle de l'été 1994, une certaine stabilité semble s'être établie au sein de l'Ukraine. Aussi la Russie pouvait-elle difficilement jouer la carte de la Crimée et de la flotte de la Mer noire. Pour l'armée russe et les cercles dirigeants à la recherche d'une hégémonie absolue dans la région, ces développements présentent un défi stratégique tout comme l'instabilité croissante dans la région du Caucase, arrière-cour traditionnelle de la Russie. Le souci immédiat de Moscou est de contenir la marche tchétchéne vers l'indépendance et de contrôler l'autorité croissante de l'Association du Peuple des montagnes, au nord du Caucase. Enfoncée dans la guerre, secouée par des révoltes séparatistes et la débacle économique, cette région qui a été un acteur politique y compris dans les affaires des Etats de la CEI dans la région, demeure d'un intérêt stratégique pour la Russie. Aussi bien en Géorgie qu'en Azerbaïdjan, la Russie use de la tactique «diviser pour régner» en soutenant sélectivement les rebellions armées, tout en mettant en avant les dirigeants pro-Moscou de l'ancienne nomenklatura (en Géorgie Chévarnadzé, en Azerbaïdjan Aliev). Récemment, cette tactique a souffert de revers majeurs. Par exemple, en Azerbaïdjan où le gouvernement Aliev n'a donné que des parts minoritaires aux compagnies pétrolières russes dans le grand marché du pétrole de la Mer caspienne mis sur pied durant l'automne 1994. Si l'influence russe recule dans le nord du Caucase, cela limitera ses possibilités dans le reste de la région. Ceci est évidemment une des causes sous-jacentes de l'invasion de la Tchétchénie (6).

La rupture

La guerre en Tchétchénie a concrétisé un divorce politique entre les éléments «communistes» et «nationalistes» de l'ancienne opposition à Eltsine (l'alliance rouge-brune). En fait, toutes les forces chauvines et non-communistes, y compris le parti fasciste de Jirinovski, l'Unité nationale russe, et l'influente aile droite représentée par les députés Alexandre Nevzorov et Serguei Baburin, ont soutenu la guerre. Alors que tous les groupes communistes, y compris les staliniens russes du Parti des travailleurs communistes se sont élevés contre la guerre. Bien que le soutien à la guerre ait sans nul doute rapporté à Jirinovski — seul défenseur inconditionnel d'Eltsine au Parlement — quelque crédit au sein de l'exécutif, cela n'a pas pour autant renforcé sa popularité (du moins en dehors des forces armées). En effet, si l'appareil d'Etat et la droite chauvine soutiennent l'invasion de la Tchétchénie, il est clair que le peuple russe, lui, ne la soutient pas (7). ★

Moscou, 14 février 1995

3) Sans nul doute l'espoir d'une guerre rapide et victorieuse pour renforcer Eltsine et l'hégémonie russe sur toute la région a joué un rôle clef dans la décision de l'attaque par le Kremlin. Néanmoins d'autres facteurs y ont contribué comme :

- l'influent lobby moscovite de Russie méridionale qui voulait stopper l'émergence d'un autre centre de pouvoir au nord du Caucase ;
- le ministre de la Défense et l'Etat-major impliqués dans des affaires de corruption qui avaient désespérément besoin de détourner l'attention ;
- les cercles influents de l'Etat qui voulaient se débarrasser de Doudayev par lequel des transactions pétrolières louches avaient été conclues .

4) En particulier le Kazakhstan, où l'ethnie kazakhe, minoritaire, subit une oppression et a passé avec la Russie un accord de double citoyenneté et de coopération militaire ;

5) La récession économique en Ukraine (aussi bien qu'au Kazakhstan et qu'au Belarus) a particulièrement dévasté des régions essentiellement habités par des Russes ce qui a soulevé le mécontentement de la classe ouvrière industrielle. Cela constitue un autre facteur de déstabilisation régionale et l'apparition de millions de réfugiés économiques.

6) La guerre a déjà eu un impact sur la région, par exemple en forçant les séparatistes abkhazs à négocier avec les gouvernement géorgien pro-Moscou sur la base d'un seul Etat.

7) Un peu plus de 20 % de l'opinion soutiennent l'envoi des troupes et 65 à 70 % sont contre.

Pour un front social

Néjib ABDOU est membre de la direction nationale du Parti socialiste des travailleurs PST (organisation en solidarité politique avec la Quatrième internationale en Algérie). L'interview qui suit fait le bilan de la situation en Algérie et ébauche une analyse du processus en cours.

Inprecor : Peut-on faire un bilan de la situation en Algérie ?

Nejib ABDOU : Il est difficile de faire un bilan complet sur la situation politique. La grande rupture a été la révolte d'octobre 1988 et les conséquences de ce grand moment sont encore fortement présentes dans la situation d'aujourd'hui. Depuis, il y a eu un grand moment d'illusion, l'illusion de vivre une démocratie et une légalité nouvelle que le pluralisme politique et syndical ainsi que les élections municipales et législatives entretenaient. Enfin il y a eu la désillusion tragique, celle qui a permis de mesurer les vrais rapports de forces, les blocages structurels aussi bien politique que socio-économiques.

Le bilan, c'est d'abord un régime totalement discrédité pour qui tous les moyens sont bons pour préserver les privilèges énormes acquis dans la période «socialiste». La révolte d'octobre était très menaçante pour les gouvernements, l'armée et toute la nomenklatura bourgeoise de l'Etat pour qu'ils cèdent. Et donc le pouvoir a réprimé et continué à réprimer.

Le régime a tenté de gérer la crise politique et sociale par la «démocratie formelle» en essayant d'amener l'opposition démocratique et les partis islamiques sur le terrain «non-violent» du multipartisme afin de contourner la radicalisation sociale qui venait des quartiers populaires et des usines (n'oublions pas qu'octobre a démarré de la grande grève de Rouiba). La soif d'une nouvelle alternative au pouvoir qui rétablirait la dignité des classes populaires, qui s'occuperait des frustrations énormes que les jeunes en masse ont exprimées et qui réponde concrètement aux difficultés économiques croissantes et à la crise morale vécue par la population, fera très rapidement du Front islamique du salut (FIS), l'espace privilégié où s'exprimera fortement et violemment le mécontentement populaire.

A ce moment là, la gestion pacifique de la crise n'était plus adéquate pour le pouvoir, car le FIS populaire n'était plus seulement omniprésent, il était devenu une alternative immédiate et concrète à un pouvoir en crise et dépourvu de toute légitimité. Ainsi, la crise a atteint un seuil extrême. La suite est connue : état d'urgence, répression massive, guérilla islamiste, assassinats, etc.

● *Et aujourd'hui ?*

Aujourd'hui, on ne sait que compter les morts. Après les arrestations massives d'islamistes, le pouvoir a engagé des opérations contre les guérillas dans les régions les plus incontrôlées. Une offensive renforcée par un équipement militaire accordé par le gouvernement français et appuyée par une armée qui s'améliore dans les techniques antiguérilla et commence à faire des dégâts dans les maquis. Pendant longtemps les intégristes ont multiplié assassinats, sabotage d'infrastructures et guets-apens contre la police et les patrouilles de l'armée, ce qui donnait l'impression d'une guérilla forte — présente partout — et gardant l'initiative sur le plan politico-militaire, amenant la population et les courants démocratiques à se poser la question sur cette facilité d'action. Au-delà de toute spéculation, les intégristes du FIS et du Groupe islamique armé (GIA) ont su créer la peur, généraliser l'insécurité et gagner beaucoup sur le terrain psychologique.

L'impression d'incapacité du pouvoir à affronter les intégristes a été renforcée par la politique de dialogue engagée en 1994 par Liamine Zéroual (désigné à la présidence de la République par le Haut comité d'Etat en fanvier 1994) et les quelques concessions qu'il avait faites au FIS.

Après le discours de novembre 1994, Zéroual et l'armée semblent s'engager dans une politique d'éradication des maquis accompagnée d'une répression massive dans les milieux islamistes. Les dégâts sont énormes. Les chiffres de la presse ne sont pas toujours réalistes (*Le Monde* parle de 1 000 par semaine, *Libération* évoque le chiffre de 500) on parle de plus de 20 000 morts et 2 milliards de dinars de dégâts dans la presse algérienne.

● *Mais la situation est toujours bloquée ?*

Il est évident que l'impasse politique dans laquelle se trouve l'Algérie renvoie à des rapports de forces bloqués. Mais la situation est plus complexe et les évolutions ne sont pas toujours visibles.

Après une impression de divisions, de luttes sourdes au sein de l'armée et d'hésitations continues, le régime avec Zéroual semble recentrer ses forces et donner un visage plus homogène.

L'armée doit gagner contre les maquis islamistes pour crédibiliser les présidentielles (les élections viennent d'être fixées au mois de juillet 1995) et à ce moment là l'opposition ne pourrait s'y opposer.

Les islamistes armés n'ayant aucune chance de gagner sur le terrain militaire vont privilégier les actions spectaculaires en particulier dans les villes. Certains dirigeants du FIS tiennent compte déjà de l'incontournable armée pour toute prise de pouvoir et parlent avec respect de l'armée (Anouar Haddam, représentant de la fraction parlementaire du FIS aux Etats-Unis et en Europe, lors d'une table ronde à la chaîne de télé MBC évoque la nécessité de *«ne pas diviser l'armée sinon ce sera la guerre civile»*)

Ce qui signifie que l'armée peut envisager un traitement plus politique de l'islamisme et du FIS dans l'avenir mais conditionné à une liquidation de tous les maquis de l'Armée islamique du salut (AIS) et du GIA affilés au FIS.

L'opposition démocratique ainsi que la gauche socialiste - le Parti socialiste des travailleurs, section algérienne de la Quatrième Internationale (PST) et le Parti des travailleurs, lambertiste (PT) - mesurent les dangers d'une telle évolution qui, à travers la pression de l'islamisme armé et au-delà du face-à-face FIS/pouvoir, entretient clairement un raidissement durable de l'Etat. La dictature, fissurée par octobre 1988, se reprend et s'incruste dans tous les aspects de la vie sociale. Il n'y a pas que la répression et une législation autoritaire et d'exception, il y a aussi la peur de parler, d'agir, il y a clairement la méfiance du politique des partis, il y a la hantise de l'ordre qui légitime la dictature, il y a la mort qui entoure le quotidien. C'est dans cet univers psychologique et politique que s'installe la dictature.

● L'attitude de la France pèse sur cette situation.

N'oublions pas que les rapports de forces bougent aussi par la pression de l'extérieur. La France a adopté une attitude de soutien critique au régime algérien en entretenant le chaud et le froid selon les circonstances et les intérêts. Elle a exercé un chantage continu sur la dette et poussé au rééchelonnement pour garder son emprise sur l'économie et une influence pesante sur le plan politique. Elle s'est servie du FIS et des réseaux islamistes en France pour mieux affaiblir le régime et donc le faire céder sur tout ce qui est exigences économiques et politiques de la France.

Sa pression se conjugue à celle de la CEE et des Etats-Unis qui ne s'opposent pas à la répression de l'islamisme armé mais tentent d'intégrer le FIS dans le jeu politique, dans la mesure où l'essentiel pour eux réside dans l'application des mesures libérales du Fonds monétaire international (FMI) et l'introduction des normes du marché capitaliste mondial.

● Comment se présente l'application du programme du FMI ?

Pendant plusieurs années et surtout depuis la crise financière de 1986, le régime algérien a tenté d'éviter le rééchelonnement et les conditions draconiennes du FMI après avoir mesuré les dangers qu'une telle option représente au niveau social et dont les effets seront immédiats sur la stabilité.

Après octobre 1988 et la vague de luttes ouvrières qui a suivi, le pouvoir avait peur de négocier avec le FMI alors qu'en fait il était coincé. Le gouvernement de Hamrouche (1990-1991) a engagé secrètement des négociations avec le FMI et a signé une lettre d'intention acceptant, en gros, les mesure macro-économiques standard du FMI. Mais l'application de ces mesures a été partielle car la situation politique se dégradait, en particulier dans le face-à-face FIS/pouvoir. Belaïd, qui a dirigé le gouvernement en 1992, a remis clairement en cause ces accords et affiché publiquement et à travers la télévision une attitude anti-FMI qui a surpris par sa radicalité. Il essayera de mettre en œuvre une politique économique fondée sur une libéralisation étapiste et contrôlée de l'économie. La pression des médias et des partis pro-éradicateurs le fera sauter pour laisser place à un gouvernement totalement acquis aux thèses du FMI.

Si entre 1986 et 1992, le rééchelonnement avait été évité, cela n'a pas amélioré la situation économique et financière de l'Algérie dans la mesure où cela ne s'est pas accompagné d'une politique économique alternative au diktat libéral du FMI. Ni relance économique, ni réorientation productive dans l'industrie, ni recentrage des moyens de production du secteur public, ni contrôle social de la consommation sur la base du rationnement et de la priorisation des besoins sociaux élémentaires, ni même réarticulation de la production nationale avec le marché intérieur n'ont pu être pensés dans le cadre d'un plan de sauvetage de l'économie. Le chômage structurel touche plus de 30 % de la population active au moment où les «spécialistes» recommandaient la fin des sureffectifs dans les entreprises publiques.

Les privatisations, la dévaluation du dinar algérien et la libéralisation du commerce sont considérées comme les remèdes adéquats à la crise économique. Aucun regard critique n'est porté sur les expériences de privatisation à l'Est, en Amérique latine ou dans les pays arabes, alors que les conséquences ont été destructrices pour l'économie. Le pouvoir d'achat maltraité par l'inflation et la dévaluation de la monnaie nationale ne couvre plus ce panier de marchandises élémentaires pour les travailleurs. La politique de l'import-export développe la logique de la consommation par l'importation tout en donnant l'illusion d'une capacité réelle d'exportation de la production économique nationale. L'illusion libérale est grande et le Mexique vient nous rappeler combien elle est destructrice.

● Ce contexte ne favorise-t-il pas une réaction organisée aux mesures du FMI ?

Cette politique pro-FMI n'a pu se mettre en place qu'à la faveur du contexte politique répressif donnant les moyens au gouvernement d'aller le plus loin possible dans l'application du plan du FMI sans rencontrer de résistances sociales majeures, ni l'opposition d'un mouvement syndical déjà largement déconnecté des revendications ouvrières. La polarisation extrême pouvoir-islamistes armés sur fond de terreur, aura été le moyen le plus efficace pour faire passer la pilule FMI avec le moins de réactions possibles des travailleurs. L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), principale centrale syndicale après la dissolution de syndicat islamique du travail lié au FIS, et la liquidation de ses dirigeants, n'aura pas fait grand chose pour organiser la riposte ouvrière. Tiraillée entre les attitudes «éradicatrices» de son secrétaire général et la pression très forte de la base syndicale qui aura suscité des mouvements de grève importants rattrapés ensuite par l'appareil syndical, la centrale syndicale subit une forte pression de la part du pouvoir et de l'armée : l'instabilité due à l'intégrisme ne doit pas être confortée par une agitation sociale et ouvrière malvenue. L'exigence est très claire et Abdelhak Benhamouda, secrétaire général de l'UGTA, joue très bien le rôle attendu de lui. Le mécontentement social dû aux mesures du FMI s'amplifiant, il est obligé d'adopter un discours revendicatif et radical par moment qui accroche au niveau populaire. Mais sur l'essentiel des enjeux économiques et sociaux conditionnés par le plan d'ajuste-

Chronologie d'une tragédie

1992

Janvier. 12 : suspension du deuxième tour des élections législatives au lendemain de la démision-déposition du président Chadli.

14 : mise en place d'un Haut Comité d'Etat (HCE) sous la présidence de Mohamed Boudiaf

Février. 9 : instauration de l'état d'urgence.

Mars. 4 : dissolution du Front islamique du salut (FIS)

Juin. 29 : assassinat du président Mohamed Boudiaf.

Juillet. 2 : nomination d'Ali Kafi à la tête du HCE.

8 : nomination de Belaïd Abdesslam comme premier ministre en remplacement de Sid Ahmed Ghozali

15 : condamnation à douze ans de prison d'Abassi Madani, président du FIS et d'Ali Benhadj, vice-président.

Août. 26 : attentat à la bombe à l'aéroport d'Alger : 10 morts et 123 blessés.

Octobre. 1er : création de trois cours spéciales, chargées des affaires «de terrorisme et de subversion».

1993

Septembre. 21 : assassinat des deux premiers ressortissants étrangers, deux français.

Octobre. 11 : exécution de treize islamistes.

1994

Janvier. 25 : ouverture de la conférence nationale, boycottée par les principaux partis d'opposition.

31 : prise de fonction du général Liamine Zeroual.

Février. 24 : libération de deux hauts responsables du FIS, Ali Dheddi et Abdelhader Boukhamkham.

26 : liquidation par les forces de l'ordre du plus recherché des dirigeants du GIA «Djafaar l'Afghan».

Avril. 11 : nomination de Mokdad Sifi comme chef du gouvernement.

Août. 3 : assassinat, à Alger, de trois gendarmes et de deux agents consulaires français.

6 : interdiction lancée par le GIA aux enseignants et aux élèves de fréquenter les établissements scolaires sous peine de sanctions.

Septembre.6 : envoi par les dirigeants du FIS d'une lettre pour demander au pouvoir d'associer la branche armée à ses consultations.

13 : mise en résidence surveillée de Madani et Benhadj et libération de Noureddine Chigara, Kamal Guemmazi et Abdelkader Omar.

21 : lancement d'une grève générale en Kabylie, à l'appel du mouvement culturel berbère (MCB).

Novembre.21 : ouverture à Rome d'un «colloque pour l'Algérie», sous l'égide de la communauté catholique Sant'Egido, avec la participation de responsables des partis de l'opposition et du FIS.

Décembre. 24 : prise en otage par un commando islamiste sur l'aéroport d'Alger des passagers d'un Airbus d'Air France ; prise d'assaut le 26 par le GIGN.

1995

Janvier. 13 : publication d'un projet de «contrat national» pour sortir de la crise par le FFS, FLN, FIS et le PT réunis pour la deuxième fois à Rome.

30 : explosion d'une voiture piégée en plein centre d'Alger ; bilan : 42 morts et 286 blessés. ★

ment structurel du FMI, Benhamouda et la centrale syndicale ne se situent pas vraiment à contre-courant du libéralisme économique prôné par le gouvernement.

Au-delà des critiques ambiguës exprimées, Benhamouda ne se démarque pas clairement de la politique des privatisations ni du plan de dévaluation du dinar algérien. Il reconnaît au marché capitaliste un rôle essentiel mais ne situe pas le devenir de la classe ouvrière dans ce marché. La bureaucratie syndicale, malgré le réajustement revendicatif de sa ligne, reste largement en deçà du rôle combatif et dirigeant des luttes ouvrières qu'elle doit jouer. C'est ce qui explique l'absence de réactions sociales ou de luttes ouvrières majeures dans la conjoncture d'aujourd'hui, qui auraient dépolarisé le mouvement social et ouvrier du face-à-face tragique pouvoir-FIS pour favoriser l'émergence d'un front social organisé autour d'une plate-forme de lutte contre le programme de stabilisation du FMI.

Le front social représente une tâche essentielle pour les syndicats et les militants de gauche. Le consensus autour d'un programme économique libéral est acquis chez la majorité des partis, y compris les partis démocratiques.

Seul le mouvement syndical et la gauche antilibérale pensent agir et briser le consensus anti-ouvrier. Non seulement, ils doivent s'organiser autour des revendications sociales, mais il faudrait aussi formuler un discours économique alternatif au libéralisme dominant.

Les militants du PST ont mesuré l'importance de ce front social et ont essayé de sensibiliser l'opinion syndicale à travers la constitution d'un comité anti-FMI. La pression sur l'UGTA doit être plus que jamais très forte ; dans ce sens, l'appel à la résistance des travailleurs doit être permanent. Le contexte bloqué ne facilite pas les choses car l'action syndicale ne se libérera pas tant que la terreur et le climat de représaille infernal bloquent toute velléité de lutte ou d'organisation.

● Mais à Rome (1), il y a eu un plan de paix proposé par l'opposition traduisant clairement sa volonté de prendre l'initiative...

Oui. Par ailleurs, l'isolement du régime, surtout après la prise d'otages et la pression internationale plus forte, donne une certaine chance aux propositions de l'opposition. Les déclarations du FIS se démarquant des assassinats du GIA et acceptant le jeu démocratique après la normalisation de la situation politique peuvent faire de l'effet. Et quand la situation n'est que tragédie, où la peur et la mort sont le quotidien, toute initiative est un espoir auquel les Algériens s'accrochent.

Ceci dit, pour qu'un plan de paix basé sur l'arrêt des affrontement entre les islamistes et l'armée soit crédible, il faudrait que le FIS contrôle les maquis et les groupes terroristes urbains et puisse leur imposer une trêve et justifier un dialogue avec le pouvoir, alors que l'argument essentiel du GIA et des groupes armés se résume à un refus de dialogue et de toute

1) Ont participé à cette réunion, Abdelhamid Mehri, secrétaire général du Front de libération nationale (FLN), Hocine Aït Ahmed, leader du Front des forces socialistes (FFS), Ben Bella, président du Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA), Abdennour Ali Yahia, président de la Ligue des droits de l'homme, Anouar Haddam, chef de la délégation du FIS, et Louisa Hannoun porte-parole du PT.

compromission avec le pouvoir. Il faudrait aussi que l'armée joue le jeu du dialogue avec l'opposition et le FIS en mettant fin à la répression féroce, en acceptant une relégalisation du FIS et en faisant admettre à ses troupes, officiers et parents des victimes, la nécessité d'une paix avec le FIS.

Il faudrait aussi que l'omniprésence de la dictature laisse place à la force du droit et que les libertés démocratiques reviennent sérieusement à la surface.

En fait, je crois que ce scénario est difficile à envisager immédiatement et que la crédibilité des acteurs est entachée de sang. La violence est allée très loin et une comptabilité doit être faite et les responsabilité situées. L'armée ne peut pas s'accommoder avec les guerilleristes du GIA et leur éradication est une question de survie. Elle ne fait pas confiance au FIS dont les discours radicaux, en particulier celui de Benhadj, sont une menace pour ses intérêts.

Le FIS aussi pose problème. Si l'arrêt du processus électoral et la répression sauvage de ses militants peuvent justifier ses frustrations et son radicalisme, sa trajectoire est aussi faite d'assassinats, de crimes collectifs, de violences insoutenables envers la société faites en son nom et organisées par ses militants. Et si on continue à regarder politiquement le FIS, on ne doit pas oublier que son radicalisme politique s'appuie évidemment sur la crise sociale profonde mais masque très mal un projet politique et social autoritaire et rétrograde où la religion n'est pas seulement qu'idéologie.

Le courant éradicateur ne perçoit que la demension politico-idéologique régressive de l'intégrisme en négligeant la dimension de crise sociale.

Pour résumer, l'initiative de Rome peut débloquer la situation si le pouvoir sous la pression internationale, accepte la négociation sur des bases moins piégées qu'avant avec l'opposition. A terme, c'est incontournable. Mais les manœvres et les calculs, les chantages et les conditions, sous une forme politique ou violente, seront toujours de mise pour que Zéroual et l'armée ne perdent l'essentiel. Ils feront traîner les choses mais réprimeront au maximum. Les islamistes, coincés par l'offensive de l'armée dans les maquis, se replieront vers les villes et multiplieront les actions spectaculaires qui installent la terreur et choqueront psychologiquement.

La transition se maintiendra dans un cercle de violence intenable mais avec une population fatiguée des maquis épuisés et une armée fragilisée auxquels il faut ajouter des enjeux économiques importants qui imposeront sans doute une trêve politique et une fausse paix sociale.

Les forces démocratiques existent, elles ont connu des moments forts. Les mobilisations et les batailles spectaculaires menées par les femmes et les associations féminines en 1990-1991 étaient courageuses et prémonitoires sur ce que deviendra le FIS et son projet politique. Trop seules dans la bataille, elles n'ont pas trouvé de relais sérieux en particulier dans des partis démocratiques représentatifs comme le FFS ou médiatique comme le RCD où les calculs politiques primaient. La gauche a été plus active et plus présente mais son influence était limitée.

Le mouvement démocratique aujourd'hui c'est le Mouvement culturel berbère (MCB). Les mobilisations en Kabylie autour de la revendication berbère ont réveillé les énergies militantes étouffées depuis deux ans, brisant le mur de la fatalité qui a touché tous les secteurs de la société. Le MCB a su prouver qu'on pouvait encore se battre, mobiliser massivement, réagir à l'omniprésence du pouvoir de façon efficace et dépasser la terreur installée. Le mouvement démocratique, c'est aussi et surtout une dynamique où partis démocratiques, partis de gauche, syndicalistes, militants du MCB, intellectuels, etc. s'engagent ensemble dans une bataille pour le droit à la survie, pour les libertés les plus larges, contre la répression et la torture, pour les droits identitaires du peuple algérien, contre le paiement de la dette et la pression impérialiste, pour une constituante, pour la proportionnelle, etc. Autant de thèmes et de revendications qui tracent les bases d'une perspective démocratique.

Après une période de flottement, le MCB s'est engagé, encore une fois, dans la revendication identitaire en essayant d'aller le plus loin possible dans la confrontation avec le pouvoir. S'appuyant sur une audience populaire indiscutable et ce malgré les dissensions qui traversent le mouvement divisé entre les pro-FFS et les pro-RCD, le MCB représente un potentiel important dans le combat démocratique d'autant plus que le débat aujourd'hui dans le MCB sera de rattacher la question identitaire aux revendications démocratiques les plus larges. Les forces démocratiques englobent les partis démocratique et la gauche politique et syndicale. Sur ce plan, les faiblesses sont énormes et le chemin sera très long. La démarche «éradicatrice» du RCD n'est pas favorable à un regroupement des forces démocratiques. En revendiquant l'éradication du FIS et des islamistes, Saïd Saadi dirigeant du RCD, s'est retrouvé à soutenir l'état de siège, à appeler à la répression des intégristes par l'armée et à se placer dans l'orbite d'un pouvoir discrédité au niveau populaire et responsable de l'impasse sociale et politique actuelle. Il ne voulait pas percevoir que l'éradication du FIS se confondait concrètement et sur le terrain avec l'éradication de couches populaires révoltées et d'une masse de jeunes désemparés constituant aujourd'hui la base sociale et de soutien au populisme rétrograde et totalitaire du FIS.

Car le courant éradicateur ne perçoit que la dimension politico-idéologique régressive de l'intégrisme en négligeant la dimension de crise sociale.

Le FFS, plus «social» dans ses formulations et plus exigeant sur les questions démocratiques, exerce une attraction plus grande sur tous ceux qui ne veulent pas s'accrocher à la fatalité de l'armée comme réponse à l'influence populaire des intégristes. Mais ses discours sont fondamentalement ambigus et même ambivalents. En ciblant prioritairement le pouvoir dans l'impasse politique actuelle et la violence tout azimuts dont il est responsable, Aït Ahmed et le FFS vont dans le même sens que Ali Yahya en martyrisant le FIS, tout en occultant presque ce qu'il représente comme projet politique et comme rapport de pouvoir violent envers la société. La réaction immédiate efface une approche plus fondamentale sur la nature sociale et politique du FIS et des partis islamistes. D'où cette logique frontiste anti-pouvoir où tout le monde est là où les engagements de démocrates des uns et des autres ne sont pas des garanties démocratique sérieuses et crédibles.

Voilà pourquoi les alliances politiques concoctés aujourd'hui autour de l'initiative de Rome sont des «fronts à risques» qui peuvent faire bouger les rapports de forces bloqués ou modifier la démarche du pouvoir et de l'armée.

Mais elles ne sont nullement à la mesure du combat démocratique et de ses exigences. Le vrai garde-fou, en ce moment, c'est pour nous l'expression autonome mais organisée du mouvement de masse. C'est construire autour du MCB, des femmes et des syndicalistes un pôle actif dans les luttes démocratiques où la démocratie revendiquée ne soit pas un terrain de recomposition et de recrédibilisation du pouvoir actuel mais le cadre de sa décomposition. Un pôle dynamique qui doit exercer des pression fortes sur les partis démocratiques incapables de se détacher d'un soutien à l'armée ou d'une alliance éphémère avec les islamistes.★

Propos receuillis par Sonia Leith

Nuages noirs à l'horizon

Le 31 mars, la plupart des soldats de la force multinationale, en majorité nord-américains, présents en Haïti, revêtiront le béret bleu des Nations unies. Le Conseil de sécurité a en effet jugé la situation suffisamment «sûre et stable» pour prendre le relais des Etats-Unis. Ce jugement risque de se révéler hasardeux.

Arthur Mahon

Depuis 1986, les forces démocratiques ont souvent sous-estimé les réseaux duvaliéristes et leur imbrication avec l'armée. En 1991, beaucoup ont cru qu'ils s'étaient évaporés, alors qu'ils opéraient seulement un repli tactique. Inversement, il serait erroné de sous-estimer la signification de la réduction des effectifs de l'armée. Ils sont passés en quelques semaines de 7 500 soldats à 1 500. Ce fut, à la fois, le produit d'une volonté politique d'Aristide et de l'effondrement, dans certaines villes, de l'armée. La raison principale doit en être recherchée dans la mobilisation d'une partie de la population, devant qui nombre de militaires ont préféré s'effacer afin de sauver leur peau.

Lors des élections de novembre 1987, interrompues dans un bain de sang, et lors du coup d'Etat de 1991, les commandos duvaliéristes ont pu s'adosser à l'armée. Maintenant que l'armée n'est plus que l'ombre d'elle-même, un coup de force sanglant est-il encore possible ? Il serait dangereux d'écarter cette hypothèse. En 1987 comme en 1991, il avait suffi de peu d'hommes en armes pour faire basculer la situation. Et si, aujourd'hui, il reste seulement 1 500 hommes à l'intérieur de l'armée «officielle», le sort des 6 000 autres est loin d'être réglé. Ils possèdent entre leurs mains un arsenal considérable Trois mille anciens militaires ont repris du service au sein de la force intérimaire de police. Officiellement, ils ne disposent pas d'armes de guerre mais, s'il le fallait, il ne leur faudrait pas beaucoup de temps pour s'en procurer.

A l'approche des élections prévues pour la fin du mois d'avril ou le début du mois de mai, les actions terroristes risquent de se multiplier, comme avant celles de 1987 et de 1990 (où Aristide avait échappé de peu à l'explosion d'une bombe). Pour le moment, on assiste surtout à une recrudescence de meurtres et de cambriolages, qui sont probablement l'oeuvre de militaires démobilisés.

Le 7 février marque en Haïti l'anniversaire de deux dates historiques : le départ de Jean-Claude Duvalier en 1987, et l'entrée en fonction du président Aristide en 1991. Dans un discours prononcé à cette occasion, ce dernier a appelé à la constitution de brigades d'autodéfense. C'est la première fois qu'il évoquait cette question depuis fort longtemps, et l'hebdomadaire conservateur *Haïti Observateur* n'a pas manqué de le souligner avec rage. En 1987, Aristide avait popularisé l'idée des «brigades de vigilance». Avant les élections de novembre 1987, à la suite de plusieurs attaques contre des quartiers populaires, la population de Port-au-Prince organisa son autodéfense. Mais l'armée mit rapidement fin à cette expérience.

Le soutien d'Aristide à la réactivation de brigades de vigilance est assurément fort positif. Malheureusement, cela vient un peu tard. Après son retour triomphal en Haïti, le 15 octobre, une grande partie de la population aurait été prête à se mobiliser pour en finir avec le danger duvaliériste. Mais, faisant passer sa politique de réconciliation avant toute autre considération, Aristide contribua à briser net l'élan de ceux qui voulaient faire la chasse aux tontons-macoutes et à leurs successeurs. Par ailleurs, comme cela s'est passé en 1991, avec les conséquences que l'on sait, les autorités n'informent pas la population des résultats des enquêtes qui ont été menées sur divers complots.

Aujourd'hui, la situation est très contradictoire. Quatre mois après le retour d'Aristide, dont le mandat s'achèvera dans un an, la population est fort déçue. La répression sauvage des trois dernières années a disparu, mais la vie quotidienne reste très dure. Il y a très peu d'emplois, le coût de la vie est aussi élevé que durant l'embargo et, dans la plupart des quartiers de la capitale, l'électricité se fait très rare. Le gouvernement aurait voulu faire du 7 février un jour de festivités, mais la population n'a pas répondu à l'appel. Le président Aristide échappe à la critique. Par contre, les ministres sont montrés du doigt. Deux d'entre eux ont dû quitter leurs fonctions à la suite de pressions populaires.

Or, la situation risque de s'aggraver encore dans les mois qui viennent. En effet, jusqu'à présent, le gouvernement n'avait guère avancé dans l'application du plan d'ajustement structurel que le cabinet d'Aristide a proposé de lui-même aux bailleurs de fonds en août 1994. Dans le discours de politique générale qu'il prononça lors de son entrée en fonction, le premier ministre Smarck Michel se montra même très prudent en la matière. Mais à la suite d'une nouvelle réunion avec les bailleurs de fonds tenue à Paris les 30 et 31 janvier, et au cours de laquelle une aide importante a été promise, des dispositions sont prises pour accélérer le processus. A travers cette aide conditionnelle, Haïti va encore perdre un peu plus de son indépendance. Même si le nombre de leurs soldats va en diminuant et que les événements se déroulent de manière plus cahotique qu'ils ne le souhaiteraient, les Etats-Unis ont globalement les cartes en mains. Cela est patent pour ceux qui voient des Nord-Américains empêcher des manifestations, accréditer des journalistes haïtiens ou organiser les examens d'entrée à l'Ecole de police.

Une aggravation des conditions de vie pourrait déboucher sur une démoralisation propice à des opérations de déstabilisation. Mais elle peut également conduire à des explosions sociales. On en a eu un exemple le soir du 11 février dans la petite ville de Limbé, dont la population s'était déjà élevée contre le recyclage de militaires dans la police. Après le départ des membres de la force multinationale à Cap Haïtien, une foule a fait irruption dans la caserne où se trouvaient dix huit membres de la force de police. Au moins l'un d'eux a été tué.★